

COMPTES PUBLICS

1994-1995

Volume 1

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1995**

Québec 

2021
Z9
03
C438
1994/95, 1
Fx. 02
Q34DF

COMPTES PUBLICS

1994-1995

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 1

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1995**



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Page 3-01-96

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-24240-8 (Édition complète)
ISBN 2-550-24241-6 (Volume 1)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1995
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Martial Asselin
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

La soussignée a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1995.

La ministre des Finances,
Pauline Marois

Québec, décembre 1995

À la ministre des Finances
Madame Pauline Marois
Hôtel du Gouvernement
Québec

Madame la Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1995, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances par intérim,
Jean-Claude Savard, C.G.A.

Québec, décembre 1995

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	9
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1995	
Revenus, dépenses et dette nette	13
Actif et passif	14
Besoins financiers et financement	16
Emploi des crédits	18
Notes complémentaires aux états financiers	21
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	41
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	45
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT - SECTION	1
Sommaire	
Activités de fonctionnement	
Activités d'investissement	
Détail du compte Régimes de retraite	
FINANCEMENT - SECTION	2
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF - SECTION	3

N.B.: Les données étant arrondies, les montants inscrits en millions de dollars peuvent varier de 1 million de dollars à la hausse ou à la baisse par rapport à la présentation en milliers de dollars.

AVANT-PROPOS

Les Comptes publics du **gouvernement du Québec** de l'année financière terminée le 31 mars 1995 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 - États financiers du Gouvernement

Volume 2 - Détail des revenus, crédits et dépenses

Volume 3 - États financiers des fonds spéciaux

Le **Volume 1** présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1995, préparés au ministère des Finances selon les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ces états sont accompagnés du Rapport du Vérificateur général et, dans les pages qui suivent, paraissent également sous un titre séparé, les observations de ce dernier sur ces états.

Les renseignements nécessaires pour expliciter ces états financiers apparaissent dans les trois sections suivantes:

- En premier lieu, apparaissent certains détails concernant les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et les liquidités provenant des activités d'investissement ainsi que le détail du compte "Régimes de retraite";
- En second lieu, les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des activités de fonctionnement et d'investissement ainsi que les sources de financement;
- Enfin, les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que les détails des engagements et des éventualités du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le **Volume 2** présente le Détail des revenus, crédits et dépenses sous les deux premières sections et la Liste des biens en capital sous la troisième.

- La première section comprend les états sommaires des revenus, crédits et dépenses. Dans cette section apparaît, entre autres, un état sommaire des crédits et dépenses par catégorie et par ministère et organisme en indiquant séparément les informations afférentes aux organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu;
- Dans la seconde, on retrouve, pour chacun des ministères et de façon consécutive, le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie, les crédits et dépenses par programme et élément, super-catégorie et catégorie, le sommaire des dépenses de transfert par objet et par genre de bénéficiaires ainsi que la Liste des fournisseurs et bénéficiaires. Cet ordre de présentation constitue une suite logique de toutes les informations relatives à un ministère;
- La troisième section couvre la Liste des biens en capital.

Le **Volume 3** présente les États financiers des fonds spéciaux qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

Le contrôleur des Finances par intérim,
Jean-Claude Savard, C.G.A.

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1995

REVENUS, DÉPENSES ET DETTE NETTE
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en millions de dollars)

	1995	1994
		(note 12)
REVENUS (note 2)		
Impôts sur les revenus et les biens	17 325	16 650
Taxes à la consommation	6 968	7 145
Droits et permis	936	919
Revenus divers	1 507	1 874
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement (note 2b)	2 181	1 677
Revenus autonomes	28 917	28 265
Transferts du gouvernement du Canada (note 6)	7 520	7 791
Total des revenus	36 437	36 056
DÉPENSES (note 3)		
Transferts:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	9 786	9 486
Établissements de santé et de services sociaux	9 310	9 299
Organismes sans but lucratif et entreprises	1 761	1 655
Municipalités et organismes municipaux	1 489	1 419
Personnes	7 794	7 515
Entreprises, organismes et fonds du Gouvernement	683	701
Total des transferts	30 823	30 075
Traitements, salaires et avantages sociaux	3 175	3 238
Autres dépenses	2 275	2 321
Total des dépenses de programmes	36 273	35 634
Service de la dette	5 874	5 316
Total des dépenses	42 147	40 950
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	5 710	4 894
DETTE NETTE AU DÉBUT	50 421	45 527
Inscription aux crédateurs le 1 ^{er} avril 1994 des dépenses encourues au cours des années antérieures envers la Société de développement de la Baie James pour la construction de la Route du Nord	36	
Radiation au 31 mars 1995 du placement en actions dans la Société générale des industries culturelles	19	
DETTE NETTE À LA FIN	56 186	50 421

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1995

(en millions de dollars)

	1995	1994
ACTIF		
Placements temporaires - au coût	2 205	1 674
Débiteurs	3 550	3 377
Intérêts courus sur placements	6	3
	<u>5 761</u>	<u>5 054</u>
Placements-actions, obligations, billets, prêts et avances (note 4):		
Entreprises et organismes du Gouvernement	13 380	12 297
Municipalités et organismes municipaux	38	41
Particuliers, sociétés et autres	244	235
	<u>13 662</u>	<u>12 573</u>
Frais reportés	<u>172</u>	<u>81</u>
Perte de change non réalisée	<u>3 901</u>	<u>2 453</u>
Avances au Fonds de financement (note 9)	<u>4 938</u>	<u>4 196</u>
TOTAL DE L'ACTIF	<u>28 434</u>	<u>24 357</u>
DETTE NETTE	<u>56 186</u>	<u>50 421</u>
	<u>84 620</u>	<u>74 778</u>

Le contrôleur des Finances par intérim,

Le sous-ministre des Finances,

Jean-Claude Savard, c.g.a.

Alain Rhéaume

Québec, Le 24 novembre 1995 (le 11 décembre 1995 pour les notes 3a, 7f, 10d et 11a)

	1995	1994
PASSIF		
Chèques en circulation moins espèces en banque, espèces et effets en main et dépôts en circulation (note 5)	180	190
Avances des fonds en fidéicomis	261	241
Compte d'accords de perception fiscale	359	381
Comptes à fin déterminée (note 6)	2	
Créditeurs et frais courus	2 320	2 194
Intérêts courus sur emprunts	1 868	1 715
	<u>4 990</u>	<u>4 721</u>
Provision pour perte sur placements en actions (note 4)	96	130
Provision pour financer l'assainissement des eaux	131	88
Régimes de retraite (note 7)	21 997	20 483
Emprunts (note 8)	52 468	45 160
Emprunts pour le Fonds de financement (note 9)	4 938	4 196
TOTAL DU PASSIF	<u>84 620</u>	<u>74 778</u>

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (note 10)

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 MARS 1995 (note 11)

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en millions de dollars)

	1995	1994
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit des opérations budgétaires	5 710	4 894
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	1 143	779
Provisions pour moins value	(167)	(268)
Contribution pour financer l'assainissement des eaux	(43)	(37)
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (note 7c)	(1 060)	(980)
Financement des régimes de retraite (note 7c)	(1 545)	(1 569)
Amortissement des frais reportés	(343)	(204)
Amortissement de la perte de change non réalisée	(416)	(241)
	3 279	2 374
Régimes de retraite:		
Pensions et autres paiements	1 290	1 077
Cotisations des participants et des employeurs autonomes	(194)	(196)
	1 096	881
Comptes à fin déterminée: (note 6)		
Paievements et autres débits	260	134
Rentrées et autres crédits	(262)	(134)
	(2)	
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement *	520	676
Liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement	4 893	3 931
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Placements effectués	65	64
Placements réalisés	(82)	(169)
Liquidités provenant des activités d'investissement	(17)	(105)
Besoins financiers nets	4 876	3 826

* Les autres éléments de l'actif sont les espèces et effets en main, les dépôts en circulation, les débiteurs, les intérêts courus sur placements et les frais reportés. Les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicomis, le compte d'accords de perception fiscale, les créditeurs et frais courus, les intérêts courus sur emprunts et la provision pour financer l'assainissement des eaux.

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en millions de dollars)

	1995	1994
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation des emprunts		
Emprunts effectués	8 655	6 742
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	(213)	4
	8 442	6 746
Emprunts remboursés	(2 998)	(2 742)
	5 444	4 004
Variation du Fonds d'amortissement des régimes de retraite:		
Versements		(850)
Perte (Revenu) du Fonds	5	(4)
		(854)
Variation de liquidités relatives à l'encaisse:		
Espèces en banque	(42)	9
Placements temporaires	(531)	667
		676
FINANCEMENT NET	4 876	3 826
ACTIVITÉS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT		
Avances effectuées	828 ⁽¹⁾	1 577 ⁽¹⁾
Avances réalisées	(96)	(34)
	732	1 543
Emprunts effectués	828 ⁽¹⁾	1 577 ⁽¹⁾
Emprunts remboursés	(96)	(34)
	732	1 543

⁽¹⁾ Incluant des emprunts temporaires effectués de 227 millions de dollars en 1995 (47 millions de dollars en 1994).

EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en millions de dollars)

Ministères et organismes	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés	Permanents
Affaires internationales,						
Immigration et Communautés						
culturelles	234		206		28	
Affaires municipales	1 350	1	1 309		41	1
Agriculture, Pêcheries et						
Alimentation	683		651		32	
Assemblée nationale		76		73		3
Conseil du trésor	77		65		12	
Conseil exécutif	393	3	263	3	130	
Culture et Communications	403	17	387	17	16	
Éducation	9 452	135	9 337	134	115	1
Emploi	366	3	291	2	75	1
Environnement et Faune	277		260		17	
Finances (excluant le service						
de la dette)	197	7	84	7	113	
Industrie, Commerce, Science						
et Technologie	531		448		83	
Justice	417	73	408	73	9	
Organismes relevant des						
ministres responsables						
de la Condition féminine						
et de la Famille	218		215		3	
Organismes relevant de la						
ministre déléguée à						
l'Administration et						
à la Fonction publique	318	898	310	868	8	30
Organismes relevant du						
ministre responsable de						
l'application de la Charte						
de la langue française	24		21		3	
Personnes désignées par						
l'Assemblée nationale	20	70	18	68	2	2
Régie de l'assurance-maladie						
du Québec		2 900		2 896		4
Ressources naturelles	421	4	392	4	29	
Revenu	283	61	274	60	9	1
Santé et Services sociaux	8 528	1 736	8 236	1 731	292	5
Sécurité du revenu	4 382		4 339		43	
Sécurité publique	740	6	730	6	10	
Transports	2 078		1 969		109	
Provision pour créances						
douteuses		201		201		
Dépenses de programmes	31 392	6 191	30 213	6 143	1 179	48
Service de la dette						
(ministère des Finances)	95	5 874		5 874	95	
	31 487	12 065 ⁽¹⁾	30 213	12 017	1 274	48
Dépenses (voir notes explicatives)	31 437	12 062	30 167	12 014	1 270	48
Prêts, placements et avances	50	3	46	3	4	
	31 487	12 065 ⁽¹⁾	30 213	12 017	1 274	48
⁽¹⁾ Crédits permanents:						
Inclus dans les prévi-						
sions budgétaires		11 413		11 365		48
Non inclus dans les pré-						
visions budgétaires		652		652		
		12 065		12 017		48

EMPLOI DES CRÉDITS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

NOTES EXPLICATIVES

Le Parlement autorise le Gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses ainsi que des prêts, placements et avances.

Chacun des programmes des ministères et organismes est constitué de crédits votés et de crédits permanents s'il y a lieu. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés et doivent être biffés. L'excédent de dépenses sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics.

L'état de l'emploi des crédits présente les autorisations disponibles pour les dépenses et pour les prêts, placements et avances ainsi que l'emploi de telles autorisations par ministère et organisme. Cet état, préparé conformément à ce qui est mentionné précédemment, ne tient pas compte cependant de la diminution des dépenses résultant de la diminution de la provision pour perte sur placements en actions au montant de 34 millions de dollars. Les crédits relatifs à la provision pour perte sur placements en actions ne seront pourvus que s'il y a des transferts à cette fin.

RAPPORT

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1995 démontre qu'aucun excédent de dépenses du Gouvernement portées aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et services acquis et les transferts dus imputables sur ces crédits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleures estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des entreprises et organismes du Gouvernement et autres, sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux de nature «capital», sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

L'ACTIF ET LE PASSIF

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation modifiée et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement sont inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, les mises de fonds en actions sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ses entreprises avec contrepartie aux revenus.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées et ils sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**LES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)****Cotisations des participants et des employeurs autonomes**

Les cotisations des participants et des employeurs autonomes du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ) sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, alors que celles des autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du compte «Régimes de retraite». Les employeurs autonomes sont désignés à l'annexe 3.

Participation du Gouvernement à titre d'employeur

Le coût annuel des prestations constituées de tous les régimes ainsi que les amortissements du passif actuariel non inscrit, des gains ou pertes actuariels et du coût des modifications aux régimes sont portés aux dépenses avec contrepartie au passif du compte «Régimes de retraite». Les modifications des hypothèses actuarielles font partie des gains ou pertes actuariels.

Les méthodes d'amortissement utilisées sont les suivantes:

i) Passif actuariel non inscrit et gains ou pertes actuariels**RREGOP et RRAPSC**

Les gains ou pertes actuariels relatifs au RREGOP et au Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC) sont amortis en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le montant du passif actuariel non inscrit et des gains ou pertes actuariels relatif aux années transférées du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) au RREGOP est amorti, à compter de l'année financière 1987-1988, sur le solde à courir de la période de 50 ans débutant en 1979-1980 et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

Régimes autres que RREGOP et RRAPSC

Le montant du passif actuariel non inscrit et des gains ou pertes actuariels relatif aux régimes autres que le RREGOP et le RRAPSC est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980 et au prorata des salaires versés aux participants des régimes ou à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

ii) Modifications aux régimes

À compter de l'année financière 1989-1990, le coût des modifications apportées à tout régime au titre des services rendus par les participants au cours des années financières antérieures est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications deviennent effectives.

Prestations et remboursements

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même les fonds du RREGOP, du RREFQ ou à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

LES EMPRUNTS

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte et de prime sont inscrits à leur valeur de réalisation qui tient compte annuellement de l'amortissement de l'escompte et de la prime, pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacune des années financières, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme gains ou pertes de change non réalisés, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

2. REVENUS

a) Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction des montants suivants:

	1995	1994
	(en millions de dollars)	
Impôt sur le revenu des particuliers:		
Remboursements d'impôts fonciers	168	263
Allocations d'aide aux familles	621	627
Crédits d'impôt remboursables:		
Taxe de vente	185	189
Hébergement d'un parent	11	8
Frais de garde	15	
	1 000	1 087
Impôt des sociétés:		
Crédits d'impôt remboursables:		
Pertes autres que perte en capital	98	82
Recherche scientifique et développement expérimental	386	312
Formation de la main-d'oeuvre	37	24
Productions cinématographiques	42	27
Autres	9	5
	572	450
Droits et permis:		
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations	31	46
Autres	35	29
	66	75
	1 638	1 612

b) Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement

Les revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement comprennent une participation dans les résultats de 1 143 millions de dollars (779 millions de dollars en 1994) et des dividendes de 1 038 millions de dollars (898 millions de dollars en 1994).

L'augmentation de 364 millions de dollars de la participation dans les résultats découle principalement d'un apport additionnel de 452 millions de dollars résultant d'une modification à la méthode de consolidation de bénéfices nets consolidés des entreprises et organismes du Gouvernement aux revenus du Gouvernement et, d'un redressement à la baisse de 144 millions de dollars dans les résultats d'Hydro-Québec, pour tenir compte des frais de garantie d'emprunts de l'année civile 1995 comptabilisés comme revenus du Gouvernement au cours de l'année financière 1994-1995.

Afin, d'une part, d'uniformiser les méthodes de consolidation des bénéfices de toutes les entreprises et organismes du Gouvernement et d'assurer une meilleure base de comparaison et, d'autre part, de rétablir la synchronisation complète entre les bénéfices nets consolidés de ces entreprises et organismes et l'année financière du Gouvernement, les bénéfices de ces entreprises et organismes ont été ajustés en fonction d'états financiers intermédiaires non vérifiés couvrant la période entre la fin de leur exercice financier et le 31 mars 1995.

c) Détail des revenus

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 4.

3. DÉPENSES**a) Taux d'intérêt applicable au compte «Régimes de retraite»**

Pour mieux représenter le taux qui correspond à ses engagements, le Gouvernement a appliqué, à compter de l'année 1994-1995, une nouvelle méthode de calcul du taux d'intérêt appliqué au solde du compte «Régimes de retraite», soit l'utilisation d'un taux de rendement stabilisé du Fonds RREGOP syndicable de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) au lieu du taux de rendement du Fonds général de la CDPQ. La méthode de calcul utilisée jusqu'en 1993-1994 aurait produit un taux plus élevé pour l'année 1994-1995. La nouvelle méthode de calcul utilisée a eu pour effet que les dépenses d'intérêts sur le compte «Régimes de retraite» imputables au coût du service de la dette ont été moins élevées pour l'année 1994-1995 d'un montant de 177 millions de dollars.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital, comprises dans les dépenses de l'année 1995, s'élèvent à 1 628 millions de dollars (1 451 millions de dollars en 1994: montant redressé), dont 639 millions de dollars (620 millions de dollars en 1994: montant redressé) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 989 millions de dollars incluses dans les dépenses de transfert (831 millions de dollars en 1994: montant redressé). Ces dépenses en capital ainsi que la liste des biens de nature «capital» pour un montant de 14 217 millions de dollars au 31 mars 1995 (13 890 millions de dollars au 31 mars 1994: montant redressé) ainsi que leurs critères d'inscription apparaissent respectivement aux pages 1-9, 1-37, 3-1 et 3-4 du volume 2 des Comptes publics.

c) Détail des dépenses

Le détail des dépenses par mission et domaine ainsi que par ministère et organisme apparaît à l'annexe 5.

4. PLACEMENTS**a) Placements dans les entreprises et organismes du Gouvernement**

	1995	1994
	(en millions de dollars)	
Actions - selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 6)	13 298	12 173
Dotations - au coût	41	41
Obligations et billets - au coût	9	9
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	32	74
	<u>13 380</u>	<u>12 297</u>
Provision pour perte sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 6)	96	130

b) Échéancier des obligations et billets, prêts et avances

L'échéancier des obligations, des billets, des prêts et avances aux entreprises et organismes du Gouvernement de 41 millions de dollars (83 millions de dollars en 1994), aux municipalités et organismes municipaux de 38 millions de dollars (41 millions de dollars en 1994) et aux particuliers, sociétés et autres, de 230 millions de dollars (221 millions de dollars en 1994), excluant un montant de 46 millions de dollars (66 millions de dollars en 1994: montant reclassé) dont les échéances ne sont pas déterminées, se résume comme suit:

Années d'échéance	1995	1994
	(en millions de dollars)	
		(reclassé)
1995		26
1996	34	31
1997	26	26
1998	27	26
1999	41	40
2000	37	57
	<u>165</u>	<u>206</u>
2001 et plus	98	73
	<u>263</u>	<u>279</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

5. CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ESPÈCES EN BANQUE, ESPÈCES ET EFFETS EN MAIN ET DÉPÔTS EN CIRCULATION

	1995	1994
	(en millions de dollars)	
Chèques en circulation	346	443
Moins:		
Espèces en banque	122	80
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	44	173
	166	253
	180	190

6. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Le Gouvernement a autorisé la formation de comptes à fin déterminée conformément à la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) qui stipule que des sommes reçues en vertu d'un contrat ou d'une entente prévoyant l'affectation à une fin spécifique soient déposées dans de tels comptes. Ainsi, certains transferts du gouvernement du Canada afférents à des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement et d'autres sommes provenant de la vente de biens et services sont inscrits dans ces comptes au lieu de l'être aux revenus.

Il en résulte, aux activités de fonctionnement et au passif, un montant de 2 millions de dollars d'excédent des rentrées et autres crédits de 262 millions de dollars (134 millions de dollars en 1994) sur les paiements et autres débits de 260 millions de dollars (134 millions de dollars en 1994).

7. RÉGIMES DE RETRAITE

a) Les régimes de retraite

Les participants aux régimes de retraite gouvernementaux sont les membres de l'Assemblée nationale, les juges de la Cour du Québec et les employés des secteurs public et parapublic:

	Nombre estimé de participants au 31 décembre 1994	Nombre de prestataires au 31 décembre 1994
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	493 000	51 721
Régime de retraite des enseignants et Régime de retraite de certains enseignants (RRE et RRCE)	27 350 *	31 189
Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)	12 000 *	23 462
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRSQ)	4 500	2 059
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	2 925	285
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	350	7
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	300	246
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	177	223
	540 602	109 192

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

7. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

b) Passif

	1995	1994
	(en millions de dollars)	
Passif inscrit		
RREGOP et RREFQ	16 997	15 302
Autres régimes	9 379	8 700
	26 376	24 002
Participation inscrite d'avance (note 7d)	(3 530)	(2 665)
Passif net inscrit	22 846	21 337
Fonds d'amortissement des régimes		
de retraite - valeur comptable (note 7e)	(849)	(854)
	21 997	20 483

Pour le RREGOP et le RREFQ, le passif inscrit correspond à l'obligation du Gouvernement à titre d'employeur tandis que, pour les autres régimes, il correspond aux obligations du Gouvernement envers les participants, c'est-à-dire celles à titre d'employeur et celles constituées par les cotisations des participants et des employeurs autonomes versées au Fonds consolidé du revenu. Les cotisations des participants et des employeurs autonomes au RREGOP et au RREFQ versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec totalisent 15 859 millions de dollars au 31 décembre 1994 à la valeur marchande (15 706 millions de dollars au 31 décembre 1993) telles qu'apparaissant aux états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA).

c) Dépense annuelle

Le tableau suivant présente la participation du Gouvernement à titre d'employeur et la part relative au financement des régimes:

	1995	1994
	(en millions de dollars)	
• Participation du Gouvernement à titre d'employeur		
Coût annuel des prestations constituées	672	633
Amortissement		
du passif actuariel non inscrit	713	675
des (gains) ou pertes actuariels	(355)	(353)
du coût des modifications aux régimes	30	25
	1 060	980
• Financement des régimes - intérêts imputés au service de la dette	1 545	1 569
Total	2 605	2 549

d) Participation inscrite d'avance

Pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles, la CARRA détermine pour chacun des régimes de retraite les obligations du Gouvernement aux fins de financement afin de s'assurer que les prestations sont entièrement capitalisées au moment de la retraite des participants. Ces obligations sont déterminées selon des hypothèses économiques à long terme différentes de celles adoptées par le Gouvernement et selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations pour le RREGOP et le RRAPSC.

La participation inscrite d'avance représente l'écart entre le passif inscrit selon les hypothèses et les méthodes actuarielles utilisées aux fins du financement par la CARRA et le passif net inscrit selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement et la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, telles qu'elles sont recommandées par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

7. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

d) Participation inscrite d'avance (suite)

Le tableau suivant présente l'évolution de la participation inscrite d'avance:

	1995			1994
	Passif inscrit	- Passif net inscrit	= Parti- cipation inscrite d'avance	Parti- cipation inscrite d'avance
	(en millions de dollars)			
Solde au début	24 002	21 337	2 665	1 834
Coût annuel des prestations constituées	786	672	114	74
Amortissement du passif actuariel non inscrit, des (gains) ou pertes actuariels et du coût des modifi- cations aux régimes	946	388	558	611
Intérêts	1 738	1 545	193	146
Cotisations des participants et des employeurs autonomes	194	194		
Pensions et autres paiements	(1 290)	(1 290)		
Solde à la fin	26 376	22 846	3 530	2 665

e) Fonds d'amortissement des régimes de retraite

La Loi sur l'administration financière a été modifiée en décembre 1993, afin de permettre au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au compte «Régimes de retraite», pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite.

Au cours de l'année financière 1994-1995, le ministre n'a pas effectué de tels placements au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Cependant, au 31 mars 1995, une perte de 5 millions de dollars a été imputée au fonds d'amortissement et est incluse dans les activités de financement à l'état «Besoins financiers et financement».

f) Obligations actuarielles

Les estimations des obligations actuarielles du Gouvernement envers les régimes en comparaison du passif net inscrit s'établissent comme suit:

	Obligations actuarielles au 31 décembre 1994	Passif net inscrit au 31 mars 1995	Obligations actuarielles au 31 décembre 1993	Passif net inscrit au 31 mars 1994
	(en millions de dollars)			
RREGOP			(redressé)	
- service régulier	9 424	13 253	8 430	12 354
- service transféré	1 875	396	1 798	382
RRE et RRCE	13 193	6 138	12 716	5 754
RRF	5 055	1 262	4 969	1 210
Autres	2 689	1 797	2 493	1 637
	32 236 ⁽¹⁾	22 846	30 406	21 337

(1) Voir note 11a - Événements postérieurs au 31 mars 1995.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

7. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

f) Obligations actuarielles (suite)

Les évaluations et les estimations actuarielles sont préparées par la CARRA selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services. Les évaluations actuarielles sont préparées tous les trois ans à partir des hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement, tandis que les estimations actuarielles sont préparées annuellement à partir de la dernière évaluation actuarielle disponible.

Ces estimations des obligations actuarielles ont été produites et émises en novembre 1995.

Les estimations au 31 décembre 1994 ont été établies à partir des évaluations actuarielles au 31 décembre 1990 pour le RRCE, le RRSQ, le RRAPSC, au 31 décembre 1991 pour le RRMAN et le RRJCQ et au 31 décembre 1993 pour le RREGOP, le RRE et le RRF. L'évaluation actuarielle pour le RREFQ n'a pas été réalisée.

À la suite de la prise en compte des gains ou pertes actuariels des régimes de 1991 à 1993 et de la mise à jour des hypothèses utilisées, les évaluations actuarielles au 31 décembre 1993 pour le RREGOP, le RRE et le RRF ont amené une diminution des obligations du Gouvernement à cette même date de 1 308 millions de dollars comparativement aux obligations estimées à partir des évaluations actuarielles du 31 décembre 1990 pour les états financiers 1993-1994.

Pour l'ensemble des régimes de retraite, les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie constituée avant le 1er juillet 1982 alors qu'après cette date, elles le sont seulement pour l'excédent de 3 % du taux d'inflation à long terme.

Les évaluations actuarielles ont été établies en prenant en considération, entre autres, les hypothèses à long terme de nature économique suivantes:

Rendement nominal à long terme, net d'inflation	4,30%
Taux d'inflation à long terme	3,00%

8. EMPRUNTS

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaies	1995		1994	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)	32 641	32 641	27 820	27 820
En monnaies étrangères ⁽¹⁾ :				
États-Unis (\$US)	7 566	10 584	8 077	11 176
Japon (¥)	341 699	5 508	267 504	3 614
Suisse (FS)	2 139	2 642	2 241	2 199
Allemagne (DM)	1 405	1 428	800	664
France (FF)	2 000	582	2 000	486
Grande-Bretagne (£)	50	113	50	103
		53 498		46 062
MOINS:				
Fonds d'amortissement		1 030 ⁽²⁾		902 ⁽²⁾
Total		52 468		45 160

⁽¹⁾ Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

⁽²⁾ Excluant 3 millions de dollars (1 million de dollars en 1994) afférents aux emprunts pour le Fonds de financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

8. EMPRUNTS (suite)

Années d'échéance	1995	1994
	(en millions de dollars)	
1995		7 241
1996	8 054	1 973
1997	3 627	2 922
1998	4 248	3 849
1999	3 741	3 491
2000	5 079	2 884
	24 749	22 360
2001 et plus	27 719	22 800
	52 468	45 160

9. FONDS DE FINANCEMENT

Des emprunts ont été réalisés pour le Fonds de financement, fonds spécial qui regroupe les emprunts des établissements des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que ceux de certains organismes et entreprises du Gouvernement. En contrepartie de ces emprunts, des avances sont inscrites à l'état de l'actif aux mêmes conditions que les emprunts pour le Fonds de financement, lesquels sont présentés conformément aux conventions comptables en vigueur pour les emprunts. En tenant compte des contrats d'échange de devises, ces emprunts et avances ainsi que l'échéancier s'y rattachant sont présentés ci-après:

	1995		1994	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)				
Emprunts temporaires	275	275	47	47
Obligations et billets négociables	4 346	4 346	3 869	3 869
En monnaie étrangère ⁽¹⁾				
États-Unis (\$US)				
Billets de trésorerie	54	75		
Obligations et billets négociables	175	245	203	281
		4 941		4 197
Moins: Fonds d'amortissement		3		1
Total		4 938		4 196

⁽¹⁾ Les unités monétaires en monnaie étrangère sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

Années d'échéance	1995	1994
	(en millions de dollars)	
1995		143
1996	352	2
1997	154	154
1998	823	819
1999	87	86
2000	993	993
	2 409	2 197
2001 et plus	2 529	1 999
	4 938	4 196

9. FONDS DE FINANCEMENT (suite)

De plus, les dépenses du service de la dette et les intérêts courus sur emprunts aux montants de 366 millions de dollars (288 millions de dollars en 1994) et 149 millions de dollars (121 millions de dollars en 1994) respectivement ont été diminués en contrepartie des intérêts sur avances au Fonds de financement.

10. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises et organismes du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux, pour leurs dépenses en capital et pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements, sont présentés sommairement à l'annexe 7. Ces engagements totalisent 18 779 millions de dollars au 31 mars 1995 (17 276 millions de dollars au 31 mars 1994: montant redressé). De plus, le Gouvernement a autorisé les ministres responsables à verser des sommes aux entreprises et organismes du Gouvernement pour suppléer, s'il y a lieu, à l'inexécution de leurs obligations envers le Fonds de financement, jusqu'à concurrence d'un montant total de 1 484 millions de dollars au 31 mars 1995 (1 434 millions de dollars au 31 mars 1994).
- b) Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 41 879 millions de dollars au 31 mars 1995 (39 745 millions de dollars au 31 mars 1994) dont 37 912 millions de dollars au 31 mars 1995 (36 061 millions de dollars au 31 mars 1994) se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis sont présentés sommairement à l'annexe 7.
- c) Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes, des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans et une revendication pour le financement des coûts d'inspection encourus par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). Les autres causes, qui impliquent des montants de 401 millions de dollars, sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à déboursier lors du règlement de ces réclamations seront imputés aux dépenses de l'année financière alors en cours.
- d) L'évaluation du passif actuariel dont le Gouvernement est responsable à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics relativement aux employés non syndiqués peut faire l'objet d'une interrogation en regard des lois existantes. Une interprétation des articles 130 et 177 de la Loi sur le RREGOP, différente de celle retenue depuis leur adoption, pourrait résulter éventuellement en un engagement supplémentaire pour le Gouvernement de 802 millions de dollars. De même, les obligations mentionnées à la note 11a seraient réduites de 83 millions de dollars. De plus, les dépenses et le déficit de l'année terminée le 31 mars 1995 seraient augmentés de 59 millions de dollars.

11. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 MARS 1995

a) Modifications apportées au RREGOP

Un projet d'entente est intervenu entre le gouvernement du Québec et les centrales syndicales, le 6 septembre 1995, concernant des modifications à apporter aux critères d'admissibilité à la retraite pour le RREGOP.

Ces modifications devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1996 et, si elles avaient été prises en compte au 31 décembre 1994, elles auraient eu pour effet d'augmenter d'environ 1 007 millions de dollars l'estimation des obligations actuarielles du Gouvernement au 31 décembre 1994 présentée à la note 7f. L'amortissement annuel de ces modifications, au montant de 121 millions de dollars, débiterait en 1996-1997 conformément aux conventions comptables en vigueur. Le projet de loi modifiant certaines dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic sera déposé à l'Assemblée nationale pour son adoption à l'automne 1995.

b) Société générale de financement du Québec (SGF)

La Société générale de financement du Québec a conclu, le 16 octobre 1995, une entente avec Reynolds Metals Company pour la vente de la totalité de la quote-part de 24,95 % qu'elle détenait par l'entremise d'Albecour, société en commandite, dans Aluminerie de Bécancour inc. (ABI). Le produit de la vente incluant le fonds de roulement d'Albecour, déduction faite des frais et de la commission à la vente, est de 558 millions de dollars. La valeur comptable de ces actifs s'élevait à 314 millions de dollars à la date de clôture de la transaction.

Aux états financiers du Gouvernement, au 31 mars 1996, les revenus seront augmentés de 244 millions de dollars, représentant le gain sur disposition résultant de la vente de ces actifs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**11. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 MARS 1995 (suite)****c) Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR) et Société d'initiatives pétrolières (SOQUIP)**

À la suite de la vente de placements dans Uniboard Canada inc., Panneaux Chambord inc., Produits forestiers Gatineau inc. et Tembec inc. au cours de l'exercice 1994-1995, REXFOR détient des liquidités excédentaires évaluées à 37 millions de dollars.

SOQUIP détient, au 31 mars 1995, sous forme de placements temporaires des liquidités excédentaires évaluées à 25 millions de dollars.

Conformément à la Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales (L.Q. 1994, c. 45), le ministre des Finances a demandé à REXFOR et SOQUIP de procéder à une réduction de 37 millions de dollars et de 25 millions de dollars de leurs capital-actions émis et payés ainsi qu'à un remboursement correspondant de capital.

En conséquence, la valeur de consolidation de ces placements aux états financiers du Gouvernement au 31 mars 1996 sera diminuée respectivement de 37 millions de dollars et 25 millions de dollars.

d) Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)

En mai 1993, SOQUEM a vendu à un syndicat de preneurs fermes 2 413 410 bons de souscription permettant l'achat d'une action ordinaire de Cambior inc. à 15,50 \$ jusqu'au 30 juin 1995.

En vertu des bons de souscription, du 1^{er} avril au 30 juin 1995, 2 373 182 actions ordinaires de Cambior inc., représentant environ 4,9 % des actions émises et en circulation de Cambior inc., ont été vendues pour un produit de vente de 37 millions de dollars.

Aux états financiers du Gouvernement, au 31 mars 1996, la valeur de consolidation du placement dans SOQUEM sera ainsi augmentée de 12 millions de dollars représentant le gain net de dilution résultant de la vente de ces actions.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 1994 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1995. Les chiffres de 1994 de revenus et de dépenses ont été redressés de 8 millions de dollars pour tenir compte des revenus de placements temporaires présentés en déduction des dépenses du service de la dette.

Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles
Bureau de révision en immigration
Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration

Affaires municipales
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
Commission municipale du Québec
Régie de la sécurité dans les sports du Québec
Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Commission de protection du territoire agricole du Québec
* Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
* Société de financement agricole
- Financement agricole
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole

Assemblée nationale

Conseil du trésor

Conseil exécutif
Conseil de la famille

Culture et Communications
Commission des biens culturels du Québec
Régie des télécommunications
Régie du cinéma

Éducation
Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
Conseil supérieur de l'éducation
Office des professions du Québec

Emploi
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre
Conseil des services essentiels
Régie du bâtiment du Québec

Environnement et Faune
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Conseil de la conservation et de l'environnement

Finances
Commission des valeurs mobilières du Québec
Inspecteur général des institutions financières
* Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Industrie, Commerce, Science et Technologie
Conseil de la science et de la technologie
* Société de développement industriel du Québec

Justice
Commission d'accès à l'information
Commission de protection des droits de la jeunesse
Commission des droits de la personne
Office de la protection du consommateur
Tribunal des droits de la personne

Organismes relevant des ministres responsables de la Condition féminine et de la Famille ⁽¹⁾
Conseil du statut de la femme
Office des services de garde à l'enfance

Organismes relevant de la ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique
* Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la fonction publique
Office des ressources humaines

Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Commission de toponymie
Conseil de la langue française
Office de la langue française

Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Directeur général des élections - Commission de la représentation
Protecteur du citoyen
Vérificateur général

* Régie de l'assurance-maladie du Québec

Ressources naturelles
Régie du gaz naturel
* Société de financement agricole
- Financement forestier

Revenu

Santé et Services sociaux
Conseil de la santé et du bien-être
Conseil des aînés
Conseil médical du Québec
Office des personnes handicapées du Québec

Sécurité du revenu

Sécurité publique
Comité de déontologie policière
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Régie des alcools, des courses et des jeux

Transports
Commission des transports du Québec

* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières distinctement du Fonds consolidé du revenu.

⁽¹⁾ Le Conseil du statut de la femme est sous la responsabilité du ministre responsable de la Condition féminine et l'Office des services de garde à l'enfance est sous la responsabilité du ministre responsable de la Famille depuis le 28 septembre 1994.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS
QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE

Année financière 1994-1995

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À
CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Bibliothèque nationale du Québec
 Centre de recherche industrielle du Québec
 Centre québécois de valorisation de la biomasse
 Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes
 Commission des affaires sociales
 Commission des services juridiques
 Conseil des arts et des lettres du Québec
 Conseil des assurances de dommages
 Conseil des assurances de personnes
 Corporation d'hébergement du Québec
 Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
 Fondation de la faune du Québec
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Institut de police du Québec
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Institut québécois du cinéma
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
 Parc technologique du Québec métropolitain
 Radio-Québec
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie des installations olympiques
 Société de développement industriel du Québec
 Société de financement agricole
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société d'habitation du Québec
 Société d'investissement Jeunesse
 Société du Centre des congrès de Québec
 Société du Grand Théâtre de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive
 Société Innovatech du Grand Montréal
 Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches
 Société québécoise d'assainissement des eaux
 Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
 Société québécoise de récupération et de recyclage
 Société québécoise d'information juridique

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES
ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
 Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
 Commission de la construction du Québec
 Commission de la santé et de la sécurité du travail
 Commission des normes du travail
 Curateur public (Le)
 Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
 Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
 Régie de l'assurance-dépôts du Québec
 Régie des assurances agricoles du Québec
 Régie des rentes du Québec
 Société de l'assurance automobile du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
 Fonds de développement international
 Fonds de financement
 Fonds de la formation à distance
 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
 Fonds de la réforme du cadastre québécois
 Fonds de reprographie gouvernementale
 Fonds des approvisionnements et services
 Fonds des cautionnements des agents de voyages
 Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
 Fonds des moyens de communication
 Fonds des registres du ministère de la Justice
 Fonds des services de santé
 Fonds des services de télécommunications
 Fonds des services informatiques
 Fonds d'information géographique et foncière
 Fonds du Bureau de la statistique du Québec
 Fonds du courrier et de la messagerie
 Fonds du service aérien gouvernemental
 Fonds en fidéicomis
 Fonds Les Publications du Québec
 Fonds spécial olympique

ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À
CAPITAL-ACTIONS

Leur énumération est présentée à l'annexe 6 des notes complémentaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI DOIVENT VERSER LEURS COTISATIONS
À TITRE D'EMPLOYEUR AU RÉGIME DE RETRAITE

ANNEXE 3

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Bibliothèque nationale du Québec
 Centre de recherche industrielle du Québec
 Centre québécois de valorisation de la biomasse
 Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes
 Commission des affaires sociales
 Commission des services juridiques
 Conseil des arts et des lettres du Québec
 Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
 Fondation de la faune du Québec
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Institut de police du Québec
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
 Radio-Québec
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie des installations olympiques
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société d'habitation du Québec
 Société du Centre des congrès de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Société québécoise d'assainissement des eaux
 Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
 Société québécoise de récupération et de recyclage
 Société québécoise d'information juridique

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
 Commission de la santé et de la sécurité du travail
 Commission des normes du travail
 Curateur public (Le)
 Régie des rentes du Québec
 Société de l'assurance automobile du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
 Fonds de développement international
 Fonds de financement
 Fonds de la formation à distance
 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
 Fonds de la réforme du cadastre québécois
 Fonds de reprographie gouvernementale
 Fonds des approvisionnements et services
 Fonds des moyens de communications
 Fonds des registres du ministère de la Justice
 Fonds des services de télécommunications
 Fonds des services informatiques
 Fonds d'information géographique et foncière
 Fonds du Bureau de la statistique du Québec
 Fonds du courrier et de la messagerie
 Fonds du service aérien gouvernemental
 Fonds Les Publications du Québec

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Loto-Québec
 Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)
 Société des alcools du Québec
 Société des établissements de plein air du Québec
 Société des traversiers du Québec
 Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
 Société générale des industries culturelles (SOGIC)
 Société immobilière du Québec
 Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)
 Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1995

ANNEXE 4

(en millions de dollars)

	1995	1994
		(note 12)
Impôts sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	11 903	11 766
Cotisations au Fonds des services de santé	3 299	2 932
Impôts des sociétés	2 124	1 954
Droits de successions	(1)	(2)
	17 325	16 650
Taxes à la consommation		
Vente au détail	5 432	5 579
Carburants	1 340	1 263
Tabac	181	288
Pari mutuel	15	15
	6 968	7 145
Droits et permis		
Véhicules automobiles	500	567
Boissons alcooliques	118	102
Ressources naturelles	157	98
Autres	161	152
	936	919
Revenus divers		
Ventes de biens et services	559	603
Intérêts	235	208
Amendes, confiscations et recouvrements	713	1 063
	1 507	1 874
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	326	346
Loto-Québec	688	536
Hydro-Québec	920	761
Autres	247	34
	2 181	1 677
Total des revenus autonomes	28 917	28 265
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 543	3 812
Contributions aux programmes de bien-être	2 092	2 005
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 880	1 743
Autres programmes	5	231
Total des transferts du gouvernement du Canada	7 520	7 791
Total des revenus	36 437	36 056

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES
PAR MISSION ET DOMAINE ET PAR MINISTÈRE ET ORGANISME
 Année financière terminée le 31 mars 1995
 (en millions de dollars)

ANNEXE 5

	1995	1994
		(note 12)
PAR MISSION ET DOMAINE		
MISSION ÉCONOMIQUE		
Gestion des ressources	1 046	1 075
Développement économique	775	706
Formation de la main-d'oeuvre	343	358
Transports	1 560	1 543
	<u>3 724</u>	<u>3 682</u>
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE		
Éducation	10 256	9 977
Culture et langue française	425	441
Immigration	95	99
Loisirs et sports	55	52
	<u>10 831</u>	<u>10 569</u>
MISSION SOCIALE		
Régimes de sécurité du revenu	4 411	4 307
Habitation	342	296
Santé et services sociaux	12 863	12 737
Services de garde à l'enfance	211	174
	<u>17 827</u>	<u>17 514</u>
MISSION GOUVERNEMENTALE		
Fonctions étatiques	940	861
Gestion administrative centrale	1 352	1 428
Protection de la personne et de la propriété	850	841
Protection de l'environnement et de la faune	749	739
	<u>3 891</u>	<u>3 869</u>
MISSION DE LA DETTE DU GOUVERNEMENT		
Dettes du Gouvernement	<u>5 874</u>	<u>5 316</u>
TOTAL DES DÉPENSES	<u>42 147</u>	<u>40 950</u>

(en millions de dollars)

	1995	1994 (note 12)
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME		
Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles	205	208
Affaires municipales	1 309	1 215
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	650	670
Assemblée nationale	73	67
Conseil du trésor	65	74
Conseil exécutif	264	146
Culture et Communications	404	416
Éducation	9 429	9 149
Emploi	293	320
Environnement et Faune	260	275
Finances (excluant le service de la dette)	91	96
Industrie, Commerce, Science et Technologie	448	487
Justice	481	486
Organismes relevant des ministres responsables de la Condition féminine et de la Famille	215	178
Organismes relevant de la ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique	1 178	1 132
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	21	25
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	83	36
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 896	2 779
Ressources naturelles	396	405
Revenu	334	337
Santé et Services sociaux	9 967	9 957
Sécurité du revenu	4 339	4 220
Sécurité publique	736	730
Transports	1 969	1 958
Sous-total	36 106	35 366
Provisions pour moins value:		
Provision pour créances douteuses	201	228
Provision pour perte sur placements en actions	(34)	40
	167	268
Total des dépenses de programmes	36 273	35 634
Service de la dette (ministère des Finances)	5 874	5 316
TOTAL DES DÉPENSES	42 147	40 950

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

ANNEXE 6

PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT
ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en millions de dollars)

	Au 31 mars 1994			Partici- pation dans les résultats 1994-1995 ⁽⁵⁾	Au 31 mars 1995		
	Valeur de consoli- dation modifiée	Provision pour perte	Placements effectués 1994-1995		Montant porté à la dette nette	Valeur de consoli- dation modifiée	Provision pour perte
Hydro-Québec	10 882			920 ⁽²⁾		11 802	
Loto-Québec	14			(4) ⁽¹⁾		10	
Sidbec		82		(3) ⁽²⁾			85
Société de développement de la Baie James		34		36 ⁽²⁾		2	
Société de récupération, d'exploitation et de développement fores- tiers du Québec (REXFOR)	164			83		247	
Société des alcools du Québec	33			(1)		33	
Société des établis- sements de plein air du Québec	15		1	(25) ⁽²⁻³⁾			9
Société des traversiers du Québec		1		(1)			2
Société générale de financement du Québec (SGF)	565			137 ⁽²⁾		702	
Société générale des industries culturelles (SOGIC)	19				19 ⁽⁴⁾		
Société immobilière du Québec	84			10		94	
Société nationale de l'amiante		13		16		3	
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	68			(2)		66	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	103			(18) ⁽¹⁾		85	
Société québécoise d'ini- tiatives pétrolières (SOQUIP)	224			28		252	
Autres (*)	2					2	
Total	12 173	130	1	1 177	19	13 298	96

(*) Entreprises (Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud et Société québécoise des transports) dont la valeur de consolidation modifiée est inférieure à 2 millions de dollars. Les chiffres de la Société québécoise des transports proviennent d'états non vérifiés au 31 décembre 1994.

- (1) Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes de Loto-Québec (692 millions de dollars), de la Société des alcools (326 millions de dollars) et de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (20 millions de dollars).
- (2) Ces résultats proviennent d'états financiers vérifiés au 31 décembre 1994, à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec au 31 mai 1994, auxquels on a ajusté les résultats intérimaires non vérifiés du 1^{er} janvier 1995 au 31 mars 1995 (1^{er} juin 1994 au 31 mars 1995 pour la Société des établissements de plein air), comme établis au Discours sur le budget du 9 mai 1995. (Voir note 2b).
- (3) La participation dans les résultats a été diminuée de 16 millions de dollars, afin de tenir compte d'un ajustement de la perte encourue lors de la vente du Parc du Mont-Ste-Anne.
- (4) Cette société a été remplacée par une société sans capital-actions, soit la Société de développement des entreprises culturelles, à compter du 1^{er} avril 1995.
- (5) La participation dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1995 se détaille comme suit:

(en millions de dollars)

Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement	2 181
Moins:	
Dividendes déclarés	1 038
	<u>1 143</u>
Plus:	
Diminution de la provision pour perte sur placements en actions	34
	<u>34</u>
Participation dans les résultats 1994-1995 qui affecte la valeur de consolidation modifiée	<u>1 177</u>

(en millions de dollars)

ENGAGEMENTS	1995	1994 (redressé)
Paielements de transfert		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	5 584	5 079
Établissements de santé et de services sociaux	2 592	2 338
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 246	1 218
Assainissement des eaux	3 626	3 436
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	346	319
Pour des dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	1 305	1 381
Établissements de santé et de services sociaux	1 538	1 464
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	358	410
Assainissement des eaux	989	936
Infrastructures	383	
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	247	133
Autres engagements (y compris des engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	565	562
	<u>18 779 *</u>	<u>17 276 *</u>
EMPRUNTS GARANTIS		
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Hydro-Québec	37 912	36 061
Sibbec	127	140
Société de développement industriel du Québec	406	404
Société immobilière du Québec	455	631
Société québécoise d'assainissement des eaux	278	185
Autres	136	131
	<u>39 314</u>	<u>37 552</u>
Particuliers et sociétés		
Prêts aux étudiants	2 447	2 110
Prêts aux pêcheurs	54	54
Prêts aux travailleurs	17	7
Autres	47	22
	<u>2 565</u>	<u>2 193</u>
	<u>41 879 ⁽¹⁾ *</u>	<u>39 745 ⁽¹⁾ *</u>

* Les engagements et les emprunts garantis en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(1) Principal des emprunts.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

À l'Assemblée nationale,

Ces états financiers ne rendent compte que des opérations financières du Fonds consolidé du revenu et du Fonds des services de santé, sans inclure les autres activités financières importantes du gouvernement. En conséquence, les lecteurs des présents états financiers du gouvernement du Québec ne doivent pas les utiliser pour comprendre et évaluer l'ensemble de sa gestion financière.

J'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1995:

- revenus, dépenses et dette nette;
- actif et passif;
- besoins financiers et financement; et
- emploi des crédits.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers incombe au ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans un paragraphe ci-dessous concernant les obligations du gouvernement envers le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) relativement aux employés non syndiqués, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction des ministères et des organismes du gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Conformément à la convention comptable énoncée à la note complémentaire 1, le gouvernement ne comptabilise qu'une partie de ses obligations envers ses régimes de retraite autres que le RREGOP - service régulier et fournit à la note complémentaire 7f) les estimations de ses obligations actuarielles envers les régimes de retraite. À mon avis, cette convention comptable n'est pas appropriée puisque les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif et devraient être comptabilisées comme tel. Au 31 mars 1995, le passif relatif aux régimes de retraite et la dette nette sont sous-évalués d'au moins 9 390 millions de dollars (31 mars 1994: d'au moins 10 377 millions de dollars). Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du gouvernement a pour conséquence que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1995 sont sous-évalués d'au moins 193 millions de dollars.

Les obligations du gouvernement envers le RREGOP relativement aux employés non syndiqués sont inscrites de manière à correspondre à l'excédent des obligations totales sur la caisse des participants. Les informations qui m'ont été fournies par le gouvernement sont insuffisantes pour démontrer la pertinence de l'approche retenue. Si le gouvernement avait plutôt établi ses obligations selon les modalités prévues pour le partage des prestations entre lui et les participants, les montants des obligations, des dépenses et du déficit des opérations budgétaires auraient été modifiés comme il est mentionné à la note 10d).

Comme le mentionne la note complémentaire 2b), le gouvernement a modifié la façon d'appliquer la convention comptable sur les placements en actions afin d'inscrire en fonction de son année financière - et non plus jusqu'au 31 décembre comme c'était le cas auparavant - les résultats des entreprises et organismes du gouvernement dont l'exercice se termine à cette date. Compte tenu de cette modification, les résultats de quelques entreprises et organismes présentés à l'état des revenus, dépenses et dette nette du gouvernement couvrent une période de 15 mois. À mon avis, la façon dont le gouvernement a appliqué cette convention comptable ne respecte pas la comptabilité d'exercice puisque certains résultats inscrits couvrent une période plus longue que l'année financière du gouvernement. Le fait de ne pas avoir appliqué de manière appropriée cette convention comptable a pour conséquence que le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1995 est sous-évalué de 507 millions de dollars.

À mon avis, à l'exception des effets de la comptabilisation non appropriée des obligations des régimes de retraite, de l'application non appropriée de la convention comptable sur les placements en actions et de l'effet des éventuels redressements que j'aurais pu juger nécessaires s'il s'avérait que l'approche retenue par le gouvernement pour déterminer les obligations envers le RREGOP relativement aux employés non syndiqués n'est pas pertinente, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note complémentaire 1. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., c. V-5.01), je déclare que, à mon avis, à l'exception du changement apporté à l'application de la convention comptable sur les placements en actions mentionné à la note complémentaire 2b), ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

De plus, à mon avis, l'état de l'emploi des crédits représente les crédits autorisés, utilisés et non utilisés, selon les notes explicatives fournies à cet état.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport constituent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 24 novembre 1995 (le 11 décembre 1995 pour les notes 3a), 7f), 10d) et 11a))

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1995**

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1995**

La section qui précède présente les états financiers annuels du gouvernement du Québec ainsi que le rapport du Vérificateur général sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que le Vérificateur général a examinés, la portée et la nature de sa vérification, les restrictions qu'il a formulées ainsi que son opinion.

Les observations présentées ici renferment des commentaires et des explications additionnelles quant aux restrictions formulées dans ce rapport ainsi qu'en ce qui a trait à la préparation d'états financiers consolidés et à la comptabilisation dans la dette nette du transfert de la propriété de la Route du Nord au gouvernement du Québec.

A. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

La convention comptable sur les régimes de retraite et son application font l'objet d'une restriction dans mon rapport sur les états financiers du gouvernement, puisqu'elle ne convient pas à une présentation fidèle du passif et de la dette nette au 31 mars 1995 ainsi que des dépenses et du déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée à cette date.

Selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La participation du gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite et les intérêts pour leur financement devraient être comptabilisés d'une façon telle que la totalité du passif et des dépenses annuelles du gouvernement soit présentée dans les états financiers.

L'écart entre les obligations du gouvernement selon les estimations actuarielles et le passif net inscrit aux états financiers relativement aux régimes de retraite, indiqués à la note complémentaire 7f), représente la sous-évaluation du passif net inscrit et se détaille comme suit:

Régime de retraite	Obligations actuariales	Passif net inscrit **	Écart	Obligations actua- rielles ***	Passif net inscrit **	Écart
(en millions \$)	31 déc. 1994	31 mars 1995		31 déc. 1993	31 mars 1994	
RREGOP						
- service régulier	9 424	13 253	(3 829)	9 705	12 354	(2 649)
Autres	22 812	9 593	13 219	22 009	8 983	13 026
	<u>32 236*</u>	<u>22 846</u>	<u>9 390</u>	<u>31 714</u>	<u>21 337</u>	<u>10 377</u>

* Des modifications apportées au RREGOP devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1996, comme l'indique la note complémentaire 11a). Si elles avaient été prises en compte au 31 décembre 1994, elles auraient eu pour effet d'augmenter d'environ 1 007 millions de dollars l'estimation des obligations actuariales du gouvernement à cette date.

** Ces montants sont présentés nets de la participation inscrite d'avance de 3 530 millions de dollars (31 mars 1994: 2 665 millions de dollars) et avant de soustraire le fonds d'amortissement des régimes de retraite de 849 millions de dollars (31 mars 1994: 854 millions de dollars).

*** Ces montants sont présentés avant le redressement de 1 308 millions de dollars effectué à la suite des évaluations actuariales au 31 décembre 1993 mentionné à la note 7f).

Au 31 mars 1995, le passif net inscrit ne comprend pas un montant net de 9 390 millions de dollars (31 mars 1994: 10 377 millions de dollars) qui devrait être inscrit à titre d'obligations du gouvernement envers l'ensemble des régimes. Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du gouvernement a pour conséquence qu'un montant de 193 millions de dollars n'a pas été porté aux dépenses ni au déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1995.

D'après la convention comptable en vigueur, le passif non inscrit de tous les régimes autres que le RREGOP - service régulier est amorti sur une période de 50 ans se terminant en 2028-2029. Cette méthode d'inscription de ce passif n'est ni réaliste ni appropriée puisqu'elle ne permet pas, actuellement, une diminution progressive du passif non inscrit pour ces régimes.

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

Le Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public (CCVSP) de l'Institut canadien des comptables agréés a émis, en novembre 1988, des recommandations au sujet de la comptabilisation des obligations découlant des régimes de retraite des salariés dans les états financiers du gouvernement. Ces recommandations portent notamment sur le traitement comptable à accorder au montant initial non comptabilisé de la dette au titre des régimes de retraite. Le Conseil recommande d'inclure immédiatement, dans l'état de la situation financière, cette dette non comptabilisée.

Le Vérificateur général recommande au gouvernement de redresser ses pratiques comptables dans le sens proposé par le Conseil, en comptabilisant à ses états financiers la partie non inscrite du passif des régimes de retraite.

B. EXCÉDENT DU RREGOP RELATIVEMENT AUX EMPLOYÉS NON SYNDICABLES

Au 31 mars 1995, la caisse des participants du RREGOP relativement aux employés non syndiqués excède de 802 millions de dollars les sommes requises pour payer la partie des prestations qui doivent être déboursées à même cette caisse. Compte tenu des modifications apportées au régime qui devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1996, l'excédent serait de 719 millions de dollars.

Le gouvernement a considéré jusqu'à présent qu'il peut bénéficier de cet excédent. Il réduit d'autant la partie des prestations à sa charge. Toutefois, à l'occasion de la dernière évaluation actuarielle produite en décembre 1995, la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances n'a pu se prononcer sur la pertinence de cette approche, puisqu'elle ne s'harmonise pas avec les modalités de partage des prestations entre les participants et le gouvernement.

Le Vérificateur général ainsi que ses actuaire-conseils n'ont pu davantage se prononcer sur la pertinence de l'approche retenue par le gouvernement.

À l'instar de la Commission, nous invitons le gouvernement à faire préciser à qui appartient cet excédent.

C. COMPTABILISATION DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ET ORGANISMES DANS LESQUELS LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT EN ACTIONS

Le gouvernement a modifié la façon d'appliquer la méthode de comptabilisation des résultats des entreprises et organismes dans lesquels il détient un placement en actions, afin d'uniformiser et de synchroniser l'inscription de leurs activités en fonction de l'année financière du gouvernement. Pour ce faire, à compter de 1994-1995, les résultats sont ajustés pour tenir compte de la période entre la fin de l'exercice financier des entités concernées et le 31 mars de chaque année.

Le tableau qui suit met en relief la période d'activité de ces entreprises et organismes incluse dans les résultats du gouvernement en 1994-1995 par rapport à l'année financière 1994-1995 du gouvernement. Ce tableau présente les résultats des entreprises et organismes pour la période de trois mois d'activité qui précède le début de l'année financière 1994-1995 du gouvernement, ainsi que ceux qui correspondent à la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1995. Ces résultats ont été ajustés pour tenir compte du fait que le gouvernement et ces entités comptabilisent différemment les sommes que les organismes et entreprises doivent verser au gouvernement en vertu de la *Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux* (L.R.Q., c. F-5.1).

Année financière du gouvernement

Du 1^{er} avril 1994 au 31 mars 1995

Période d'activité des entreprises et organismes incluse dans les résultats du gouvernement

De janvier à mars 1994	D'avril 1994 à décembre 1994	De janvier à mars 1995
507 millions de dollars		308 millions de dollars

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

Comme le démontre le tableau à la page précédente, la période d'activité des entreprises et organismes dans lesquels le gouvernement détient un placement en actions, prise en compte dans les résultats du gouvernement en 1994-1995, est plus longue que son année financière. En effet, le gouvernement a inclus, dans ses résultats de l'année financière 1994-1995, 15 mois d'activité pour certaines entités dans lesquelles il détient un placement en actions, soit du 1^{er} janvier 1994 au 31 mars 1995.

La modification effectuée à l'application de la méthode de comptabilisation des résultats des entreprises et organismes dans lesquels le gouvernement détient un placement en actions atteint les objectifs poursuivis, notamment assurer une meilleure synchronisation entre l'inscription des résultats de ces entités dans les états financiers du gouvernement et la durée de son année financière. Cependant, la façon d'appliquer cette modification en 1994-1995 n'est pas acceptable puisque les résultats du gouvernement de cette année financière comprennent certains résultats des entreprises et organismes de l'année financière précédente. Les résultats de ces entités pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1994 n'auraient donc pas dû être comptabilisés dans les résultats du gouvernement pour l'année financière terminée le 31 mars 1995. Cette façon de procéder a pour conséquence de sous-évaluer le déficit des opérations budgétaires de 507 millions de dollars pour l'année financière terminée le 31 mars 1995.

D. PRISE EN CHARGE DE LA ROUTE DU NORD

En 1989, une entente est intervenue entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada, Hydro-Québec et une entreprise privée pour la construction d'un axe routier, appelé Route du Nord, devant relier Chibougamau à Némiscau. En septembre 1992, le gouvernement a confié à la Société de développement de la Baie James, entreprise dont il détient en totalité le capital-actions, l'administration des fonds versés par les partenaires pour la construction de la route. À cette date, le gouvernement a autorisé la Société de développement de la Baie James à contracter les emprunts temporaires nécessaires au financement de la construction de la route. En décembre 1993, le gouvernement a transféré gratuitement la Route du Nord à cette société.

La Société a inscrit à son actif un montant à recevoir du gouvernement du Québec correspondant aux emprunts contractés, incluant les intérêts y afférents. Au moment de l'inscription annuelle des résultats de cette société dans ses états financiers, le gouvernement comptabilisait dans ses dépenses, sous forme d'une provision pour perte, un montant équivalant à sa participation annuelle dans la construction de la Route du Nord. Au 31 mars 1994, la provision pour perte était de 34 millions de dollars, résultat de la comptabilisation à cette provision de la participation totale de 36 millions de dollars du gouvernement du Québec aux coûts de construction de la route, déduction faite de l'avoir de l'actionnaire de la Société, soit 2 millions de dollars.

Le 29 mars 1995, en vertu d'une décision du gouvernement, la Société lui cédait gratuitement la Route du Nord. Des crédits supplémentaires ont été autorisés pour le remboursement par le gouvernement de sa quote-part de 36 millions de dollars des coûts assumés jusqu'au 31 mars par la Société pour la construction de la route. Cette somme a été portée à la dette nette du gouvernement au 1^{er} avril 1994, en contrepartie d'un compte à payer du même montant. De plus, le gouvernement a annulé la provision pour perte relativement à ce placement, inscrite au passif pour 34 millions de dollars, en contrepartie d'une réduction de la dépense de l'année financière 1994-1995.

L'annulation de cette provision de 34 millions de dollars aurait dû être inscrite à la dette nette de la même façon que l'inscription du compte à payer de 36 millions de dollars. Également, la dette nette aurait dû être diminuée du solde de 2 millions de dollars en contrepartie de l'inscription d'un placement du même montant dans la Société de développement de la Baie James.

Cette façon non appropriée de comptabiliser ces transactions par le gouvernement a eu pour effet de réduire le déficit de l'année financière 1994-1995 de 36 millions de dollars.

E. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT

Selon le CCVSP, «les états financiers doivent présenter un compte rendu global de la nature et de l'étendue des activités et des ressources financières dont le gouvernement est responsable, y compris celles qui ont trait aux activités des organismes et entreprises du gouvernement».

Les états financiers publiés actuellement par le gouvernement portent sur le Fonds consolidé du revenu et le Fonds des services de santé. Ils n'incluent pas l'ensemble de ses activités et de ses ressources. Les données financières des fonds spéciaux et de certains organismes, telles la Corporation d'hébergement du Québec et la Société d'habitation du Québec, ne sont pas incluses dans ces états financiers.

Le gouvernement se conforme à la loi en préparant et en publiant des états financiers portant sur les activités et la situation financière du Fonds consolidé du revenu.

Nous incitons toutefois fortement le gouvernement à préparer le plus tôt possible des états financiers qui fourniraient une vue d'ensemble des activités et des ressources financières dont il est responsable. Il serait alors possible de mieux comparer la situation financière du gouvernement avec celle des autres gouvernements provinciaux, notamment celle des huit gouvernements qui publient déjà des états financiers consolidés.

SECTION 1

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Cette section regroupe certains détails sur les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement, ainsi que le détail du compte "Régimes de retraite".

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	1-3
Activités de fonctionnement	
Déficit des opérations budgétaires à financer	1-4
Régimes de retraite	1-4
Comptes à fin déterminée	1-5
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	1-5
Activités d'investissement	1-6
Détail du compte Régimes de retraite	1-8

DÉTAIL DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Activités de fonctionnement

Déficit des opérations budgétaires à financer	- 3 278 687
Régime de retraite	
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions de certains organismes	- 1 096 048
Comptes à fin déterminée	
Excédent des rentrées et autres crédits sur les paiements et autre débits	1 791
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	- 519 926
	<u>- 4 892 870</u>

Activités d'investissement – Placements

Entreprises et organismes du Gouvernement	41 644
Municipalités et organismes municipaux	3 047
Particuliers, sociétés et autres	- 27 623
	<u>17 068</u>

Besoins financiers nets	<u>- 4 875 802</u>
--------------------------------	---------------------------

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1995

DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES À FINANCER

(en milliers de dollars)

Déficit des opérations budgétaires		5 710 071
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Participation dans les résultats des entreprises		
inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés:		
Hydro-Québec	920 000	
Loto-Québec	(4 181)	
Société de développement de la Baie James	2 342	
Société de récupération, d'exploitation et		
de développement forestiers du Québec	83 191	
Société des alcools du Québec	(105)	
Société des établissements de plein air du Québec	(16 024)	
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	(55)	
Société générale de financement du Québec	137 542	
Société générale des industries culturelles	(570)	
Société immobilière du Québec	9 523	
Société nationale de l'amiante	2 790	
Société québécoise d'exploration minière	(1 674)	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	(17 815)	
Société québécoise d'initiatives pétrolières	28 596	
Société québécoise des transports	177	1 143 737
Provisions pour moins value:		
Augmentation ou (diminution) de la provision pour perte		
sur placements en actions inscrite aux dépenses:		
Sidbec	(3 012)	
Société de développement de la Baie James	33 560	
Société des établissements de plein air du Québec	(8 963)	
Société des Traversiers du Québec	(1 318)	
Société nationale de l'amiante	13 332	
	33 599	
Provision pour créances douteuses	(201 305)	(167 706)
Contribution pour financer l'assainissement des eaux		(42 459)
Participation du Gouvernement à titre d'employeur		
aux régimes de retraite (1)		(1 060 875)
Financement des régimes de retraite		(1 544 767)
Amortissement des frais reportés		(343 013)
Amortissement de la perte de change non réalisé		(416 301)
Déficit des opérations budgétaires à financer		3 278 687

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

RÉGIMES DE RETRAITE (1)

(en milliers de dollars)

Pensions et autres paiements	1 290 309
Cotisations des participants et	
des employeurs autonomes	(194 261)
Excédent des pensions et autres paiements	
sur les cotisations des participants et	
des employeurs autonomes	1 096 048

(1) Pour plus de détail voir page 1-8, Détail du compte "Régimes de retraite".

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

(en milliers de dollars)

	Paie- ments et autres débits	Rentrées et autres crédits		Excédent
		Transferts du gouvernement du Canada – Autres programmes	Ventes de biens et services	
Gestion de la taxe sur les produits et services	96 735		96 735	
Compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	1 405		1 405	
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	1 419		1 419	
Transferts du gouvernement du Canada:				
Enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	9 120	10 911		1 791
Entente auxiliaire sur le développement économique des régions du Québec	7 547	7 547		
Environnement durable en agriculture	3 403	3 403		
Développement forestier	12 642	12 642		
Développement minéral	8 323	8 323		
Programme d'alphabétisation	3 400	3 400		
Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière	18 880	18 880		
Restaurations des lieux contaminés orphelins	2 356	2 356		
Travaux d'infrastructure	92 188	92 188		
Autres	2 922	2 922		
		162 572	99 559	1 791
	260 340	262 131		

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

VARIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF

(en milliers de dollars)

	31 mars 1995	31 mars 1994	Montant porté à la dépense	Montant porté à la dette nette au 1 ^{er} avril 1994	Variation (*)
Éléments de l'actif:					
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	44 150	172 671			128 521
Débiteurs:					
Agents et mandataires	1 261 960	1 163 432			(98 528)
Autres débiteurs	2 288 542	2 213 670	182 948		(257 820)
Intérêts courus sur placements	6 128	2 878			(3 250)
Frais reportés	171 575	81 169	343 013		(433 419)
	3 772 355	3 633 820	525 961		(664 496)
Éléments du passif:					
Chèques en circulation	345 811	442 709			(96 898)
Avances des fonds en fidéicomis	261 272	241 260			20 012
Compte d'accords de perception fiscale	358 988	380 981			(21 993)
Créditeurs et frais courus	2 320 282	2 194 182		35 509	90 591
Intérêts courus sur emprunts	1 868 283	1 715 425			152 858
Provision pour financer l'assainissement des eaux	130 848	88 389	42 459		
	5 285 484	5 062 946	42 459	35 509	144 570
Excédent des éléments du passif sur les éléments de l'actif relié au fonctionnement	1 513 129 (1)	1 429 126 (1)	568 420	35 509	(519 926)

(*) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) Excluant la perte de change non réalisée de 3 901 381 (2 453 207 en 1994) inscrite à l'actif.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1995

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement	3 907	88	45 639		(41 644)
Municipalités et organismes municipaux			3 047		(3 047)
Particuliers, sociétés et autres	52 899	7 794	28 475	4 595	27 623
	56 806	7 882	77 161	4 595	(17 068)
	<u>64 688</u>		<u>81 756</u>		<u>(17 068)</u>

DÉTAIL	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement					
Actions et mises de fonds:					
Société des établissements de plein air du Québec	600				600
	<u>600</u>				<u>600 (*)</u>
Prêts et avances:					
Sidbec	3 307		10 731		(7 424)
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		88	34 908		(34 820)
	<u>3 307</u>	<u>88</u>	<u>45 639</u>		<u>(42 244)</u>
	<u>3 907</u>	<u>88</u>	<u>45 639</u>		<u>(41 644)</u>

(*) Excluant un montant de 19 203 pour la radiation du placement en actions dans la Société générales des industries culturelles débitée à la dette nette au 31 mars 1995.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

PLACEMENTS (suite)

(en milliers de dollars)

DÉTAIL (suite)

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Municipalités et organismes municipaux					
Obligations et billets			2 872		(2 872)
Prêts et avances			175		(175)
			3 047		(3 047)
Particuliers, sociétés et autres					
Prêts et avances					
Particuliers					
Étudiants	44 421	7 083 (1)	13 433	188	37 883
Pêcheurs	588		1 691		(1 103)
Producteurs agricoles	31		18		13
	45 040	7 083	15 142	188	36 793
Sociétés et autres					
Avances permanentes aux employés du Gouvernement (frais de déplacement) et fonds locaux	4 095		5 555	51	(1 511)
Coopératives			6		(6)
Corporations agricoles			12		(12)
Corporations industrielles	1 446		4 519	4 356 (2)	(7 429)
Corporations minières			6		(6)
Fédération québécoise de la Faune			100		(100)
Fonds d'aide aux entreprises		711			711
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	300				300
Fonds de reprographie gouvernementale	767				767
Fonds des approvisionnements et services			605		(605)
Fonds du Bureau de la statistique du Québec	15				15
Fonds du courrier et de la messagerie			120		(120)
Groupe Gérard Saucier Ltée			150		(150)
Pêcheurs	1 236		736		500
Université de Sherbrooke			1 524		(1 524)
	7 859	711	13 333	4 407	(9 170)
	52 899	7 794	28 475	4 595	27 623

(1) Montant formé d'intérêts capitalisés.

(2) Y compris un montant de 4 216 inscrit à la dépense.

DÉTAIL DU COMPTE RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

Régimes	Cotisations des partici- pants et des employeurs autonomes +	Participation du Gouverne- ment à titre d'employeur -	Pensions et autres + paiements (-)	Redressements +	Intérêts =	Excédent
R.R.E.G.O.P.	6 257	240 683	234 784	(20 743)(3)	922 065	913 478
R.R.E.	85 651	435 730	578 510		386 465	329 336
R.R.C.E.	23 282 (3)	55 265	74 613	20 743 (3)	30 115	54 792
R.R.F.	52 873 (1)	231 236	319 612		87 588	52 085
R.R.S.Q.	16 565	68 694	59 393		92 109	117 975
R.R.M.A.N.	813	8 925	7 251		322	2 809
R.R.J.C.Q.	382	10 754	10 311		7 775	8 600
R.R.A.P.S.C.	7 905	9 151	5 835		18 206	29 427
R.R.E.F.Q.	533 (4)	437			122	1 092
	194 261	1 060 875 (2)	1 290 309		1 544 767	1 509 594

(1) Y compris des cotisations des employeurs autonomes de 5 648 pour le service courant et 17 000 pour le service passé.

(2)

	Coût annuel des prestations constituées (*)	Amortissement des (gains) ou des pertes actuariels	Amortissement du passif actuariel non inscrit et coût des modifications	Total
R.R.E.G.O.P.				
Réseau des Affaires sociales	239 020	(167 254)	449	72 215
Réseau de l'Éducation	196 427	(133 105)	67 739	131 061
Réseau de la Fonction publique	67 358	(52 051)	22 100	37 407
	502 805	(352 410)(**)	90 288 (**)	240 683
Autres régimes				
R.R.E.	81 387		354 343	435 730
R.R.C.E.	12 917		42 348	55 265
R.R.F.	27 755		203 481	231 236
R.R.S.Q.	33 081		35 613	68 694
R.R.M.A.N.	2 354		6 571	8 925
R.R.J.C.Q.	5 492		5 262	10 754
R.R.A.P.S.C.	5 495	(2 153)	5 809	9 151
R.R.E.F.Q.	437			437
	168 918	(2 153)	653 427	820 192
	671 723	(354 563)(**)	743 715 (**)	1 060 875

(*) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(**) Tenant compte de 160 000 pour l'amortissement de l'insuffisance relative aux intérêts calculé, à compter de 1987-1988, selon la méthode de nivellement des cotisations.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu un montant de 22 447 représentant la somme des cotisations des participants, antérieures au 1er avril 1994 à ce régime; en conséquence, la portion des contributions du Gouvernement à titre d'employeur qui avait été cumulée au passif du compte R.R.E.G.O.P. a été transférée au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 20 743.

(4) Participation de l'employeur inscrite aux comptes à fin déterminée.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.

R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.

R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.

R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.

R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.

R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.

R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

R.R.E.F.Q. = Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

SECTION 2

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Variation de liquidités relatives à l'encaisse	2-4
Nouveaux emprunts	2-4
Nouveaux emprunts pour le Fonds de financement	2-12
Remboursements d'emprunts	2-14
Remboursements d'emprunts pour le Fonds de financement	2-18

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

PAGE	Besoins financiers nets	
1-3	Activités de fonctionnement	- 4 892 870
1-3	Activités d'investissement	17 068
		<u>- 4 875 802</u>
	Financement (1)	
2-4	Variation de liquidités relatives à l'encaisse	- 572 794
2-4	Nouveaux emprunts	8 655 446
	Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	- 212 658
		<u>8 442 788</u>
2-14	Remboursements d'emprunts (2)	- 2 998 396
	Variation des emprunts	5 444 392
	Perte (revenu) sur le Fonds d'amortissement des régimes de retraite	+ 4 204
		<u>5 448 596</u>
		<u>4 875 802 (3)</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Le financement exclut l'ensemble des transactions réalisées pour le Fonds de financement:

Variation de liquidités relatives à l'encaisse	
Emprunts temporaires	<u>226 999</u>
Variation de la dette à long terme	
Nouveaux emprunts	601 401 (voir détail à la page 2-12)
Remboursements d'emprunts (i)	- 94 260 (voir détail à la page 2-18)
Contributions aux fonds d'amortissement	- 1 695 (voir détail à la page 2-18)
	<u>505 446</u>

(i) Excluant un montant en monnaie du Canada de 8 923 représentant la variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères.

(2) Incluant, en monnaie du Canada, 127 580 de contributions au fonds d'amortissement après déduction de contributions du Fonds de financement de 1 695. Le détail apparaît à la page 2-17 et 2-18.

(3) Excluant un montant en monnaie du Canada de 1 864 479 représentant la variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères.

FINANCEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

VARIATION DE LIQUIDITÉS RELATIVES À L'ENCAISSE

DÉTAIL	31 mars 1995	31 mars 1994	Variation
Espèces en banque	121 492	79 632	- 41 860
Placements temporaires	2 205 028	1 674 094	- 530 934
	<u>2 326 520</u>	<u>1 753 726</u>	<u>- 572 794</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS**SOMMAIRE**

Bons du trésor		450 000
Billets de trésorerie		181 464
Obligations – négociables	2 717 855	
– remboursables à demande	365 197	3 083 052
Billets		4 940 930
		<u>8 655 446</u>

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BONS DU TRÉSOR					
diverses	diverses	divers	divers		450 000 (1)
BILLETTS DE TRÉSORERIE					
EN MONNAIE DU CANADA					
1995-02-15	1995-08-17	8,2608	96,023		75 000
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS					
				\$US	
diverses	diverses	divers	divers	66 250 (2)	106 464 (2)
					<u>181 464</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
OBLIGATIONS					
Négociables					
EN MONNAIE DU CANADA					
1994-07-20	2003-05-01	9,0000	93,963		93 963 (3)
1994-12-01	2004-10-01	9,7500	99,276		300 000
1994-12-14	2000-04-26	10,0000	102,672		190 260
1995-03-23	2005-04-01	9,5000	100,452		105 500
					<u>689 723</u>
Obligations escomptées					
1994-1995	1998-2005	divers	divers		125 116 (4)
Emprunts escomptés					
diverses	1995-2023	6,00 - 11,00			7 324 (5)
					<u>822 163</u>
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				\$US	
1995-01-19	2005-01-19	8,625	99,302	500 000	708 188 (6)
Emprunts escomptés					
diverses	1995	8,05 - 8,25		4 268	5 905 (5)
				<u>504 268</u>	<u>714 093</u>
EN MONNAIE DE LA FRANCE				FF	
1994-04-22	2004-04-22	6,8750	100,280	5 000 000	1 181 599 (7)
					<u>2 717 855</u>
REMBOURSABLES À DEMANDE					
EN MONNAIE DU CANADA					
Obligations d'épargne du Québec					
1993-06-01	2003-06-01	5,50 (a)	100,000		2 460
1994-06-01	2004-06-01	5,50 (b)	100,000		362 737
					<u>365 197</u>
					<u>3 083 052</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BILLETS					
EN MONNAIE DU CANADA					
1994-08-12	2004-08-12	10,0800	98,863		100 000
Billets à moyen terme					
Au Canada					
1994-12-22	1999-12-22	9,5000	99,289		15 000
1995-01-20	2005-06-30	12,2500	112,115		11 212 (8)
1995-01-31	2035-04-01	irrégulier	28,560		42 840 (9)
1995-02-07	2005-06-30	12,2500	113,647		22 729 (10)
1995-02-07	2000-02-07	9,9000	100,622		6 250
1995-02-15	2005-02-15	irrégulier	66,300		9 945 (11)
1995-02-15	2005-06-30	12,2500	115,791		23 158 (12)
1995-02-17	2000-02-17	irrégulier	100,146		10 000 (13)
1995-02-24	2000-04-26	13,0000	114,440		5 722 (14)
1995-02-24	2009-04-01	14,0000	130,875		26 175 (15)
1995-03-02	2000-02-24	8,7500	99,597		100 000
1995-03-03	2005-06-30	12,2500	117,027		23 405 (16)
1995-03-07	2005-06-30	12,2500	119,434		17 915 (17)
1995-03-14	2005-06-30	12,2500	117,024		11 702 (18)
1995-03-31	2005-06-30	12,2500	118,922		23 784 (19)
					349 837
					449 837
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS					
				\$US	
Billets à moyen terme					
Au Canada					
1994-07-20	2007-10-15	8,3500	99,892	4 000	5 525
1994-11-15	2007-10-15	8,3500	96,652	4 349	5 897 (20)
				8 349	11 422
Aux États-Unis					
1994-06-15	1999-06-15	variable (c)	100,000	5 000	6 873
1994-06-21	1999-06-21	variable (d)	100,000	82 550	114 290 (21)
1995-03-14	1997-09-14	variable (e)	100,000	3 500	4 954
				91 050	126 117
En Europe					
1995-01-18	1996-07-18	7,8125	99,975	100 000	141 750
1995-03-20	1998-09-21	variable (f)	100,000	10 000	14 160
1995-03-23	2000-03-23	variable (g)	100,000	100 000	140 890
1995-03-31	2000-03-31	variable (h)	100,000	18 000	25 200
				228 000	322 000

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BILLETS (suite)					
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)				\$US	
Billets à moyen terme (suite)					
Emprunt escompté diverses	1995-2001	4,761 - 7,15		3 102	4 491 (5)
				<u>330 501</u>	<u>464 030</u>
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE				DM	
1995-02-09	2000-02-09	variable (i)	99,700	1 000 000	928 012 (22)
Billets à moyen terme					
En Europe					
1994-04-08	2003-04-08	8,25 \ variable(j)	97,100	13 000	10 506 (23)
1994-04-28	1998-04-28	6,0000	99,960	5 000	4 092
1995-01-25	1996-01-26	5,9200	100,000	225 000	211 838
				<u>243 000</u>	<u>226 436</u>
				<u>1 243 000</u>	<u>1 154 448</u>
EN MONNAIE DU JAPON				¥	
1994-08-08	2000-08-08	4,4000	100,000	9 000 000	126 620
1994-08-18	2004-08-18	variable (k)	100,000	5 000 000	70 691
1994-08-18	2004-08-18	4,7500	100,000	3 000 000	42 415
1995-03-01	2005-03-02	4,9000	100,000	6 500 000	92 354 (24)
				<u>23 500 000</u>	<u>332 080</u>
Billets à moyen terme					
En Europe					
1994-06-14	1996-06-14	3,2000	100,000	20 000 000	264 240
1994-06-28	1999-06-28	4,1000	99,750	2 000 000	27 606
1994-07-07	2014-07-07	5,5000	99,900	20 000 000	277 884
1994-07-07	2014-07-07	5,5000	99,900	10 000 000	138 942
1994-07-28	1999-07-28	4,0000	99,000	1 500 000	21 037 (25)
1994-07-28	2009-07-28	5,0000	99,119	3 000 000	41 973
1994-08-08	1999-04-08	4,2000	99,860	4 500 000	63 427
1994-08-09	2001-08-09	4,5200	100,035	2 000 000	28 045 (26)
1994-08-10	1999-08-10	variable (l)	100,000	2 000 000	28 215
1994-08-25	1999-08-25	4,4100	100,000	3 000 000	42 119
1994-08-30	1999-08-30	4,0000	97,850	3 700 000	51 780

FINANCEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BILLETS (suite)					
EN MONNAIE DU JAPON (suite)				¥	
Billets à moyen terme (suite)					
En Europe (suite)					
1994-08-31	1996-08-31	3,1500	100,000	3 000 000	41 877
1994-10-25	1999-10-25	4,4500	100,000	2 000 000	27 274
1994-10-28	2000-01-31	4,5000	100,000	2 000 000	27 958
1994-11-01	2009-11-01	4,9100	96,5000	2 895 000	40 390 (27)
1994-11-08	2004-11-08	5,0000	100,000	1 000 000	13 960
1994-11-10	2004-11-10	5,0000	99,650	1 000 000	14 011
1994-11-14	1999-11-15	4,5100	100,270	1 000 000	13 901
1994-11-17	2004-11-17	5,0000	100,000	1 000 000	13 928
1994-12-29	2004-12-21	6,0000	98,000	2 400 000	32 372 (28)
1995-01-12	2015-01-12	5,6000	100,000	10 000 000	139 232
1995-01-23	1998-01-23	3,75 \ 4,10 (m)	100,000	1 000 000	14 084
1995-01-31	2000-01-31	4,4000	100,000	6 000 000	86 333 (29)
1995-01-31	2005-01-31	5,0500	100,000	10 000 000	142 693 (30)
1995-02-02	2015-02-02	5,6000	100,000	3 000 000	42 633
1995-02-02	2015-02-02	5,6000	100,000	3 000 000	42 711
1995-02-07	2005-02-07	variable (n)	100,000	1 000 000	14 283
1995-02-08	2002-02-08	4,8000	100,000	1 000 000	14 329
1995-02-13	1998-02-13	3,5500	100,000	2 000 000	28 779
1995-02-20	2002-03-29	39,00 \ 4,00 (o)	100,000	1 000 000	14 430
1995-02-21	2005-02-21	5,0000	100,000	1 100 000	15 744
1995-02-23	2000-02-23	4,3500	100,000	1 000 000	14 185
1995-03-01	2005-03-28	19,50 \ 2,50 (p)	100,000	1 000 000	14 462
1995-03-02	1999-03-02	4,0000	100,000	2 000 000	28 314 (31)
1995-03-30	1998-03-30	3,5500	99,990	50 000 000	717 384 (32)
				181 129 968	2 540 535
				204 629 968	2 872 615
					4 940 930
EMPRUNTS EFFECTUÉS					8 655 446

(*) En milliers d'unités monétaires.

(**) Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(a) Taux d'intérêt de 5 % jusqu'au 31 mai 1994, 5,5 % du 1^{er} juin au 31 juillet 1994, 6,5 % du 1^{er} août au 31 octobre 1994, 6,25 % du 1^{er} novembre 1994 au 31 janvier 1995 et 7,5 % à compter du 1^{er} février 1995. Par la suite, le taux sera déterminé par le Gouvernement avec un minimum garanti de 6,25 % jusqu'au 31 mars 1996.

(b) Taux d'intérêt de 5,5 % du 1^{er} juin au 31 juillet 1994, 6,5 % du 1^{er} août au 31 octobre 1994, 6,25 % du 1^{er} novembre 1994, au 31 janvier 1995 et 7,5 % à compter du 1^{er} février 1995. Par la suite, le taux sera déterminé par le Gouvernement avec un minimum garanti de 6,25 % jusqu'au 31 mars 1996.

(c) Taux d'intérêt LIBOR É.U. 3 mois plus 0,30 %.

(d) Taux d'intérêt FED É.U. 3 mois plus 0,55 %.

(e) Taux d'intérêt LIBOR É.U. 3 mois plus 0,14 %.

(f) Taux d'intérêt LIBOR É.U. 6 mois plus 0,22 %.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

- (g) Taux d'intérêt LIBOR É.U. 6 mois plus 0,20 %.
- (h) Taux d'intérêt LIBOR É.U. 3 mois plus 0,25 %.
- (i) Taux d'intérêt LIBOR DM 3 mois plus 0,25 %.
- (j) Taux d'intérêt fixe de 8,25 % jusqu'au 8 avril 1995 et 12,02 % moins LIBOR DM 6 mois par la suite jusqu'à l'échéance.
- (k) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 0,15 %.
- (l) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois.
- (m) Taux d'intérêt fixe de 3,75 % jusqu'au 23 janvier 1997 et 4,10 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (n) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 0,25 %.
- (o) Taux d'intérêt fixe de 39 % jusqu'au 29 mars 1995 et 4 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (p) Taux d'intérêt fixe de 19,5 % jusqu'au 28 mars 1996 et 2,5 % par la suite jusqu'à l'échéance.

(1) Bons du trésor

Émis	12 350 000
Remboursés	11 900 000
Net	450 000

(2) Billets de trésorerie

	En monnaie des États-Unis	
Émis	2 455 109 (i)	3 381 249
Remboursés	2 388 859 (ii)	3 274 785
Net	66 250	106 464

- (i) Incluant au 31 mars 1995 un solde en monnaie des États-Unis de 396 (équivalent canadien à la date de réalisation de l'emprunt de 551) et en monnaie des États-Unis de 420 ayant fait l'objet de contrats de change à terme en monnaie du Canada pour 588.
- (ii) Incluant en monnaie des États-Unis 750 (équivalent canadien au 31 mars 1994 de 1 032).
- (3) Émission d'obligations à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 10,046 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 100 000 à l'échéance pour un capital reçu de 93 963.

FINANCEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(4) Émission d'obligations à fort taux d'escompte de type "zéro coupon".

Date d'émission	Date d'échéance	Taux effectif	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Capital versé
1994-06-16	1999-06-30	9,250	63,405	10 000 000	6 340 500
1994-06-16	1999-06-30	9,260	63,375	10 000 000	6 337 500
1994-06-29	1999-06-30	10,010	61,346	3 000 000	1 840 380
1994-07-05	1999-06-30	10,050	61,327	10 000 000	6 132 700
1994-08-03	2004-09-30	10,410	35,669	10 000 000	3 566 900
1994-08-05	1999-06-30	9,610	63,117	5 000 000	3 155 850
1994-08-15	1999-06-30	9,080	64,863	4 000 000	2 594 520
1994-09-30	1999-09-30	9,070	64,177	30 000 000	19 253 100
1994-10-20	2004-09-30	9,960	38,035	10 000 000	3 803 500
1994-11-24	1999-12-15	9,300	63,146	10 000 000	6 314 600
1994-11-24	2004-12-15	10,230	36,662	10 000 000	3 666 200
1994-11-29	1999-06-30	9,230	66,107	5 000 000	3 305 350
1995-02-13	2000-03-31	9,560	61,957	5 000 000	3 097 850
1995-02-13	2005-03-31	9,966	37,349	3 000 000	1 120 470
1995-02-16	2002-03-29	9,741	50,836	5 000 000	2 541 800
1995-02-28	2000-06-30	9,375	61,326	10 000 000	6 132 600
1995-02-28	2005-03-31	9,859	37,887	5 000 000	1 894 350
1995-03-21	2005-03-31	9,489	39,470	5 000 000	1 973 500
1995-03-21	2000-06-30	8,853	63,299	5 000 000	3 164 950
1995-03-27	1998-09-30	8,673	74,223	45 000 000	33 400 350
1995-03-27	2000-06-30	8,984	62,973	8 700 000	5 478 651
				208 700 000	125 115 621

- (5) Montants d'intérêts capitalisés sur des emprunts émis à fort taux de prime ou d'escompte au cours des années antérieures.
- (6) Emprunt en monnaie des États-Unis de 500 000 ayant fait l'objet de deux contrats d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 708 188 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (7) Emprunt en monnaie de la France de 5 000 000 ayant fait l'objet de cinq contrats d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 854 701 (équivalent canadien de 1 180 579). Un autre contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 138 850 couvre une partie des paiements de capital et d'intérêts (100 000 en monnaie des États-Unis). L'effet net en monnaie du Canada est de 1 181 599 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels et trimestriels à taux variable.
- (8) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 10,325 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 10 000 à l'échéance pour un capital reçu de 11 212.
- (9) Emprunt de type "zéro coupon" en partie ayant une structure irrégulière de paiement. Il est à fort taux d'escompte et le taux effectif pour l'acheteur est de 10,452 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 150 000 à l'échéance pour un capital reçu de 42 840.
- (10) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 10,096 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 20 000 à l'échéance pour un capital reçu de 22 729.
- (11) Emprunt de type "zéro coupon" en partie ayant une structure irrégulière de paiement. Il est à fort taux d'escompte et le taux effectif pour l'acheteur est de 10,08 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 15 000 à l'échéance pour un capital reçu de 9 945.
- (12) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,788 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 20 000 à l'échéance pour un capital reçu de 23 158.
- (13) Emprunt de type "zéro coupon" en partie ayant une structure irrégulière de paiement dont le taux effectif est de 9,566 %.
- (14) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,4 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 5 000 à l'échéance pour un capital reçu de 5 722.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

- (15) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,89 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 20 000 à l'échéance pour un capital reçu de 26 175.
- (16) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,609 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 20 000 à l'échéance pour un capital reçu de 23 405.
- (17) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,278 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 15 000 à l'échéance pour un capital reçu de 17 915.
- (18) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,605 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 10 000 à l'échéance pour un capital reçu de 11 702.
- (19) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,337 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 20 000 à l'échéance pour un capital reçu de 23 784.
- (20) Emprunt à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,787 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie des États-Unis de 4 500 (équivalent canadien 6 101) à l'échéance pour un capital reçu en monnaie des États-Unis de 4 349 (équivalent canadien 5 897).
- (21) Emprunt en monnaie des États-Unis de 82 550 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 114 290 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (22) Emprunt en monnaie de l'Allemagne de 1 000 000 dont 300 000 a fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 279 440. L'effet net en monnaie du Canada est de 928 012 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (23) Emprunt en monnaie de l'Allemagne de 13 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 7 616 (équivalent canadien de 10 506) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.
- (24) Billet en monnaie du Japon de 6 500 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 92 354 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (25) Emprunt en monnaie du Japon de 1 500 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 15 246 (équivalent canadien de 21 037) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.
- (26) Emprunt en monnaie du Japon de 2 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 20 315 (équivalent canadien de 28 045) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.
- (27) Emprunt à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 5,19 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Japon de 3 000 000 (équivalent canadien 41 855) à l'échéance pour un capital reçu en monnaie du Japon de 2 895 000 (équivalent canadien 40 390).
- (28) Emprunt en monnaie du Japon de 2 400 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 23 365 (équivalent canadien 32 884). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 32 372 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (29) Emprunt en monnaie du Japon de 6 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 86 333 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (30) Emprunt en monnaie du Japon de 10 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 100 503 (équivalent canadien 142 643). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 142 693 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (31) Emprunt en monnaie du Japon de 2 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 28 314 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (32) Emprunt en monnaie du Japon de 50 000 000 ayant fait l'objet de deux contrats d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 509 869 (équivalent canadien 712 950). De plus, trois autres contrats d'échange de devises en monnaie du Canada couvrent la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 717 384 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT

SOMMAIRE

Billets de trésorerie	76 597
Obligations – négociables	481 064
Billets	43 740
	601 401

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BILLETS DE TRÉSORERIE					
1995-01-19	1995-05-08	6,4225	98,093	53 900 \$US	76 597 (1)
OBLIGATIONS					
NÉGOCIABLES					
EN MONNAIE DU CANADA					
1994-07-20	2003-05-01	9,0000	93,963		93 963 (2)
1994-12-01	2004-10-01	9,7500	99,276		100 000
1994-12-14	2000-04-26	10,0000	102,672		9 740
1995-03-23	2000-04-26	10,0000	104,374		130 468 (3)
1995-03-23	2005-04-01	9,5000	100,452		144 500
					478 671
Emprunt escompté diverses	1997-2023	6,00 – variable (a)			2 393 (4)
					481 064
BILLETS					
EN MONNAIE DU JAPON					
				¥	
Billets à moyen terme					
En Europe					
1995-02-21	2002-02-21	4,8000	100,0000	3 000 000	42 383 (5)
Emprunt escompté					
1993-03-31	1998-03-31	8,1300		82 609	1 357 (4)
				3 082 609	43 740
EMPRUNTS EFFECTUÉS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT					601 401

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

DÉTAIL (suite)

(*) En milliers d'unités monétaires.

(**) Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(a) 1 109 à un taux d'intérêt fixe de 8,50 %, 691 à un taux d'intérêt BA 90 jours plus 0,28 %, 611 à un taux BA 90 jours plus 0,245 %, 8 à un taux d'intérêt fixe de 6,0 % et (26) à un taux d'intérêt fixe de 9,375 % tous en monnaie du Canada.

(1) Billets de trésorerie

	En monnaie des États-Unis	
Émis	211 500	290 581
Remboursés	157 600	213 984
Net	53 900	76 597

(2) Émission d'obligations à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 10,046 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 100 000 à l'échéance pour un capital reçu de 93 963.

(3) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,909 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 125 000 à l'échéance pour un capital reçu de 130 468.

(4) Montants d'intérêts capitalisés sur des emprunts émis à fort taux de prime ou d'escompte au cours des années antérieures.

(5) Emprunt en monnaie du Japon de 3 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 42 383 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

REBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

		En milliers d'unités monétaires (*)	Total En équivalent canadien (*)
OBLIGATIONS ET BILLETS			
En monnaie du Canada	\$CAN	2 533 465	2 533 465
En monnaie des États-Unis	\$US	111 717	154 582
En monnaie de l'Allemagne	DM	100 000	82 980
En monnaie de la Suisse	FS	101 690	99 789
			2 870 816
Contributions aux fonds d'amortissement			127 580
			2 998 396

DÉTAIL

OBLIGATIONS ET BILLETS

EN MONNAIE DU CANADA

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
1994-05-01	1979-05-01	52 003 (1)
1994-05-01	1979-05-01	40 680 (1)
1994-05-25	1984-05-25	50 000
1994-07-15	1977-07-15	100 000 (2)
1994-07-15	1977-09-29	100 000 (2)
1994-08-31	1984-08-31	150 000
1994-09-15	1984-09-15	148 000 (3)
1994-10-17	1979-10-17	75 000
1994-10-31	1991-10-31	75 000
1994-11-29	1984-11-29	155 000
1994-11-29	1984-12-10	75 000
1994-12-22	1980-12-22	12 600 (4)
1994-12-22	1980-12-22	12 400 (4)
1994-12-22	1980-12-22	135 458
1994-12-22	1980-12-22	62 885
1994-12-22	1981-02-24	16 400 (4)
1994-12-22	1981-02-24	18 600 (4)
1994-12-22	1981-02-24	116 052
1994-12-22	1981-02-24	32 000
1994-12-28	1984-12-28	75 000
1995-01-09	1985-01-10	77 490 (5)
1995-01-15	1985-01-15	150 000
		1 729 568

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES

Gouvernement du Canada		
Régime de pensions du Canada		
Diverses	1974-1975	7 903

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

REBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE

Obligations d'épargne du Québec

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
1994-06-01	1984-06-01	209 678
1995-06-01	1980-06-01	10 536
1995-06-01	1985-06-01	9 000
1996-06-01	1981-06-01	2 378
1996-06-01	1986-06-01	8 768
1996-06-01	1989-06-01	12 751
1997-06-01	1982-06-01	5 887
1997-06-01	1987-06-01	9 438
1998-06-01	1988-06-01	9 956
2000-06-01	1990-06-01	28 068
2001-06-01	1991-06-01	47 651
2002-06-01	1992-06-01	91 336
2003-06-01	1993-06-01	265 892
2004-06-01	1994-06-01	81 623
		<hr/> 792 962
Total des obligations		<hr/> 2 530 433

BILLETS

Gouvernement du Canada

Zones spéciales

1994-04-01 1972 - 1979-04-01

2 160

Institutions universitaires (assumées)

Diverses 1963 - 1967

872

Total des billets

3 032

Total des obligations et billets en monnaie du Canada

2 533 465

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Unités monétaires en monnaies étrangères (*)	En équivalent canadien (*)
		\$US	
1995-01-03	1974-11-15	3 000	4 151
1995-01-29	1985-01-29	64 100	88 695
Total des obligations		67 100	92 846

BILLETS

1994-06-27	1986-06-24	12 519	17 323 (6)
1994-11-03	1993-01-21	14 093	19 500 (7)
1994-12-28	1986-06-24	12 519	17 322 (6)
1995-01-15	1993-01-22	5 486	7 591
Total des billets		44 617	61 736
Total des obligations et billets en monnaie des États-Unis		111 717	154 582

EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Unités monétaires en monnaies étrangères (*)	En équivalent canadien (*)
		DM	
1995-02-15	1985-02-15	100 000	82 980
Total des obligations en monnaie de l'Allemagne		100 000	82 980

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DE LA SUISSE

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Unités monétaires en monnaies étrangères (*)	En équivalent canadien (*)
		FS	
Diverses	1987-07-15	5 000	4 907 (8)
1994-09-14	1985-11-06	5 000	4 907 (8)
1994-10-12	1986-11-20	3 000	2 944 (8)
1994-10-12	1986-11-20	3 000	2 944 (8)
1995-02-14	1990-12-24	85 690	84 087 (9)
Total des obligations en monnaie de la Suisse		101 690	99 789
PLUS : CONTRIBUTIONS AUX FONDS D'AMORTISSEMENT			127 580
Emprunts remboursés			2 998 396

(*) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1994.

- (1) Obligations échéant le 1^{er} mai 1999 remboursées par anticipation le 1^{er} mai 1994, tel que permis par l'option.
- (2) Obligations échéant le 15 juillet 1997 remboursées par anticipation le 15 juillet 1994, tel que permis par l'option.
- (3) Emprunt en monnaie des États-Unis de 100 000 venant à échéance le 15 septembre 1994 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada.
- (4) Obligations rachetées par le gouvernement afin de satisfaire à une clause de remboursement contractuel obligatoire d'un montant ou pourcentage de la valeur nominale déterminé.
- (5) Emprunt en monnaie des États-Unis de 63 000 venant à échéance le 10 janvier 1995 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada.
- (6) Billets en yen d'une valeur en monnaie du Japon de 1 650 000 chacun venant à échéance le 27 juin 1994 et le 28 décembre 1994 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis.
- (7) Billet à moyen terme en monnaie de la Suisse de 20 903 émis en vertu du programme européen. Il venait à échéance le 3 novembre 1994 et avait fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis.
- (8) Obligations rachetées par le Gouvernement afin de satisfaire à l'amortissement annuel requis lorsque le prix de l'obligation sur le marché est inférieur ou égal au pair.
- (9) Emprunt en monnaie de l'Allemagne de 200 000 venant à échéance le 15 février 1995 dont 100 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie de la Suisse.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

		Unités monétaires en monnaies étrangères (*)	En équivalent canadien (*)
OBLIGATIONS ET BILLETS			
En monnaie du Canada	\$CAN	25 075	25 075
En monnaie des États-Unis	\$US	50 000	69 185
			94 260
Contributions aux fonds d'amortissement			1 695
			95 955

DÉTAIL

Date d'échéance	Date d'émission		
BILLETS			
EN MONNAIE DU CANADA			
1994-11-03	1993-01-21		25 075 (1)
Total			25 075
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS			
		\$US	
1994-09-26	1993-04-13	50 000	69 185
Total		50 000	69 185
PLUS: CONTRIBUTIONS AUX FONDS D'AMORTISSEMENT			1 695
Emprunts remboursés pour le fonds de financement			95 955

(1) Billet à moyen terme en monnaie de la Suisse de 29 097 émis en vertu du programme européen. Il venait à échéance le 3 novembre 1994 et avait fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis dans un premier temps. Le tout a refait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada.

(*) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1994.

SECTION 3

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

au 31 mars 1995

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	3-3
Débiteurs	3-4
Intérêts courus sur placements	3-5
Placements	3-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	3-26
Frais reportés	3-27
PASSIF	
Emprunts temporaires	3-28
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	3-29
Comptes à fin déterminée	3-29
Créditeurs et frais courus	3-29
Intérêts courus sur emprunts	3-30
Continuité de la provision pour perte sur placements en actions	3-30
Continuité du compte Régimes de retraite	3-31
Sommaire des emprunts	3-32
Emprunts	3-33
Fonds d'amortissement	3-46
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	3-47
Fonds de Financement	3-48
Échéancier sommaire des emprunts	3-53
Engagements	3-54
Échéancier sommaire des engagements de paiements de transfert pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	3-55
Détail des engagements	3-56
Emprunts garantis	3-80

ACTIF
PLACEMENTS TEMPORAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1995	1994
Détail					
En monnaie du Canada:					
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1995-03-28	1995-04-03	8,1250	100 000	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1995-03-30	1995-04-03	8,2000	100 000	
Banque de Hong Kong	1995-03-30	1995-04-03	8,1500	20 000	
Banque de Montréal	1995-03-31	1995-04-03	8,0625	200 000	
Banque de Montréal	1995-03-22	1995-04-04	8,1250	25 000	100 000
Banque Laurentienne du Canada	1995-03-31	1995-04-03	8,1250	25 000	50 000
Banque Laurentienne du Canada	1995-03-23	1995-04-04	8,2500	75 000	50 000
Banque Nationale du Canada	1995-03-31	1995-04-03	8,0000	75 000	50 000
Banque Nationale du Canada	1995-03-31	1995-04-03	8,1250	150 000	100 000
Banque Nationale du Canada					100 000
Banque Nationale du Canada					50 000
Banque Nationale du Canada					50 000
Banque Royale du Canada	1995-03-28	1995-04-03	8,1250	50 000	
Banque Royale du Canada	1995-03-30	1995-04-03	8,1500	50 000	
Banque Royale du Canada	1995-03-31	1995-04-03	8,1250	50 000	
Banque Royale du Canada	1995-03-31	1995-04-06	8,2500	4 294	
Banque Scotia	1995-03-31	1995-04-03	8,1250	200 000	
Banque Tokyo du Canada	1995-03-30	1995-04-03	8,1500	15 000	
Banque Toronto-Dominion	1995-03-28	1995-04-03	8,1250	50 000	
Banque Toronto-Dominion	1995-03-31	1995-04-03	8,1250	10 000	
Banque Toronto-Dominion	1995-03-22	1995-04-04	8,1250	25 000	
Banque Toronto-Dominion	1995-03-24	1995-04-06	8,1400	50 000	
Banque Toronto-Dominion	1995-03-29	1995-04-06	8,1500	16 670	
Banque Toronto-Dominion	1995-03-31	1995-04-07	8,1200	8 986	100 000
Burns Fry Ltée					50 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1995-03-27	1995-04-03	8,1500	50 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1995-03-21	1995-04-03	8,1500	50 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1995-03-29	1995-04-05	8,1500	50 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1995-03-21	1995-04-07	8,1500	9 962	50 000
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	1995-03-21	1995-04-03	8,1200	25 925	24 981
Bons du trésor:					
Gouvernement du Québec	1995-02-10	1995-05-12	7,9520	98 056	
Gouvernement du Québec	1995-03-24	1995-06-23	8,2990	97 973	
Gouvernement du Québec	1994-12-16	1995-12-15	8,8990	9 185	74 141
Gouvernement du Québec	1995-01-20	1996-01-19	9,3470	18 295	24 660
Merrill Lynch Canada Inc.	1995-03-31	1995-04-03	8,0625	190 000	100 000
Merrill Lynch Canada Inc.			4,7000		100 000
Merrill Lynch Canada Inc.			4,7000		50 000
Nesbitt Burns Ltée	1995-03-21	1995-04-24	8,1600	24 812	26 531
Nesbitt Burns Ltée			4,7500		73 311
Nesbitt Burns Ltée			4,5000		90 537
Nesbitt Burns Ltée			4,5000		44 352
RBC Dominion Securities Inc.	1995-03-29	1995-04-06	8,1500	49 911	99 911
RBC Dominion Securities Inc.			3,6700		9 931
Richardson Greenshields du Canada Ltée			4,5000		100 000
Richardson Greenshields du Canada Ltée			4,5000		100 000
Scotia Mcleod	1995-03-31	1995-04-03	8,1250	200 000	
Société Générale (Canada)	1995-03-30	1995-04-03	8,1500	20 000	
Société Générale (Canada)	1995-03-22	1995-04-06	8,2000	5 980	
Société Générale (Canada)	1995-03-22	1995-04-10	8,2000	4 979	
En monnaie des États-Unis:					
Citibanque (1)			2,1000		5 739
				2 205 028	1 674 094

(1) Équivalent canadien.

DÉBITEURS

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1995	1994	1995	1994	1995	1994
Par catégorie et sous-catégorie de revenus						
Impôts sur les revenus et les biens:						
Impôt sur le revenu des particuliers	538 326	446 800	1 239 350	1 029 054	1 777 676	1 475 854
Cotisations au Fonds des services de santé	132 794	101 100			132 794	101 100
Impôts des sociétés			272 078	249 552	272 078	249 552
Droits de successions			1 425	2 925	1 425	2 925
Taxes à la consommation:						
Vente au détail	396 549	444 191	419 858	334 223	816 407	778 414
Carburants	107 738	100 526	17 837	19 337	125 575	119 863
Tabac	17 080	14 142	30 102	25 936	47 182	40 078
Pari mutuel	73	158	193	148	266	306
Droits et permis:						
Ressources forestières			18 529	15 814	18 529	15 814
Véhicules automobiles	62 439	48 075			62 439	48 075
Autres	6 961	8 440	13 261	16 928	20 222	25 368
Revenus divers:						
Ventes de biens et services			176 603	356 105	176 603	356 105
Autres			292 409	260 201	292 409	260 201
Revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement -						
Dividendes:						
Société des alcools du Québec			33 000	20 000	33 000	20 000
Total des revenus autonomes	1 261 960	1 163 432	2 514 645	2 330 223	3 776 605	3 493 655
Transferts du gouvernement du Canada:						
Aide financière - Catastrophes			104 693	110 744	104 693	110 744
Aide juridique			4 162	4 167	4 162	4 167
Assurance - Récolte			3 800	3 115	3 800	3 115
Bilinguisme			15 572	22 713	15 572	22 713
Enseignement aux enfants indiens			135 873	96 833	135 873	96 833
Formation des chômeurs			13 737	13 109	13 737	13 109
Formation professionnelle des adultes			46 049	52 060	46 049	52 060
Réadaptation professionnelle des personnes handicapées			897	21 859	897	21 859
Référéndum 92				47 358		47 358
Réseau routier de l'Outaouais			1 298	13 761	1 298	13 761
Services de traitement et de réadaptation			8 831	6 230	8 831	6 230
Transport aérien			43	6 302	43	6 302
Autres (1)			14 001	12 041	14 001	12 041
Total des transferts du gouvernement du Canada			348 956	410 292	348 956	410 292
Total des revenus	1 261 960	1 163 432	2 863 601	2 740 515	4 125 561	3 903 947

DÉBITEURS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1995	1994	1995	1994	1995	1994
Par catégorie et sous-catégorie de revenus (suite)						
Comptes à fin déterminée:						
Revenus divers						
Ventes de biens et services:						
Gestion de la T.P.S. -						
Opération			10 041		10 041	
Gestion de la T.P.S. -						
Implantation			1 667	8 333	1 667	8 333
Revenus autonomes de						
l'Assemblée nationale			50	41	50	41
Autres			450		450	
Transferts du gouvernement du						
Canada - Autres programmes						
Développement forestier			6 313	4 471	6 313	4 471
Développement minéral			8 552	4 771	8 552	4 771
Programme stratégique Canada-						
Québec d'amélioration routière			6 325	22 860	6 325	22 860
Travaux d'infrastructure			69 432		69 432	
Autres (1)			5 652	5 748	5 652	5 748
Total des comptes à fin déterminée			108 482	46 224	108 482	46 224
Dépenses et autres			248 029	241 209	248 029	241 209
Total des débiteurs	1 261 960	1 163 432	3 220 112 (2)	3 027 948	4 482 072 (2)	4 191 380
Moins: Provision pour						
créances douteuses			931 570 (2)	814 278	931 570 (2)	814 278
	<u>1 261 960</u>	<u>1 163 432</u>	<u>2 288 542</u>	<u>2 213 670</u>	<u>3 550 502</u>	<u>3 377 102</u>

(1) Comprend des montants inférieurs à 3 000.

(2) Après avoir déduit des créances radiées de 65 655.

INTÉRÊTS COURUS SUR PLACEMENTS
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec:		
Sidbec		207
		207
Municipalités et organismes municipaux	2 859	2 027
Particuliers, sociétés et autres	283	209
Placements temporaires et comptes de banque	2 986	435
	<u>6 128</u>	<u>2 878</u>

PLACEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1995	1994
Sommaire			
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec	13 298 507 40 610 (1)	12 173 373 40 610 (1)
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 3-16)		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 3-24)	14 000	14 000
		13 353 117	12 227 983

		Actions	
		1995	1994
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec		
1	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
2	Hydro-Québec	11 801 509	10 881 509
3	Loto-Québec	10 010	14 191
4	Office du crédit agricole du Québec		
5	Radio-Québec		
6	Sidbec		
7	Société de développement autochtone de la Baie James	2 342	
8	Société de développement industriel du Québec	32 944 (1)	32 944 (1)
9	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR	247 469	164 278
10	Société des alcools du Québec	32 790	32 895
11	Société des établissements de plein air du Québec		15 424
12	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	1 569	1 624
13	Société générale de financement du Québec	702 376	564 834
14	Société générale des industries culturelles		19 773
15	Société immobilière du Québec	93 553 7 666 (1)	84 030 7 666 (1)
16	Société nationale de l'amiante	2 790	
17	Société québécoise des transports	516	339
18	Société québécoise d'exploration minière	66 722	68 396
19	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	84 403	102 218
20	Société québécoise d'initiatives pétrolières	252 458	223 862
		13 298 507 40 610 (1)	12 173 373 40 610 (1)

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les dotations et les obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Dotations

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1995	1994	1995	1994	1995	1994
9 000	9 000	32 080	74 325	13 339 587 40 610 (1)	12 256 698 40 610 (1)
1 336	2 920			1 336	2 920
28 102	29 390	5 284	5 459	33 386	34 849
1	1	3 292	3 292	3 293	3 293
29 439	32 311	8 576	8 751	38 015	41 062
		229 761	220 494	243 761	234 494
38 439	41 311	270 417	303 570	13 661 973	12 572 864

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1995	1994	1995	1994	1995	1994
		10 000	10 000	10 000	10 000 1
		6 500	6 500	11 808 009	10 888 009 2
				10 010	14 191 3
		100	100	100	100 4
		1 800	1 800	1 800	1 800 5
			7 424		7 424 6
				2 342	
				32 944 (1)	32 944 7
		13 680	48 501	261 149	212 779 9
				32 790	32 895 10
				15 424	15 424 11
				1 569	1 624 12
				702 376	564 834 13
					19 773 14
				93 553	84 030 15
				7 666 (1)	7 666
				2 790	
				516	339 16
				66 722	68 396 17
9 000	9 000			93 403	111 218 18
				252 458	223 862 19
9 000	9 000	32 080	74 325	13 339 587 40 610 (1)	12 256 698 40 610 (1)

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers L.R.Q., c. A-29.1, aa. 23.2 et 23.3		
Avances	10 000	10 000

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, avancer au Fonds les montants nécessaires pour l'application de cette loi.

Au 31 mars 1995, les taux d'intérêt et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminés.

Hydro-Québec
L.R.Q., c. H-5, a. 3.2 et 28

Actions	11 801 509	10 881 509
Avances	6 500	6 500
	11 808 009	10 888 009

Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1995, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109.

Au 31 mars 1995, ces actions ont une valeur de consolidation de 11 801 509.

Au 31 mars 1995, les avances en cours s'élèvent à 6 500 remboursable jusqu'en l'an 1998, par Nouveler Inc., filiale d'Hydro-Québec. Ces avances sont sans intérêt.

Loto-Québec
L.R.Q., c. S-13.1, aa. 5 et 6

Actions	10 010	14 191
----------------	--------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 170 divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1995, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 dont la valeur de consolidation est de 10 010.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Radio-Québec		
L.R.Q., c. S-11.1, a. 26		
Avances	1 800	1 800

La Loi sur la Société de radio-télévision du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.

Au 31 mars 1995, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 à Radio-Québec sans intérêt et sans échéance déterminée aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.

Sidbec

L.R.Q., c. E-14, aa. 1, 14, 14.1 et 16 et
L.Q., 1988, c. 70, aa. 9 et 10

Avances	7 424
----------------	-------

Le fonds social autorisé de la Société est de 800 000. Il est divisé en 80 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.

Au 31 mars 1995, le ministre des Finances détenait 2 certificats totalisant 64 589 398 actions ordinaires acquises pour 663 560 dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 748 396 (745 384 en 1994) de cette entreprise.

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la compagnie tout montant jugé nécessaire pour la poursuite des opérations ou l'exécution des obligations de la compagnie aux conditions que détermine le Gouvernement. Ces avances, remboursables à la demande du ministre des Finances, totalisent 7 424 au 31 mars 1994 et portent intérêt au taux bancaire préférentiel.

Société de développement de la Baie James

L.R.Q., c. D-8, aa. 24 et 25

Actions	2 342
----------------	-------

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.

Au 31 mars 1995, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 dont la valeur de consolidation est de 2 342.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Société de développement industriel du Québec		
L.R.Q., c. S-11.01, a. 46.1		
Dotation	32 944	32 944
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1995, le Ministre avait versé 32 944 à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre.</p>		
Société de financement agricole		
L.Q., 1992, c. 32, a.29		
L.R.Q., c. C-78, a. 46.3		
Avances	100	100
<p>Pour l'exécution du mandat de la Loi sur la Société de financement agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement de la Société.</p> <p>Au 31 mars 1995, les avances consenties sont de 100 et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminées</p>		
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR		
L.R.Q., c. S-12, aa. 4, 6, 7, 7.1 et 22		
L.Q., 1990, c. 16, aa.1 et 2		
Actions	247 469	164 278
Avances	13 680	48 500
	261 149	212 778
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 300 000 divisé en 3 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 862 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1995, le ministre des Finances détient 61 certificats totalisant 2 473 900 actions pour un coût de 247 390 dont la valeur de consolidation est de 247 469.</p> <p>De plus, le Gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 pour l'acquisition de machinerie et d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.</p> <p>Au 31 mars 1995, le ministre des Finances a consenti une avance de 13 680 sans intérêt pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Société des alcools du Québec		
L.R.Q., c. S-13, aa. 5 et 6		
Actions	32 790	32 895

Le fonds social de la Société est de 30 000 divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1995, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 dont la valeur de consolidation est de 32 790.

Société des établissements de plein air du Québec
L.R.Q., c. S-13.01, aa. 20, 21, 24 et 26

Actions	15 424
----------------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 26 862. À titre de paiement, la Société a émis 268 617 actions en faveur du ministre des Finances. Le ministre des Finances a également versé 24 125 pour 241 250 actions.

Au 31 mars 1995, le ministre des Finances détient 21 certificats totalisant 509 867 actions dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 59 950 de cette entreprise.

Société des Traversiers du Québec
L.R.Q., c. S-14, aa. 4 et 5

Actions	
----------------	--

Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au ministre des Finances.

Au 31 mars 1995, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 4 120 (2 802 en 1994) de cette entreprise.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud L.R.Q., c. S-16.01, aa. 11 et 12		
Actions	1 569	1 624

Le fonds social autorisé de la Société est de 1 divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60 % et 40 %.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de la Société. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion industrielle régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.

Au 31 mars 1995, le ministre des Finances a versé 600 \$ dans la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud. Le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie détient 1 certificat totalisant 600 actions de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud pour un coût de 600 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 569.

Société générale de financement du Québec
L.R.Q., c. S-17, aa. 6, 8, 10 et 11

Actions	702 376	564 834
----------------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.

Au 31 mars 1995, le ministre des Finances a versé 343 768 et détient 55 certificats totalisant 34 749 995 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 702 376.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1995	1994
<hr/>		
Société générale des industries culturelles		
L.R.Q., c. S-17.01, aa. 17, 18, 19 et 19.1	Actions	19 773
<hr/>		
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1995, la Société générale des industries culturelles a cessé ses activités et à compter du 1^{er} avril 1995, en vertu de la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles, cette société exerce les responsabilités de la Société générale des industries culturelles et par conséquent, en acquiert les droits et en assume les obligations.</p> <p>Au 31 mars 1995, l'avoir de la Société générale des industries culturelles devient l'avoir de la Société de développement des entreprises culturelles et la valeur du placement en action du Gouvernement dans la Société générale des industries culturelles augmente la dette nette du Gouvernement.</p>		
Société immobilière du Québec		
L.R.Q., c. S-17.1, aa. 24, 31 et 64	Actions	84 030
	Dotations	7 666
		<hr/>
		91 696
<hr/>		
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 985. À titre de paiement, la Société a émis 80 001 d'actions et un billet à demande de 447 985 ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est nul au 31 mars 1995.</p> <p>Au 31 mars 1995, le ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 dont la valeur de consolidation est de 93 553.</p> <p>Depuis le 1^{er} octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec et représente au 31 mars 1995 une dotation du ministère des Finances en faveur de la Société.</p>		
Société nationale de l'amiante		
L.R.Q., c. S-18.2, aa. 11 et 13	Actions	2 790
<hr/>		
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1995, le ministre des Finances détient 67 certificats totalisant 158 369 actions pour un coût de 158 369 dont la valeur de consolidation est de 2 790.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Société québécoise des transports		
L.R.Q., c. S-22.1, aa. 23 et 25	Actions 516	339

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1995, le ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 680.

De plus, le ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie B, participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000.

La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1995 est de 516.

Société québécoise d'exploration minière - SOQUEM
 L.R.Q., c. S-19, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11.1 et 21.1

Actions	66 722	68 396
----------------	--------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Le Ministre peut, avec l'approbation préalable du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, demander à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital.

Au cours de l'exercice 1988-1989 et 1993-1994, le ministre des Finances a demandé à la Société de procéder à la réduction de 25 000 et 39 000 de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital. Cette réduction n'a eu aucun effet sur son capital-actions autorisé.

Au 31 mars 1995, le Ministre détient 17 certificats totalisant 4 660 000 actions pour un coût de 46 600 dont la valeur de consolidation est de 66 722.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires - SOQUIA		
L.R.Q., c. S-21, aa. 5, 7 et 7.1		
Actions	84 403	102 218
Billets	9 000	9 000
	93 403	111 218

Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1995, le Ministre détient 24 certificats totalisant 588 000 actions pour un coût de 58 800 dont la valeur de consolidation est de 84 403.

La Société a émis un billet à ordre de 9 000 en faveur du gouvernement du Québec à titre de paiement partiel du billet émis antérieurement par Sucre Lantic Ltée. La date de remboursement du billet se situe entre le 15 mars 1998 et le 15 mars 2002.

Société québécoise d'initiatives pétrolières - SOQUIP
 L.R.Q., c. S-22, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3

Actions	252 458	223 862
----------------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1995, le Ministre détient 21 certificats totalisant 4 278 000 actions pour un coût de 213 900 dont la valeur de consolidation est de 252 458.

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises et organismes dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter leurs états financiers ou le volume " États financiers des entreprises du gouvernement du Québec" publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(en milliers de dollars)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 27/64
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Carleton	A	8 27/64
16	Chambly	A	8 27/64
17	Charlesbourg	B	7,8293
18	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 27/64
19	Charny	A	8 27/64
20	Châteauguay	A	8 27/64
21	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 27/64
22	Cloridorme	A	8 1/8
23	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 27/64
24	Deux-Montagnes	A	8 1/8
25	Deux-Montagnes	B	8,4977
26	Dorion	A	8 27/64
27	Dorion	A	8 27/64
28	East-Broughton	A	8 27/64
29	Escoumins (Les)	A	8 1/8
30	Gaspé	A	8 27/64
31	Gatineau	A	8 1/8
32	Grande-Île	A	8 27/64
33	Grande-Rivière	A	8 27/64
34	Grand-Mère	B	7,5053
35	Hébertville	A	8 27/64
36	Iberville	A	8 27/64
37	Kingsbury	A	8 1/8
38	La Baie (Bagotville)	A	8 27/64
39	Lachute	B	9,6455
40	Lachute	B	8,1152
41	Lac-Mégantic	A	8 27/64
42	La Pocatière	A	8 1/8
43	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
44	Lévis (Lauzon)	B	7,9396
45	Lévis	A	8 27/64
46	Lévis	B	7,4869
47	Lévis (St-David-de-l'Auberivière)	B	7,2694
48	Longue-Pointe	A	8 27/64
49	Lorraine	A	8 27/64
50	Louiseville	A	8 27/64
51	Macamic	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1995	1994	1995	1994	1995	1994
1994-12-15		93				93
2002-03-31	170	188			170	188
1995-11-01	2	3			2	3
2002-03-31	82	91			82	91
1995-03-01		15				15
2006-04-01	154	161			154	161
1995-12-01	20	38			20	38
1994-12-01		5				5
1995-03-01		6				6
1996-02-01	14	27			14	27
1994-12-15		4				4
1996-03-01	4	8			4	8
1995-06-01	7	13			7	13
1995-05-01	20	39			20	39
1995-11-01	4	7			4	7
1995-05-01	16	30			16	30
2005-04-01	808	854			808	854
1995-08-01	99	190			99	190
1995-03-01		8				8
1995-04-01	5	10			5	10
1995-10-01	47	91			47	91
1994-12-01		2				2
1995-12-01	18	34			18	34
1994-12-01		3				3
2007-04-01	142	147			142	147
1995-03-01		13				13
1995-11-01	32	61			32	61
1995-12-01	8	15			8	15
1994-12-01		2				2
1996-02-01	10	19			10	19
1994-12-15		11				11
1995-06-01	14	28			14	28
1996-03-31	44	84			44	84
1994-04-01		6				6
1995-03-01		6				6
1996-03-31	9	18			9	18
1994-12-15		16				16
1995-10-01	72	139			72	139
2007-04-01	409	425			409	425
2005-04-01			215	227	215	227
1995-03-01		7				7
1994-09-01		24				24
1994-12-01		26				26
2006-04-01	595	624			595	624
1995-12-01	38	72			38	72
2004-04-01	1 496	1 594			1 496	1 594
2003-04-01	267	288			267	288
1995-10-01	16	31			16	31
1995-05-01	7	14			7	14
1996-03-31	13	24			13	24
1995-12-01	7	14			7	14

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(en milliers de dollars)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
52	Maple Grove	A	8 27/64
53	Matane	A	8 27/64
54	McMasterville	A	8 1/8
55	Métabetchouan	A	8 27/64
56	Mirabel	B	10,0095
57	Mistassini	A	8 27/64
58	Montréal	C	
59	Murdochville	A	8 27/64
60	Normandin	A	8 1/8
61	Notre-Dame-du-Lac	A	8 27/64
62	Oka	B	8,2812
63	Pont-Rouge	A	8 27/64
64	Port-Cartier	B	7,3603
65	Port-Cartier	B	8,2048
66	Port-Cartier	B	7,7314
67	Port-Cartier	B	8,1621
68	Port-Cartier	B	8,3477
69	Port-Cartier	B	9,3933
70	Port-Cartier	B	7,3540
71	Port-Cartier	B	9,4738
72	Port-Cartier	B	9,9874
73	Princeville	A	8 27/64
74	Québec	B	7,5744
75	Québec	B	7,5846
76	Québec	B	7,9737
77	Rivière-du-Loup	A	8 27/64
78	Rouyn-Noranda (Rouyn)	A	8 27/64
79	Sacré-Coeur	A	8 27/64
80	Sayabec	A	8 1/8
81	Sept-Îles	B	7,0181
82	Sept-Îles	B	7,2127
83	Sept-Îles	B	7,3766
84	Sept-Îles	B	7,5324
85	Sept-Îles	B	8,6548
86	Sept-Îles	B	9,831
87	Shipshaw	A	8 1/8
88	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 27/64
89	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 1/8
90	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 27/64
91	St-Basile-le-Grand	A	8 27/64
92	St-Bernard	A	8 27/64
93	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
94	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
95	Ste-Catherine	A	8 27/64
96	St-Césaire	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1995	1994	1995	1994	1995	1994
1995-05-01	5	9			5	9
1995-04-01	51	98			51	98
1994-09-01		5				5
1995-11-01	30	57			30	57
1997-04-01	109	139			109	139
1995-10-01	1	3			1	3
			3 292	3 292	3 292	3 292
1996-02-01	53	102			53	102
1994-09-01		6				6
1995-07-01	6	11			6	11
2005-04-01	329	347			329	347
1995-07-01	34	66			34	66
2003-04-01	251	271			251	271
2006-04-01	1 952	2 046			1 952	2 046
2005-04-01	157	165			157	165
2005-04-01	213	224			213	224
2007-04-01	193	201			193	201
2007-04-01	348	361			348	361
2004-04-01			6	6	6	6
2009-04-01			1 264	1 302	1 264	1 302
2009-04-01			1 309	1 346	1 309	1 346
1995-06-01	5	9			5	9
2004-04-01	341	363			341	363
2005-04-01	2 430	2 569			2 430	2 569
2005-04-01	857	905			857	905
1995-05-01	17	33			17	33
1995-06-01	16	31			16	31
1995-05-01	27	51			27	51
1994-12-01		5				5
2002-03-31	228	252			228	252
2003-04-01	65	65			65	65
2004-04-01	881	881			881	881
2004-04-01	2 298	2 298			2 298	2 298
2006-04-01	161	161			161	161
2009-04-01	2 562	2 562			2 562	2 562
1994-12-01		9				9
1995-05-01	4	8			4	8
1994-12-01		3				3
1996-03-31	13	24			13	24
1995-07-01	36	70			36	70
1996-03-31	5	10			5	10
1995-07-01	21	40			21	40
1996-03-31	24	47			24	47
1995-12-01	17	34			17	34
1996-02-01	24	47			24	47

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(en milliers de dollars)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
97	St-Eugène	A	8 27/64
98	St-Eustache	A	8 27/64
99	St-Eustache	A	8 27/64
100	St-Eustache	B	8,5359
101	St-Eustache	B	9,2891
102	St-Eustache	B	9,1454
103	St-Fabien-de-Panet	A	8 27/64
104	St-Félicien	A	8 27/64
105	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
106	Ste-Foy	B	8,2850
107	Ste-Foy	B	9,3614
108	St-Georges	A	8 27/64
109	St-Henri	B	7,1832
110	St-Hippolyte	A	8 27/64
111	St-Hyacinthe	A	8 27/64
112	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 27/64
113	St-Jérôme	B	8,5155
114	St-Jérôme	B	9,6175
115	St-Jovite	A	8 27/64
116	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
117	St-Narcisse	A	8 27/64
118	St-Pascal	A	8 27/64
119	St-Philémon	A	8 27/64
120	St-Raymond	A	8 27/64
121	St-Romuald	B	7,2694
122	Ste-Thècle	A	8 27/64
123	Ste-Thérèse	B	9,3594
124	Ste-Thérèse	B	9,4146
125	Ste-Thérèse	B	8,2758
126	Ste-Thérèse	B	8,6546
127	St-Tite	A	8 27/64
128	St-Zénon	A	8 1/8
129	Terrebonne	A	8 27/64
130	Terrebonne	B	8,2094
131	Tingwick (Chénier)	A	8 27/64
132	Trois-Rivières	B	6,9939
133	Trois-Rivières	B	7,6297
134	Trois-Rivières	B	7,2551
135	Trois-Rivières	B	7,4796
136	Trois-Rivières	B	6,3008
137	Trois-Rivières	B	9,5147
138	Trois-Rivières-Ouest	A	8 27/64
139	Vaudreuil	A	8 27/64
140	Vaudreuil	A	8 27/64
141	Warwick	A	8 27/64
142	Waterloo	A	8 27/64
143	Yamachiche (Ste-Anne-d'Yamachiche)	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1995	1994	1995	1994	1995	1994
1995-03-01		10				10
1995-05-01	10	19			10	19
1996-02-01	41	78			41	78
2006-04-01	201	210			201	210
2007-04-01	325	338			325	338
2007-04-01	37	38			37	38
1996-03-31	3	5			3	5
1996-03-01	25	49			25	49
2005-04-01	250	264			250	264
2006-04-01	407	426			407	426
2006-04-01	1 875	1 959			1 875	1 959
1995-06-01	58	111			58	111
2002-03-31	8	9			8	9
1995-11-01	9	17			9	17
1996-03-31	7	13			7	13
1995-08-01	61	117			61	117
2006-04-01	517	542			517	542
2009-04-01	65	67			65	67
1996-02-01	21	40			21	40
2000-11-01	1	1			1	1
1995-03-01		5				5
1995-12-01	15	29			15	29
1995-11-01	5	10			5	10
1995-05-01	9	17			9	17
2003-04-01	67	72			67	72
1996-02-01	5	10			5	10
2006-04-01	43	45			43	45
2006-04-01	128	134			128	134
2005-04-01	81	85			81	85
2006-04-01			279	293	279	293
1995-03-01		9				9
1994-09-01		2				2
1995-03-01		24				24
2006-04-01	275	289			275	289
1995-06-01	4	8			4	8
2002-03-01	479	531			479	531
2005-04-01	192	192			192	192
2003-04-01	285	285			285	285
2004-04-01	141	141			141	141
2005-04-01	48	48			48	48
2007-04-01	1 476	1 476			1 476	1 476
1995-03-01		34				34
1995-12-01	49	94			49	94
1996-02-01	11	20			11	20
1996-02-01	41	79			41	79
1996-03-01	47	90			47	90
1995-03-01		2				2
	25 735	28 260	6 365	6 466	32 100	34 726

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

(en milliers de dollars)

			Taux %
<hr/>			
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Organismes municipaux		
144	Comité d'enfouissement sanitaire		
	Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,9821
145	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	9,7125
146	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,445
147	Communauté urbaine de Québec	B	7,3589
148	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,4754
149	Communauté urbaine de Québec	B	8,3052

Moins: Provision pour créances douteuses

Obligations et billets			Prêts et avances		Total		
Échéance	1995	1994	1995	1994	1995	1994	
2009-04-01			446	446	446	446	144
2007-04-01			489	489	489	489	145
2002-03-31	2 528	2 797			2 528	2 797	146
2004-04-01	683	728			683	728	147
2004-04-01	493	526			493	526	148
2007-04-01			1 765	1 839	1 765	1 839	149
	3 704	4 051	2 700	2 774	6 404	6 825	
	29 439	32 311	9 065	9 240	38 504	41 551	
			489	489	489	489	
	29 439	32 311	8 576	8 751	38 015	41 062	

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1995	1994
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Autres		
4	Moins: Provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres		
	Avances permanentes aux employés du Gouvernement		
5	(Frais de déplacement) et fonds locaux		
6	Conseil des cris d'Oujébougoumou		
7	Coopératives		
8	Corporations agricoles		
9	Corporations industrielles		
10	Corporations minières		
11	Corporations touristiques		
12	Fédération québécoise de la faune		
13	Fonds des approvisionnements et services		
14	Fonds d'aide aux entreprises		
15	Fonds d'information géographique et foncière		
16	Fonds de reprographie gouvernementale		
17	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000	10 000
18	Fonds du Bureau de la statistique du Québec		
19	Fonds du courrier et de la messagerie		
20	Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger		
21	Groupe Gérard Saucier Ltée		
22	Pêcheurs		
23	Société de développement autochtone de la Baie James	4 000	4 000
24	Université de Sherbrooke		
		14 000	14 000
25	Moins: Provision pour créances douteuses		
		14 000	14 000
		14 000	14 000

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1995	1994	1995	1994	1995	1994	
		212 110 (1)	188 062	212 110	188 062	1
		6 826 (1)	7 928	6 826	7 928	2
		202	190	202	190	3
		219 138	196 180	219 138	196 180	
		53 110 (1)	53 425	53 110	53 425	4
		166 028	142 755	166 028	142 755	
		14 728 (1)	16 240	14 728	16 240	5
		5 000	5 000	5 000	5 000	6
		139	144	139	144	7
		183 (1)	195	183	195	8
		29 966 (1)	37 780	29 966	37 780	9
		107	113	107	113	10
		991	1 191	991	1 191	11
			100		100	12
		6 155	6 760	6 155	6 760	13
		711		711		14
		449	449	449	449	15
		2 003	1 236	2 003	1 236	16
				10 000	10 000	17
		341	326	341	326	18
			120		120	19
		500	200	500	200	20
		3 350	3 500	3 350	3 500	21
		9 984 (1)	9 884	9 984	9 884	22
				4 000	4 000	23
		713	2 237	713	2 237	24
		75 320	85 475	89 320	99 475	
		11 587 (1)	7 736	11 587	7 736	25
		63 733	77 739	77 733	91 739	
		229 761	220 494	243 761	234 494	

(1) Après déduction des créances radiées de 13 836 pour les étudiants et 986 pour les sociétés et autres.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	Solde au 1 ^{er} avril 1994	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1995	Montant porté aux dépenses
DÉBITEURS					
Ministères:					
Affaires municipales	421		421	421	
Agriculture, pêcheries et alimentation	323	47	276	434	158
Culture et Communications	106	4	102	106	4
Éducation	507	97	410	1 793	1 383
Emploi	1 091	544	547	975	428
Environnement et Faune	985		985	1 779	794
Finances	148	103	45	124	79
Industrie, Commerce, Science et Technologie	870	1 091	(221)	205	426
Justice	25 894	13	25 881	32 023	6 142
Organismes relevant des ministres responsables de la Condition féminine et de la Famille	1 017		1 017	1 265	248
Ressources naturelles	4 162	1 619	2 543	2 707	164
Revenu	634 300	49 217	585 083	731 968	146 885
Sécurité du revenu	143 891	12 657	131 234	157 242	26 008
Sécurité publique	154	39	115	141	26
Transports	268	203	65	301	236
Autres (1)	140	21	119	86	(33)
	814 277	65 655	748 622	931 570	182 948
PRÊTS ET AVANCES					
Municipalités et organismes municipaux:					
Comité intermunicipal Deux-Montagnes sud	489		489	489	
Particuliers:					
Étudiants	52 696	13 836	38 860	52 289	13 429
Pêcheurs	691		691	782	91
Autres (1)	39		39	39	
	53 426	13 836	39 590	53 110	13 520
Sociétés et autres:					
Corporations industrielles	5 800	385	5 415	8 671	3 256
Corporations touristiques	200	200			
Pêcheurs (corporations)	1 735	400	1 335	2 916	1 581
Autres (1)	1	1			
	7 736	986	6 750	11 587	4 837
	61 651	14 822	46 829	65 186	18 357
Total	875 928	80 477	795 451	996 756	201 305

(1) "Autres" comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 au début et/ou à la fin de la période.

FRAIS REPORTÉS

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	1995		1994	
	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement
Frais d'émission, escompte et prime	17 218	236 801	15 734	203 314
Escompte sur les bons du trésor		65 115		32 637
Compensation pour annulation de contrats d'échange		(154 077)		(166 745)
Instruments financiers de couverture		23 736		11 963
	17 218	171 575	15 734	81 169

PASSIF**EMPRUNTS TEMPORAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	Émissions et remboursements
Détail	
En monnaie du Canada:	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	199 860
Banque de Montréal	909 356
Banque Laurentienne du Canada	48 877
Banque de Hong-Kong	5 000
Banque Nationale du Canada	7 335 614
Banque République Nationale de New-York au Canada	2 000
Banque Royale du Canada	2 098 160
Banque Scotia	202 407
Banque Toronto-Dominion	1 256 966
Caisse Centrale Desjardins du Québec	446 706
Caisse de dépôt et placement du Québec	1 363 400
Commission des affaires sociales	28 050
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	248 866
Fonds de financement	316 550
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	6 550
Fonds de la formation à distance	34 300
Fonds de la réforme du cadastre québécois	15 193
Fonds des approvisionnements et services	46 900
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	62 735
Fonds des moyens de communication	2 000
Fonds du service aérien gouvernemental	263 000
Fonds des services de télécommunications	155 000
Fonds des services informatiques	6 500
Fonds d'aide et d'indemnisation des victimes d'actes criminels	5 400
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	1 223 721
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	1 394 726
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	759 988
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	1 443 763
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement du Québec	6 303 320
Fonds d'information géographique et foncière	15 525
Fonds Les Publications du Québec	29 700
Goldman, Sacks & Co. Inc.	65 000
Hydro-Québec	874 580
Merrill Lynch Canada Inc.	100 300
Nesbitt Burns Ltée	140 000
RBC Dominion Securities Inc.	995 797
Richardson Greenshields du Canada Ltée	321 075
Société Générale Valeurs Mobilières Inc.	1 375 000
Scotia Mcleod	549 600
Valeurs Mobilières Desjardins	119 000
Wood Gundy Inc.	819 925
	31 590 410 (1)
Détail - Billets de trésorerie	
En monnaie des États-Unis:	
Banque Nationale du Canada	111 157
Goldman Sacks & Co. Inc.	321 273
Merrill Lynch	6 831
RBC Dominion Securities Inc.	183 722
	622 983 (2,3)
	32 213 393

(1) Excluant un montant en monnaie du Canada de 160 650 pour le Fonds de financement non remboursés au 31 mars 1995.

(2) Équivalent canadien des billets de trésorerie en monnaie des États-Unis de 446 300.

(3) Excluant un montant en monnaie des États-Unis de 80 700 pour le Fonds de financement non remboursés au 31 mars 1995, lequel est couvert par un contrat de change à terme pour un équivalent canadien de 113 359.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	Diverses municipa- lités	Commission des normes du travail	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	336 919 (1)	(1)	4 674	31 773	7 615 (1)	380 981
Encaissements	347 204 (2)	30 147	24 024	3 074 462 (2)	16 859	3 492 696
Remises	347 437	30 147	28 261	3 086 626	22 218	3 514 689
Solde à la fin	336 686		437	19 609	2 256	358 988

(1) Reclassés pour fin de comparaison.

(2) Les frais de perception et de redistribution de 10 668 pour les Diverses municipalités et de perception de 28 066 pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus "Ventes de biens et services" ont été diminués des encaissements.

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	1995			1994		
	Transferts du gouvernement du Canada - autres programmes	Ventes de biens et services	Total	Transferts du gouvernement du Canada - autres programmes	Ventes de biens et services	Total
Transferts du gouvernement du Canada:						
Enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	1 791		1 791			
	1 791		1 791			

CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Transferts aux		
Commissions scolaires	771 948	842 620
Établissements de santé et de services sociaux	125 815	180 686
Institutions d'enseignement:		
Collégiales	62 620	50 300
Universitaires	25 286	2 468
Municipalités et organismes municipaux	26 440	31 350
Organismes et entreprises de Gouvernement	469 799	355 003
Autres bénéficiaires	129 851	178 890
	1 611 759	1 641 317
Traitements et avantages sociaux	128 609	170 423
Fournisseurs et autres	579 914	382 442
	2 320 282	2 194 182

INTÉRÊTS COURUS SUR EMPRUNTS
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	1995		1994	
	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)
En monnaie du Canada	146 503	1 552 803	117 252	1 275 944
En monnaie des États-Unis	2 967	146 616	3 861	296 149
En monnaie de l'Allemagne		22 500		12 980
En monnaie de la France		17 537		15 090
En monnaie de la Suisse		41 791		47 318
En monnaie du Japon		87 036		67 944
	149 470	1 868 283	121 113	1 715 425

(1) Les intérêts courus sont présentés en monnaie de destination et tiennent compte des contrats d'échange de devises et de taux d'intérêts.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opérations des entreprises du Gouvernement en excédent du coût des actions	Solde à la fin
Sidbec	81 824	3 012	84 836
Société de développement de la Baie James	33 560	(33 560)	
Société des établissements de plein air du Québec		8 963	8 963
Société des Traversiers du Québec	1 302	1 318	2 620
Société nationale de l'amiante	13 332	(13 332)	
	130 018	(33 599)	96 419

CONTINUITÉ DU COMPTE RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	Solde au début			Solde à la fin		
	Avant déduction de la participa- tion inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance	Excédent de la participation et des cotisa- tions sur les pensions et au- tres paiements	Perte du Fonds d'amortissement	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance
R.R.E.G.O.P.	15 300 743	2 565 033	913 478		16 994 235	3 345 047
R.R.E.	5 382 492	44 580	329 336		5 760 451	93 203
R.R.C.E.	434 616	18 659	54 792		491 136	20 387
R.R.F.	1 217 805	8 031	52 085		1 279 082	17 223
R.R.S.Q.	1 291 719	19 490	117 975		1 428 687	38 483
R.R.M.A.N.	4 448		2 809		7 516	259
R.R.J.C.Q.	107 385		8 600		117 211	1 226
R.R.A.P.S.C.	261 075	9 607	29 427		294 592	13 697
R.R.E.F.Q.	1 681		1 092		2 773	
	24 001 964	2 665 400	1 509 594 (*)		26 375 683	3 529 525
Fonds d'amor- tissement des régimes de retraite	(853 463)			4 204	(849 259)	
	23 148 501	2 665 400	1 509 594 (*)	4 204	25 526 424	3 529 525

(*) Voir le détail à la page 1-8.

R.R.E.G.O.P.	= Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E.	= Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E.	= Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F.	= Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q.	= Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N.	= Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q.	= Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C.	= Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.
R.R.E.F.Q.	= Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

EMPRUNTS

Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien
Bons du trésor	\$CAN	3 925 000	3 925 000
Billets de trésorerie			
En monnaie du Canada	\$CAN	668 879	668 879
En monnaie des États-Unis	\$US	396 100	554 144 (2)
			1 223 023
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	\$CAN	28 047 006	28 047 006
En monnaie des États-Unis	\$US	7 169 099	10 029 570 (2)
En monnaie de l'Allemagne	DM	1 405 000	1 427 902 (2)
En monnaie de la France	FF	2 000 000	581 800 (2)
En monnaie de la Suisse	FS	2 139 106	2 642 437 (2)
En monnaie du Japon	¥	341 698 967	5 508 187 (2)
En monnaie de la Grande-Bretagne	£	50 000	113 340 (2)
			48 350 242
Moins: Fonds d'amortissement			1 029 885 (3)
			47 320 357
			52 468 380 (4)

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1995 selon les taux de conversion suivants:

En monnaie des États-Unis, Dollar (\$US)	= 1,3990
En monnaie de l'Allemagne, Deutsche Mark (DM)	= 1,0163
En monnaie de la France, Franc français (FF)	= 0,2909
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse (FS)	= 1,2353
En monnaie de l'Italie, Lire (LIT)	= 0,000822
En monnaie du Japon, Yen (¥)	= 0,01612
En monnaie de l'Australie, Dollar australien (\$A)	= 1,0255
En monnaie de la Grande-Bretagne, Livre Sterling (£)	= 2,2668
En monnaie des Pays-Bas, Florin néerlandais (FL)	= 0,9053

(3) Excluant 2 871 afférent aux emprunts pour le Fonds de financement

(4) Excluant 4 663 495 pour le Fonds de financement dont le détail apparaît à la page 3-48.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BONS DU TRÉSOR**EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Du 1995-04-07 au 1996-03-15	1994 - 1995	6,1500 - 9,3475	<u>3 925 000</u>

BILLETS DE TRÉSORERIE**EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1995-08-17	1995	8,2608	<u>75 000</u>

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU CANADA

En monnaie des États-Unis (420 000 \$US)	<u>593 879</u>
Total en monnaie du Canada	<u>668 879</u>

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			\$US	
Du 1995-04-03 au 1995-12-14	1994 - 1995	5,7526 - 6,9778	<u>816 100</u>	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			<u>420 000</u>	
Total en monnaie des États-Unis			<u>396 100</u>	<u>554 144</u>

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1995.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS ET BILLETS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1995-05-28	1980	12,780	200 000
1995-06-26	1985	10,500	109 000
1995-06-26	1989	10,500	124 157
1995-12-22	1980	13,750	12 600
1995-12-22	1980	13,750	12 400
1995-12-22	1981	13,750	16 400
1995-12-22	1981	13,750	18 600
1996-03-12	1990	10,750	400 000
1996-04-09	1991	10,500	250 000
1996-06-18	1981	16,500	149 015
1996-09-02	1986	9,000	122 000
1996-09-02	1986	9,000	75 000
1996-09-02	1986	9,000	190 000
1996-09-02	1987	9,000	50 000
1996-10-08	1980	13,400	200 000
1996-10-20	1981	17,250	149 656
1996-10-20	1981	17,250	50 000
1996-11-01	1976	10,150	8 921
1997-01-15	1985	10,500	100 000
1997-01-29	1987	9,000	150 000
1997-02-10	1987	8,500	164 000
1997-02-10	1987	8,500	100 000
1997-02-10	1987	8,500	50 000
1997-03-22	1977	9,750	1
1997-03-22	1982	16,500	174 197
1997-04-01	1991	8,500	264 984
1997-04-01	1994	8,500	108 736
1997-06-04	1987	10,000	75 000
1997-06-04	1987	10,000	50 000
1997-08-15	1980	12,150	200 000
1997-11-01	1977	9,800	8 921
1998-02-01	1978	10,000	600
1998-03-25	1991	7,285	110 748
1998-03-30	1992	8,000	323 053
1998-04-07	1988	10,250	199 000
1998-04-07	1988	10,250	75 000
1998-04-07	1988	10,250	200 000
1998-04-07	1988	10,250	50 000
1998-04-07	1988	10,250	442 537
1998-04-07	1988	10,250	150 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-19	1986	9,250	120 000
1998-06-19	1988	9,250	100 000
1998-07-07	1986	9,750	125 000
1998-07-31	1985	10,750	50 000
1998-07-31	1987	10,750	24 602
1998-11-01	1978	10,350	8 921
1998-11-30	1988	10,500	250 000
1998-12-15	1973	8,500	44 491
1999-02-01	1979	10,550	600
1999-03-01	1974	8,625	42 367
1999-04-01	1993	6,000	100 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1999-04-01	1994	6,000	1 270
1999-09-04	1974	10,375	2 120
1999-09-04	1974	10,750	33 898
1999-09-04	1974	10,750	35 000
1999-09-04	1975	10,750	67 660
1999-09-04	1976	10,750	78 937
1999-11-01	1979	12,000	15 000
2000-02-01	1980	12,850	600
2000-02-16	1993	8,500	300 000
2000-04-26	1989	10,000	150 000
2000-04-26	1989	10,000	500 000
2000-04-26	1990	10,000	185 418
2000-04-26	1990	10,000	93 975
2000-04-26	1994	10,000	190 260
2000-08-16	1990	11,500	250 000
2000-09-09	1975	9,500	1 288
2000-09-09	1975	10,500	53 779
2000-10-16	1978	10,000	125 000
2000-11-10	1975	9,875	750
2000-11-10	1976	9,875	406
2001-01-15	1985	10,500	225 000
2001-01-15	1991	10,500	150 000
2001-02-01	1981	13,770	600
2001-02-15	1990	11,750	100 000
2001-03-01	1976	9,375	1 435
2001-03-15	1977	9,750	60 000
2001-05-04	1976	10,250	91 268
2001-05-04	1976	10,250	114 812
2001-10-15	1991	10,250	204 946
2001-10-15	1991	10,250	513 200
2001-10-30	1991	10,073	83 500
2002-02-01	1982	16,900	600
2002-04-01	1991	9,250	282 165
2002-06-15	1979	10,350	150 000
2002-12-15	1978	10,000	150 000
2002-12-15	1979	10,000	150 000
2002-12-22	1982	13,250	40 000
2003-04-07	1983	13,000	50 841
2003-04-07	1984	13,000	89 085
2003-04-07	1984	13,000	71 720
2003-04-07	1984	13,000	50 000
2003-04-17	1979	10,625	150 000
2003-05-01	1992	9,000	225 000
2003-05-01	1993	9,000	300 000
2003-05-01	1994	9,000	93 963
2003-12-01	1993	7,500	442 338
2003-12-01	1994	7,500	30 016
2004-05-31	1984	14,625	150 000
2004-09-24	1979	10,900	75
2004-10-01	1994	8,000	200 000
2004-10-01	1994	9,750	300 000
2004-11-29	1984	12,750	95 000
2004-11-29	1984	12,750	75 000
2004-11-29	1985	12,750	100 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU CANADA (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
2004-12-27	1979	11,700	75 000
2004-12-28	1984	12,600	75 000
2005-04-01	1995	9,500	105 500
2005-06-30	1985	12,250	100 000
2005-10-03	1985	11,375	75 000
2006-05-01	1986	9,500	100 000
2006-07-07	1986	10,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	201 000
2009-04-01	1988	11,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	250 000
2009-04-01	1988	11,000	100 000
2009-04-01	1988	11,000	25 000
2009-04-01	1989	11,000	50 000
2009-04-01	1988	11,000	97 202
2009-04-01	1988	11,000	125 000
2009-06-26	1985	10,750	171 000
2009-06-26	1985	10,750	50 000
2010-06-28	1989	10,000	500 000
2011-03-28	1991	10,750	75 000
2011-09-02	1986	9,500	178 000
2011-09-02	1986	9,500	75 000
2011-09-02	1986	9,500	60 000
2011-09-02	1987	9,500	50 000
2012-02-10	1987	9,000	161 000
2012-06-04	1987	10,500	100 000
2012-06-04	1987	10,500	97 137
2012-10-09	1987	11,875	100 000
2014-06-01	1989	10,500	125 000
2015-07-27	1990	11,000	50 000
2023-01-16	1993	9,375	1 357 304
2023-01-16	1994	9,375	51 887
2023-03-30	1992	9,500	375 000
			<hr/> 18 131 462

OBLIGATIONS ESCOMPTÉES

Du 1998-09-30 au 2005-03-31	1994 - 1995	8,673 - 10,410	125 375
--------------------------------	-------------	----------------	---------

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU CANADA**

Régime de pensions du Canada diverses dates 1995-2012	1975-1992	8,21 - 17,51	126 807
---	-----------	--------------	---------

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE**EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Obligations d'épargne du Québec			
1995-06-01	1980	10,50 (a)	232 841
1995-06-01	1985	8,50 - 7,50 (a)	91 246
1996-06-01	1981	10,50 (a)	77 768
1996-06-01	1986	8,50 - 6,50 (a)	71 387
1996-06-01	1989	8,50 - 6,00 (a)	74 275
1997-06-01	1982	10,50 (a)	237 317
1997-06-01	1987	8,50 - 6,00 (a)	65 164
1998-06-01	1988	8,50 - 6,00 (a)	66 708
2000-06-01	1990	8,50 - variable	96 005
2001-06-01	1991	8,50 - variable	121 265
2002-06-01	1992	6,50 - variable	163 344
2003-06-01	1993	5,00 - variable	222 342
2004-06-01	1994	5,50 - variable	281 114
			1 800 776
Total des obligations			20 184 420

BILLETS**EN MONNAIE DU CANADA**

Gouvernement du Canada			
Zones spéciales			
2002 - 2006-04-0	1972 - 1976	7,1821 - 8,1722	33 182
Société canadienne d'hypothèques et de logement			
2013 - 2017-03-0	1963 - 1967	5,125 - 5,375	31 414
Autres billets			
2004-08-12	1994	10,080	100 000
Billets à moyen terme			
Au Canada			
Du 1997-02-28 au 2035-04-01	1994 - 1995	5,20 - 14,00	355 838
En Europe			
2002-08-25	1992	8,100	20 000
2002-08-25	1992	8,100	10 000
			30 000
Total des billets à moyen terme			385 838
Total des billets			550 434
Total des obligations et billets			20 734 854

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)**EN MONNAIE DU CANADA (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU CANADA				
Monnaie des États-Unis (4 566 563 \$US)				6 146 591
Monnaie de l'Allemagne (825 000 DM)				678 469
Monnaie du Japon (58 630 000 ¥)				778 522
Monnaie de l'Australie (235 000 \$A)				200 000
				<u>7 803 582</u>
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis				384 860
En monnaie du Japon				106 570
				<u>491 430</u>
				<u>7 312 152</u>
Total en monnaie du Canada				<u>28 047 006</u>

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS**

Aux États-Unis			\$US
1995-07-15	1975	9,375	1 000
1995-07-15	1975	9,375	14 000
1999-04-01	1989	9,375	250 000
2000-03-01	1990	9,125	500 000
2002-07-15	1992	7,500	750 000
2003-04-15	1991	8,800	500 000
2005-01-19	1995	8,625	500 000
2013-10-01	1983	13,000	100 000
2014-09-15	1984	13,250	150 000
2015-06-15	1985	11,000	200 000
2023-07-15	1993	7,500	1 000 000
2024-02-09	1994	7,125	1 000 000
2026-12-01	1986	8,625	300 000
			<u>5 265 000</u>
En Europe			
1995-05-24	1983	10,000	50 000
1998-04-07	1988	9,000	200 000
2001-05-08	1991	9,000	300 000
2016-04-01	1986	9,000	250 000
			<u>800 000</u>
Total des obligations			<u>6 065 000</u>

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
En Europe				
1992 - 1997-05-31	1985	11,000	36 500	
1998-01-16	1991	variable (b)	100 000	
2001-08-22	1991	9,1250	500 000	
2001-10-23	1986	variable (c)	300 000	
				936 500
Billets à moyen terme				
Au Canada				
2007-10-15	1994	6,650 - 8,350	13 350	
Aux États-Unis				
Du 1995-04-04 au 2002-09-01	1991 - 1992	6,92 - 9,15	480 065	
1997-09-14	1995	variable (d)	3 500	
1999-06-15	1994	variable (e)	5 000	
1999-06-21	1994	variable (f)	82 550	
				571 115
En Europe				
Du 1996-07-18 au 2001-03-12	1992-1995	5,125 - 7,8125	832 355	
1998-09-21	1995	variable (g)	10 000	
2000-03-23	1995	variable (h)	100 000	
2000-03-31	1995	variable (i)	18 000	
2003-04-01	1993	variable (j)	150 000	
2004-03-10	1994	variable (k)	17 220	
2004-03-11	1994	variable (l)	17 180	
				1 144 755
Total des billets à moyen terme			1 729 220	
Total des billets			2 665 720	
Total des obligations et billets			8 730 720	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS			\$US	
Monnaie du Canada (384 860 \$CAN.)			323 763	
Monnaie de l'Allemagne (513 000 DM)			314 082	
Monnaie de la France (7 507 750 FF)			1 334 449	
Monnaie de la Suisse (400 000 FS)			316 805	
Monnaie du Japon (191 342 596 ¥)			1 613 198	
Monnaie des Pays-Bas (350 000 FL)			195 215	
			4 097 512	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			4 566 563	
En monnaie du Japon			309 869	
En monnaie de la Suisse			782 701	
			5 659 133	
			(1 561 621)	
Total en monnaie des États-Unis			7 169 099	10 029 570
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE			DM	
1997-04-01	1987	6,000	300 000	
1998-03-01	1986	6,500	300 000	
2002-02-27	1992	8,000	500 000	
2003-11-03	1993	6,375	500 000	
Total des obligations			1 600 000	
BILLETS				
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE				
2000-02-09	1995	variable (m)	1 000 000	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)**EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
Billets à moyen terme				
1996-01-26	1995	5,920	225 000	
1998-04-28	1994	6,000	5 000	
2003-04-08	1994	variable (n)	13 000	
			243 000	
Total des billets			1 243 000	
Total des obligations et billets			2 843 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			825 000	
En monnaie de États-Unis			513 000	
En monnaie de la Suisse			100 000	
			1 438 000	
Total en monnaie de l'Allemagne			1 405 000	1 427 902

EN MONNAIE DE LA FRANCE

			FF	
1997-08-11	1992	9,250	2 000 000	
1999-12-20	1991	9,375	2 000 000	
2001-05-22	1986	7,875	800 000	
2004-04-22	1994	6,875	5 000 000	
Total des obligations			9 800 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			7 507 750	
En monnaie de la Suisse			292 250	
			7 800 000	
Total en monnaie de la France			2 000 000	581 800

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DE LA SUISSE**

			FS	
1992 - 1998-11-20	1986	4,875	113 000	
2001-03-14	1991	6,750	200 000	
1992 - 2003-07-15	1987	5,000	180 000	
1992 - 2005-11-06	1985	5,500	180 000	
1992 - 2006-11-20	1986	5,250	115 200	
1996 - 2008-04-07	1988	5,000	200 000	
Total des obligations			988 200	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DE LA SUISSE

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
1996-01-15	1991	7,750	200 000	
Total des obligations et billets			1 188 200	
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DE LA SUISSE				
Monnaie des États-Unis (782 701 \$US)			1 180 100	
Monnaie de l'Allemagne (100 000 DM)			84 670	
Monnaie de la France (292 250 FF)			86 136	
			1 350 906	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES			FS	
En monnaie des États-Unis			400 000	
			950 906	
Total en monnaie de la Suisse			2 139 106	2 642 437

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU JAPON

			¥
1997-05-07	1987	5,000	30 000 000
1998-06-03	1986	6,000	20 000 000
2000-10-30	1990	9,000	20 000 000
2001-02-28	1991	8,000	8 000 000
2001-03-22	1991	7,150	8 690 472
2001-03-28	1991	7,350	9 655 027
Total des obligations			96 345 499
BILLETS			
EN MONNAIE DU JAPON			
1993 - 1996-06-25	1986	6,500	5 100 000
1997-10-27	1987	5,700	11 130 000
1999-06-22	1992	variable (o)	11 000 000
1999-11-08	1989	5,450	5 000 000
2000-08-08	1994	4,400	9 000 000
2001-03-15	1991	7,100	5 000 000
2001-11-05	1991	6,250	50 000 000
1998 - 2003-04-25	1988	5,500	20 000 000
2003-08-21	1993	5,130	8 500 000
2003-09-30	1993	4,800	10 000 000
2004-08-18	1994	variable (p)	5 000 000
2004-08-18	1994	4,750	3 000 000
2005-03-02	1995	4,900	6 500 000
1997 - 2009-10-31	1986	6,400	20 000 000
1998 - 2012-05-25	1987	5,300	30 000 000
			199 230 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)**EN MONNAIE DU JAPON (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
Billets à moyen terme				
En Europe				
du 1996-06-14 au 2023-12-13	1993 - 1995	3,15 - 6,00	195 095 000	
1997-03-26	1992	variable (q)	2 000 000	
1997-03-26	1992	variable (r)	2 000 000	
1998-01-23	1995	3,75-4,10 (s)	1 000 000	
1998-03-26	1993	variable (t)	20 000 000	
1998-03-31	1993	variable (u)	8 587 132	
1999-08-10	1994	variable (v)	2 000 000	
2002-03-29	1995	39,0-4,0 (w)	1 000 000	
2005-02-07	1995	variable (x)	1 000 000	
2005-03-28	1995	19,5-2,5 (y)	1 000 000	
			233 682 132	
Total des billets			432 912 132	
Total des obligations et billets			529 257 631	
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU JAPON				
Monnaie du Canada (106 570 \$CAN)			8 500 000	
Monnaie des États-Unis (309 869 \$US)			37 916 835	
Monnaie de l'Australie (150 000 \$A)			15 997 097	
			62 413 932	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
			¥	
En monnaie du Canada			58 630 000	
En monnaie des États-Unis			191 342 596	
			249 972 596	
			(187 558 664)	
Total en monnaie du Japon			341 698 967	5 508 187
OBLIGATION NÉGOCIABLE				
EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE				
			£	
2020-03-15	1984	12,250	50 000	
Total en monnaie de la Grande-Bretagne			50 000	113 340

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATION NÉGOCIABLE**EN MONNAIE DES PAYS-BAS**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			FL	
2002-12-18	1992	7,750	350 000	

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie des États-Unis

350 000

Total en monnaie des Pays-Bas

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE**

			\$A	
1998-11-29	1988	6,670	100 000	
1999-11-08	1989	7,270	50 000	
Total des obligations			150 000	

BILLET**EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE**

2002-10-02	1992	9,500	235 000	
Total des obligations et billets			385 000	

\$A

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie du Canada

235 000

En monnaie du Japon

150 000

385 000

Total en monnaie de l'Australie

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

-
- (a) Taux minimum jusqu'à l'échéance.
 - (b) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois moins 0,175 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 6,7 %, incluant la marge.
 - (c) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 5,6875 %.
 - (d) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,14 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 6,2942 %, incluant la marge.
 - (e) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,30 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 6,6125 %, incluant la marge.
 - (f) Taux d'intérêt FED 3 mois plus 0,55 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 6,5884 %, incluant la marge.
 - (g) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois plus 0,22 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 6,6575 %, incluant la marge.
 - (h) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois plus 0,20 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 6,6375 %, incluant la marge.
 - (i) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,25 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 6,5547 %, incluant la marge.
 - (j) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois moins 0,25 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 5,4375 %, incluant la marge.
 - (k) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,21 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 6,5225 %, incluant la marge.
 - (l) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,25 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 6,5625 %, incluant la marge.
 - (m) Taux d'intérêt LIBOR DM 3 mois plus 0,25 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 5,3125 %, incluant la marge.
 - (n) Taux d'intérêt fixe de 8,25 % jusqu'au 8 avril 1995 et 12,02 % moins LIBOR DM 6 mois par la suite jusqu'à l'échéance.
 - (o) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,20 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 2,3563 %, incluant la marge.
 - (p) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 0,15 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 2,4625 %, incluant la marge.
 - (q) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,25 % jusqu'au 10 septembre 1992, de 10,85 % jusqu'au 25 mars 1993 et par la suite 5 % jusqu'à l'échéance.
 - (r) Taux d'intérêt de 5,0 % jusqu'au 1^{er} octobre 1992, de 10,0 % jusqu'au 25 mars 1993, et par la suite de 4,8 % jusqu'à l'échéance.
 - (s) Taux d'intérêt fixe de 3,75 % jusqu'au 23 janvier 1997 et 4,10 % par la suite jusqu'à l'échéance.
 - (t) Taux d'intérêt fixe à 5,0 % jusqu'au 26 mars 1995 et taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 1,0 % par la suite jusqu'à l'échéance dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 3,0625 %, incluant la marge.
 - (u) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 2,5625 %, incluant la marge.
 - (v) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 2,375 %, incluant la marge.
 - (w) Taux d'intérêt fixe de 39 % jusqu'au 29 mars 1995 et 4 % par la suite jusqu'à l'échéance.
 - (x) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 0,25 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 2,625 %, incluant la marge.
 - (y) Taux d'intérêt fixe de 19,5 % jusqu'au 28 mars 1996 et 2,5 % par la suite jusqu'à l'échéance.

FONDS D'AMORTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

SOLDE DU FONDS		Total
Solde au début		903 481
Plus: Versements du Fonds consolidé du revenu (1)	84 378	
Revenu net (2)	44 897	
		129 275
Solde à la fin		1 032 756
Bilan au 31 mars 1995		
Placements		
Bons du trésor		
Gouvernement du Québec	54 114	
Gouvernement du Canada	6 500	60 614
Certificats de dépôts		10 605
Billets au pair		119 200
Billets à escompte		49 963
Prêts sur titres		91 310
Obligations		
Gouvernement du Québec	432 468	
Gouvernement du Canada	91 000	
Gouvernement des États-Unis	24 483	
Garanties par le gouvernement du Québec	178 124	726 075
		1 057 767
Autres éléments d'actif		
Encaisse	3 578	
Intérêts courus sur placements	18 665	
Pertes reportées sur contrats à terme	773	23 016
		1 080 783
Passif		
Gain de change non réalisé	17 276	
Crédits reportés	30 751	48 027
Solde du Fonds		1 032 756

(1) Incluant un montant de 1 695 versé au Fonds consolidé du revenu par le Fonds de financement.

(2) Incluant un gain de change de 1 157 représentant l'amortissement du gain de change non réalisé de 18 433 sur les placements en monnaies étrangères réévalués au taux de change en vigueur le 31 mars 1995.

FONDS D'AMORTISSEMENT
PROVENANCE ET UTILISATION DU FONDS
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

Provenance des fonds

Fonds reçus du Fonds consolidé du revenu et revenu net	129 275
Valeurs échues ou vendues	34 445 163
	<hr/>
	34 574 438
Diminution des intérêts courus sur placement	2 520
	<hr/>
	34 576 958
	<hr/>

Utilisations des fonds

Achats d'obligations et de billets	34 573 521
Augmentation du solde de banque	2 664
Augmentation des pertes reportées sur contrats à terme	773
	<hr/>
	34 576 958
	<hr/>

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien
Billets de trésorerie	\$US	53 900	75 406
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	\$CAN	4 346 027	4 346 027
En monnaie des États-Unis	\$US	175 077	244 933
			4 666 366
moins: Fonds d'amortissement			2 871 (2)
			4 663 495

Détail

BILLETS DE TRÉSORERIE

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (3)	En équivalent canadien (4)
			\$US	
1995-05-08	1995	6,4225	53 900	75 406

OBLIGATIONS ET BILLETS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1997-04-01	1991	8,500	110 016
1997-04-01	1992	8,500	391 165
1997-04-01	1992	8,500	200 000
1997-04-01	1994	8,500	49 966
1998-03-30	1992	8,000	51 947
1999-04-01	1993	6,000	400 000
1999-04-01	1994	6,000	27 487
2000-02-16	1993	8,500	200 000
2000-04-26	1994	10,000	9 740
2000-04-26	1995	10,000	130 468
2001-10-15	1991	10,250	195 054
2001-10-15	1991	10,250	61 800
2001-10-15	1991	10,250	175 000
2002-04-01	1991	9,250	92 835
2002-04-01	1992	9,250	200 000
2003-05-01	1994	9,000	93 963

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS (suite)**EN MONNAIE DU CANADA (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
2003-12-01	1993	7,500	657 662
2003-12-01	1994	7,500	94 984
2004-10-01	1994	9,750	100 000
2005-04-01	1995	9,500	144 500
2023-01-16	1993	9,375	42 696
2023-01-16	1993	9,375	75 000
2023-01-16	1994	9,375	55 577
Total des obligations			3 559 860

BILLETS**EN MONNAIE DU CANADA****BILLETS À MOYEN TERME**

Aux États-Unis 2001-10-24	1991	10,24	82 000
Total des obligations et billets			3 641 860

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU CANADA

En monnaie des États-Unis (241 439 \$US)	279 743
En monnaie du Japon (43 412 868 ¥)	424 424
	704 167

Total en monnaie du Canada

4 346 027

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (3)	En équivalent canadien (4)
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
Billets à moyen terme			\$US	
Aux États-Unis 1999-03-10	1994	variable (a)	61 000	
Total des billets			61 000	

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (3)	En équivalent canadien (4)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
En monnaie de l'Allemagne (300 000 DM)			184 538	
En monnaie de l'Italie (150 000 000 LIT)			115 830	
En monnaie du Japon (5 000 000 ¥)			40 096	
En monnaie de la Grande-Bretagne (10 000 £)			15 052	
			<u>355 516</u>	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			241 439	
			<u>114 077</u>	
Total en monnaie des États-Unis			<u>175 077</u>	<u>244 933</u>
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'ITALIE			LIT	
1996-10-09	1991	12,20	150 000 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			150 000 000	
Total en monnaie de l'Italie			<u>150 000 000</u>	
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE			DM	
2002-02-18	1992	8,20	200 000	
BILLETS				
Billets à moyen terme				
En Europe				
2003-04-08	1993	variable (b)	100 000	
Total des obligations et des billets			<u>300 000</u>	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			300 000	
Total en monnaie de l'Allemagne			<u>300 000</u>	

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DU JAPON

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (3)	En équivalent canadien (4)
			¥	
1997 - 1999-06-22	1992	variable (c)	39 000 000	
2003-02-26	1993	variable (d)	5 000 000	
			44 000 000	
Billets à moyen terme				
En Europe				
1998-03-31	1993	variable (e)	1 412 868	
2002-02-21	1995	4,800	3 000 000	
Total des billets à moyen terme			4 412 868	
Total des billets			48 412 868	

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie du Canada	43 412 868
En monnaie des États-Unis	5 000 000
	48 412 868

Total en monnaie du Japon

BILLETS

EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE

			£	
Billets à moyen terme				
En Europe				
1997-02-07	1994	5,560	10 000	

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie des États-Unis	10 000
Total en monnaie de la Grande-Bretagne	

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

- (1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises.
- (2) Contribution du Fonds de financement au Fonds d'amortissement
- (3) En milliers d'unités monétaires.
- (4) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur
- (a) Le taux d'intérêt prévu à l'émission est celui basé sur les billets du trésor à maturité constante de 2 ans moins 0,25 %. Le même jour, il a fait l'objet d'un contrat d'échange d'intérêts seulement pour devenir du LIBOR EU plus 0,18 % dont le taux en vigueur au 31 mars est de 6,4925 % incluant la marge.
- (b) Taux d'intérêt annuel de 9 % la première année et de 8,25 % la seconde. Par la suite LIBOR DM 6 mois dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 8,25 %.
- (c) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,20 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 2,3563 %, incluant la marge.
- (d) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 0,81 % pour les quatre premières périodes d'intérêt et un taux LIBOR YEN 6 mois par la suite. Le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 2,3125 % incluant la marge.
- (e) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1995 est de 2,5625 %, incluant la marge.

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES EMPRUNTS
au 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie du Canada (1)	En monnaie des États-Unis (1)	En monnaie de l'Allemagne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie de la Grande- Bretagne (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	Total	
								1995	1994
1995									7 241 041
1996	7 108 637	945 804			(3)			8 054 441	1 972 741
1997	3 133 412		(2)		(3)	494 120		3 627 532	2 922 351
1998	2 340 084	487 499	304 890	824 170			290 900	4 247 543	3 849 321
1999	2 341 468	631 104	5 082	438 625		324 884		(4) 3 741 163	3 490 766
2000	2 363 546	1 368 685	711 410	635 289				(4) 5 078 930	2 883 677
	17 287 147	3 433 092	1 021 382	1 898 084		819 004	290 900	24 749 609	22 359 897
2001 - 2005	10 124 092	3 211 706	406 520	2 077 333		1 211 713	290 900	17 322 264	13 817 658
2006 - 2010	1 740 879	198 447		385 671		611 720		2 936 717	2 400 823
2011 - 2015	1 330 694	333 331		824 699				2 488 724	1 737 441
2016 - 2020	108 912	634 881			113 340			857 133	842 336
2021 ET PLUS	1 322 264	2 469 269		322 400				4 113 933	4 001 354
TOTAL	31 913 988	10 280 726	1 427 902	5 508 187	113 340	2 642 437	581 800	52 468 380	(5) 45 159 509

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 3 925 000 en 1996, pour les bons du trésor, d'un montant de 1 223 022 en 1996 pour les billets de trésorerie et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 619 425 en 1996, 379 264 en 1997, 315 287 en 1998, 124 682 en 1999 et 72 422 en 2000. Par ailleurs, les montants en monnaie du Canada et des États-Unis tiennent compte des fonds d'amortissement ainsi que des contributions futures à ces fonds diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

- (1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars.
- (2) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 1998 pour un montant de 699 668.
- (3) L'excédent de l'encaissement des devises de 1996, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 1997 pour un montant de 338 520 et de 1998 pour un montant de 161 200.
- (4) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises en 1999 et 2000 pour des montants respectifs de 290 000, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2001 à 2005.
- (5) Excluant les emprunts pour le Fonds de financement dont l'échéancier apparaît ci-après:

Échéance	En monnaie du Canada (*)	En monnaie des États-Unis(*)	Total	
			1995	1994
1995				95 954
1996	1 694	75 406	77 100	1 694
1997	133 219	21 057	154 276	154 046
1998	822 513		822 513	818 744
1999	1 694	85 339	87 033	86 100
2000	993 498		993 498	993 490
	1 952 618	181 802	2 134 420	2 150 028
2001 - 2005	2 092 577	138 536	2 231 113	1 845 610
2006 - 2010	152 971		152 971	8 471
2011 - 2015	8 471		8 471	8 471
2016 - 2020	8 471		8 471	8 471
2021 ET PLUS	128 049		128 049	128 075
TOTAL	4 343 157	320 338	4 663 495 (6)	4 149 126

(*) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars 1995.

(6) Excluant les emprunts temporaires de 274 479 en 1995.

ENGAGEMENTS

(en milliers de dollars)

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement (2)	Autorisés par le ou la Ministre (3)	1995	1994 (Redressé)
PAIEMENTS DE TRANSFERT					
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital (1):					
Commissions scolaires	3-56	3 408	3 006 444	3 009 852 (7)	2 832 519
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-59	62 413	1 075 815	1 138 228 (7)	1 019 635
Universités	3-60	307 527	1 128 495	1 436 022 (7)	1 226 739
Établissements de santé et de services sociaux	3-61	81 111 (4)	2 511 353	2 592 464 (7)	2 337 687
Municipalités et organismes municipaux	3-70	4 872 023		4 872 023	4 654 552
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-74	346 022		346 022	319 589
		<u>5 672 504</u>	<u>7 722 107</u>	<u>13 394 611 (5)</u>	<u>12 390 721</u>
Pour autres dépenses en capital:					
Commissions scolaires	3-56		694 660	694 660	686 632
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-59		281 544	281 544	319 745
Universités	3-60		328 757	328 757	374 132
Établissements de santé et de services sociaux	3-61		1 537 546	1 537 546	1 464 008
Municipalités et organismes municipaux	3-75				
Aqueducs, égouts et autres		358 150		358 150	409 985
Assainissement des eaux		989 235		989 235	935 969
Infrastructures		382 824		382 824	
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-79	246 521		246 521	132 737
		<u>1 976 730</u>	<u>2 842 507</u>	<u>4 819 237</u>	<u>4 323 208</u>
AUTRES ENGAGEMENTS (y compris des engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)				564 678	562 437
				<u>18 778 526 (6)</u>	<u>17 276 366</u>

- (1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars et tenant compte des contrats d'échange de devises.
- (2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.
- (3) Autorisés par le ministre de l'Éducation ou le ou la ministre de la Santé et des Services sociaux.
- (4) Excluant 171 827 (177 784 en 1994) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.
- (5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.
- (6) Ces engagements financiers seront liquidés à mêmes les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale.
- (7) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 1 202 (2 695 en 1994), de collèges d'enseignement général et professionnel 1 156 (12 201 en 1994), d'universités 10 559 (9 694 en 1994) et d'établissements de santé et de services sociaux 62 (15 441 en 1994).

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS DE PAIEMENTS DE TRANSFERT
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
Au 31 mars 1995**

(en milliers de dollars)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé et de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Entreprises et orga- nismes du Gouvernement et divers autres organismes	Total
1996	339 447 (1)	154 340 (1)	205 470 (1)	292 263 (1)	499 070	27 294	1 517 884
1997	263 100	132 697	116 620	186 209	385 928	23 481	1 108 035
1998	409 254	208 391	225 078	378 933	212 575	27 475	1 461 706
1999	212 356	95 195	115 324	89 788	267 670	19 862	800 195
2000	622 297	107 826	169 000	389 876	202 466	14 589	1 506 054
1996 - 2000	1 846 454 (1)	698 449 (1)	831 492 (1)	1 337 069 (1)	1 567 709	112 701	6 393 874
2001 - 2005	838 471	356 280	490 799	973 141	2 236 978	173 978	5 069 647
2006 - 2010	267 970	53 385	106 646	177 567	421 622	41 992	1 069 182
2011 - 2015	45 312	14 864	3 774	43 910	286 381	16 990	411 231
2016 - 2020	11 041	8 382	2 899	24 434	221 055	361	268 172
2021 - 2025	604	3 916	412	12 644	67 935		85 511
2026 - 2030		2 826		19 006	45 577		67 409
2031 - 2035		126		4 693	24 766		29 585
2036 - 2040							
	<u>3 009 852 (1)</u>	<u>1 138 228 (1)</u>	<u>1 436 022 (1)</u>	<u>2 592 464 (1)</u>	<u>4 872 023 (*)</u>	<u>346 022</u>	<u>13 394 611</u>

(*) Incluant les emprunts bancaires de 276 534 à la Société québécoise d'assainissement des eaux qui sont remboursées selon une cédule d'amortissement de 5 ans pour les études et de 25 ans pour les travaux.

(1) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 1 202, de collèges d'enseignement général et professionnel 1 156, d'universités 10 559 et d'établissements de santé et de services sociaux 62.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Éducation.

B Pour autres dépenses en capital.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994
						(Reclassé)
Eastern Quebec (Prot)		5 177	5 177	1 171	6 348	5 866
Greater Quebec (Prot)		3 996	3 996	2 217	6 213	4 644
Greater Seven Islands (Prot)		1 533	1 533	460	1 993	1 899
St-Maurice (Prot)		1 897	1 897	1 399	3 296	3 189
Saguenay (Prot)		902	902	397	1 299	1 263
Intégrées:						
Abitibi		13 722	13 722	895	14 617	13 858
Argile-Bleue		15 610	15 610	2 081	17 691	16 646
Asbesterie		7 541	7 541	1 975	9 516	9 364
Aylmer		27 511	27 511	782	28 293	32 001
Baie-Comeau (Prot)				319	319	299
Baie-des-Chaleurs		7 526	7 526	364	7 890	7 894
Baie-des-Ha!Ha!		11 093	11 093	1 254	12 347	12 269
Barraute-Senneterre		5 525	5 525	1 185	6 710	6 770
Beauce-Abénaquis		9 531	9 531	1 525	11 056	10 628
Beauport		29 584	29 584	1 829	31 413	31 619
Belles Rivières		7 335	7 335	12 072	19 407	18 139
Bersimis		5 192	5 192	1 554	6 746	5 924
Berthier-Nord-Joli		16 394	16 394	1 196	17 590	17 640
Black Lake-Disraëli		4 753	4 753	3 993	8 746	8 491
Brossard		20 917	20 917	1 651	22 568	22 764
Cantons, des		36 209	36 209	8 479	44 688	40 854
Centre de la Mauricie		6 178	6 178	6 688	12 866	11 820
Chapais-Chibougamau		4 535	4 535	1 997	6 532	6 398
Charlesbourg		11 334	11 334	8 370	19 704	15 190
Châteauguay		12 527	12 527	5 434	17 961	17 417
Châteauguay-Valley (Prot)		7 973	7 973	3 786	11 759	10 706
Chaudière-Étchemin		64 010	64 010	8 292	72 302	69 180
Chavigny		14 532	14 532	1 930	16 462	16 638
Chênes, des		32 427	32 427	1 241	33 668	33 166
Chicoutimi		26 390	26 390	8 135	34 525	33 798
Chomedey-de-Laval		48 500	48 500	7 693	56 193	51 383
Chutes-de-la-Chaudière		53 432	53 432		53 432	48 664
Chutes-Montmorency		16 871	16 871	2 121	18 992	18 562
Coaticook		3 543	3 543	1 639	5 182	4 603
Commission des écoles catholiques de Québec	1 957	66 169	68 126	8 507	76 633	70 807
Côte-du-Sud		24 174	24 174	1 858	26 032	26 393
Crie				1 012	1 012	2 255
Davignon		12 895	12 895	1 041	13 936	14 051
Découvreurs, des		49 687	49 687	3 936	53 623	53 629
De La Jonquière		30 941	30 941	17 553	48 494	46 133
Des Basques		3 475	3 475	312	3 787	3 516
Des Cascades-l'Achigan		15 726	15 726	9 711	25 437	22 007
Des Frontières		1 051	1 051	1 507	2 558	2 187
Des Îlets		29 055	29 055	2 687	31 742	32 189
Des Milles-Îles		41 323	41 323	20 382	61 705	53 968
Des Montagnes		2 832	2 832	570	3 402	3 207
Des Rivières		5 446	5 446	1 543	6 989	6 864
District de Bedford		9 056	9 056	1 933	10 989	10 480
Dolbeau		13 924	13 924	2 094	16 018	16 048
Draveurs, des		69 014	69 014	448	69 462	62 128
Eau-vive, de l'		102 061	102 061		102 061	98 000
Eastern Townships (Prot)		11 109	11 109	2 148	13 257	12 602
Falaises, des		17 818	17 818	1 674	19 492	19 467
Fermont		2 486	2 486	672	3 158	3 436

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994 (Reclassé)
Gaspesia-Les îles		5 167	5 167	4 140	9 307	7 907
Goéland, du		52 586	52 586	9 872	62 458	62 189
Gouffre, du		6 931	6 931	2 779	9 710	9 534
Grandpé		12 653	12 653	849	13 502	13 930
Greenfield Park		3 164	3 164	1 732	4 896	4 367
Harricana		30 573	30 573	2 682	33 255	33 916
Haut-St-Maurice		4 905	4 905	638	5 543	5 431
Haute-Gatineau		5 024	5 024	1 928	6 952	6 739
Huntingdon		6 748	6 748	1 236	7 984	7 704
Iberville		8 624	8 624	2 590	11 214	11 026
îles, des		4 377	4 377	3 236	7 613	7 345
Industrie		19 457	19 457	6 058	25 515	24 159
Jacques-Cartier		22 894	22 894	14 667	37 561	25 817
Jean Châpais		3 538	3 538	1 005	4 543	4 385
Jean-Rivard		4 209	4 209	1 624	5 833	5 632
Kativik				73	73	2 995
Lac-Mégantic		5 380	5 380	1 504	6 884	7 215
Lac-St-Jean		33 479	33 479	1 778	35 257	35 238
Lac-Témiscamingue		14 427	14 427	1 670	16 097	16 168
La Jeune Lorette		34 042	34 042	3 960	38 002	37 487
La Mitis		17 009	17 009	1 434	18 443	18 742
La Neigette		26 970	26 970	1 843	28 813	27 980
La Pocatière		3 404	3 404	1 007	4 411	4 234
La Riveraine		18 246	18 246		18 246	17 656
La Sapinière		2 647	2 647	1 659	4 306	4 075
La Tourelle		5 626	5 626	1 119	6 745	6 447
Laure-Conan		4 352	4 352	6 795	11 147	10 776
Laurentian (Prot)		8 297	8 297	974	9 271	9 033
Laurentides		10 501	10 501	7 673	18 174	15 152
Laurentienne (Prot)				1 269	1 269	1 173
Laurenval (Prot)		18 678	18 678	7 901	26 579	26 392
La Vallière		3 435	3 435	728	4 163	3 862
Le Gardeur		61 696	61 696	13 236	74 932	71 155
Les Écores		15 339	15 339	4 749	20 088	19 331
Lévis-Bellechasse		41 311	41 311	11 336	52 647	52 936
L'Islet-Sud		1 804	1 804	912	2 716	2 578
Littoral				25	25	
Long-Sault, du		7 476	7 476	2 203	9 679	9 472
Lotbinière		16 985	16 985	1 232	18 217	18 291
Malartic		2 498	2 498	1 317	3 815	3 823
Manicouagan		29 892	29 892	4 460	34 352	34 468
Manoirs, des		66 933	66 933	10 746	77 679	77 956
Marieville		4 452	4 452	1 791	6 243	6 083
Matane		17 015	17 015	2 525	19 540	19 352
Memphremagog		8 250	8 250	2 257	10 507	10 161
Miguasha		13 559	13 559	7 462	21 021	18 684
Moissons, des		9 246	9 246	1 867	11 113	11 114
Mont-Fort		19 990	19 990	6 320	26 310	25 092
Morilac		11 113	11 113	1 133	12 246	12 235
Moyenne-Côte-Nord		8 557	8 557	1 551	10 108	10 467
Normandie		4 614	4 614	242	4 856	4 683
Normandin		4 434	4 434	1 160	5 594	5 520
Nouveau-Québec		3 974	3 974	2 012	5 986	5 975
Outaouais-Hull		30 715	30 715	9 789	40 504	33 715
Patriotes		51 698	51 698	16 891	68 589	65 782
Pierre-Neveu		14 911	14 911		14 911	14 070
Pontiac		5 701	5 701		5 701	4 707
Portage-du-Fort				42	42	41
Port-Cartier		9 233	9 233	1 763	10 996	11 071
Portneuf		25 244	25 244	2 472	27 716	26 166
Prince-Daveluy		6 076	6 076	1 810	7 886	7 852
Provençal		3 625	3 625	1 236	4 861	4 757
Quévillon		902	902	727	1 629	2 111

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994 (Reclassé)
Rivière-du-Loup		33 466	33 466	7 621	41 087	41 037
Roberval		6 238	6 238	1 269	7 507	7 261
Rocher-Percé		5 136	5 136	1 956	7 092	6 923
Rouyn-Noranda		20 695	20 695	2 193	22 888	24 607
St-Jean-sur-Richelieu		49 138	49 138	5 961	55 099	55 994
St-Jérôme		44 718	44 718	24 195	68 913	45 968
St-Hyacinthe-Val-Monts		34 328	34 328	11 103	45 431	40 902
Sainte-Thérèse		36 916	36 916	18 792	55 708	43 397
Samuel-De Champlain		11 432	11 432	3 808	15 240	14 761
Seigneurie		6 253	6 253	1 059	7 312	7 332
Sept-îles		28 261	28 261	3 614	31 875	31 638
Sherbrooke		88 847	88 847	3 252	92 099	91 754
Sorel		20 084	20 084	490	20 574	20 609
South Shore (Prot)	853	19 966	20 819	2 493	23 312	22 922
Tadoussac		1 035	1 035	936	1 971	1 761
Taillon		14 118	14 118	2 553	16 671	16 026
Témiscouata		4 413	4 413	1 236	5 649	5 563
Thetford Mines		14 555	14 555	2 668	17 223	16 045
Tracy		9 911	9 911		9 911	9 260
Trois-Lacs		35 639	35 639	6 263	41 902	40 483
Trois-Rivières		32 852	32 852		32 852	29 637
Val-d'Or		14 091	14 091	6 571	20 662	19 907
Valin		18 672	18 672		18 672	17 131
Vallée-de-la-Lièvre		10 246	10 246	5 362	15 608	14 715
Vallée-de-la-Matapédia		9 184	9 184	4 647	13 831	15 095
Vallée-de-Mistassini		3 039	3 039	1 193	4 232	4 136
Valleyfield	598	10 187	10 785	2 462	13 247	12 651
Val-Maurice		27 877	27 877	800	28 677	29 066
Victoriaville		22 936	22 936	2 218	25 154	24 375
Warwick		7 324	7 324	1 191	8 515	8 561
Western Quebec (Prot)		9 675	9 675	8 692	18 367	17 774
Conseil Scolaire						
Île-de-Montréal		419 386	419 386	166 661	586 047	551 288
	3 408	3 007 646	3 011 054	694 660	3 705 714	3 521 846
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec						
		1 202	1 202		1 202	2 695
	3 408	3 006 444	3 009 852	694 660	3 704 512	3 519 151

DÉTAILS DES ENGAGEMENTS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.
A-2 Autorisés par le ministre de l'Éducation

B Pour autres dépenses en capital.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994
Abitibi-Témiscamingue	2 227	21 880	24 107	3 418	27 525	27 480
Ahuntsic, Montréal	2 000	40 367	42 367	5 871	48 238	44 152
Alma		6 346	6 346	3 970	10 316	9 923
André-Laurendeau, LaSalle	2 160	32 138	34 298	853	35 151	35 053
Baie-Comeau	1 188	9 595	10 783	3 496	14 279	14 323
Beauce-Appalaches		11 019	11 019	6 267	17 286	16 801
Bois-de-Boulogne, Montréal	653	11 133	11 786	6 103	17 889	17 185
Champlain (Régional), Sherbrooke	2 745	27 935	30 680	3 480	34 160	34 973
Chicoutimi	600	27 041	27 641	8 963	36 604	34 308
Dawson, Montréal	160	71 981	72 141	1 993	74 134	75 240
Drummondville		13 376	13 376	9 331	22 707	21 180
Édouard-Montpetit, Longueuil	10 000	34 573	44 573	4 726	49 299	47 431
François-Xavier-Garneau, Québec	150	23 821	23 971	9 678	33 649	30 142
Gaspésie et des îles, Gaspé	2 131	21 320	23 451	5 848	29 299	28 803
Granby-Haute-Yamaska		2 200	2 200	7 363	9 563	8 490
Héritage		12 733	12 733	3 245	15 978	15 504
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	2 100	31 969	34 069	9 420	43 489	43 719
Joliette de Lanaudière	1 688	7 383	9 071	11 776	20 847	16 761
Jonquière	3 299	27 626	30 925	6 584	37 509	35 291
La Pocatière	1 395	15 369	16 764	15 138	31 902	17 923
Lévis-Lauzon, Lauzon	1 257	27 600	28 857	6 627	35 484	34 411
Limoulu, Québec		64 668	64 668	11 440	76 108	75 014
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	1 748	29 555	31 303	3 507	34 810	33 224
Maisonnette, Montréal	257	23 413	23 670	2 707	26 377	25 264
Marie-Victorin	767	26 880	27 647	11 926	39 573	34 848
Matane		6 590	6 590	4 657	11 247	11 035
Montmorency, Laval		26 473	26 473	2 909	29 382	28 203
Outaouais		42 424	42 424	2 164	44 588	42 358
Région de l'Amiante, Thetford Mines	716	16 536	17 252	5 698	22 950	22 955
Rimouski	2 588	34 482	37 070	3 795	40 865	39 842
Rivière-du-Loup		13 040	13 040	4 072	17 112	16 954
Rosemont, Montréal	8 346	16 555	24 901	3 962	28 863	28 091
St-Félicien	2 092	4 475	6 567	9 596	16 163	12 634
Ste-Foy	269	25 074	25 343	9 797	35 140	33 391
St-Hyacinthe		17 940	17 940	9 848	27 788	25 645
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	66	7 716	7 782	10 862	18 644	16 596
St-Jérôme	2 583	22 328	24 911	2 513	27 424	26 572
St-Laurent, Montréal		19 114	19 114	8 433	27 547	25 397
Sept-Îles		6 670	6 670	7 495	14 165	13 690
Shawinigan		13 154	13 154	3 668	16 822	16 767
Sherbrooke	3 067	29 051	32 118	2 505	34 623	33 651
Sorel-Tracy		8 800	8 800	6 317	15 117	14 802
Trois-Rivières	900	32 930	33 830	2 003	35 833	33 575
Valleyfield	712	15 913	16 625	6 388	23 013	22 906
Vanier, Montréal	660	32 749	33 409	2 812	36 221	35 355
Victoriaville	151	18 245	18 396	2 556	20 952	21 095
Vieux-Montréal	3 738	44 791	48 529	5 764	54 293	52 624
	62 413	1 076 971	1 139 384	281 544	1 420 928	1 351 581
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseigne- ment général et professionnel du Québec		1 156	1 156		1 156	12 201
	62 413	1 075 815	1 138 228	281 544	1 419 772	1 339 380

DÉTAILS DES ENGAGEMENTS (suite)
UNIVERSITÉS

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Éducation.

B Pour autres dépenses en capital.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994
Bishop's, Lennoxville		7 000	7 000	3 240	10 240	9 436
Concordia, Montréal	25 053	90 024	115 077	35 121	150 198	146 048
École des hautes études commerciales, Montréal		19 690	19 690	30 234	49 924	29 394
École polytechnique, Montréal	15 625	55 059	70 684	5 806	76 490	74 037
Laval, Ste-Foy	39 212	167 016	206 228	40 173	246 401	223 399
McGill, Montréal	58 734	137 066	195 800	36 418	232 218	217 978
Montréal	71 176	195 835	267 011	27 547	294 558	263 945
Sherbrooke	23 414	72 419	95 833	5 576	101 409	99 121
Université du Québec	74 313	394 945	469 258	144 642	613 900	547 207
	307 527	1 139 054	1 446 581	328 757	1 775 338	1 610 565
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec		10 559	10 559		10 559	9 694
	<u>307 527</u>	<u>1 128 495</u>	<u>1 436 022</u>	<u>328 757</u>	<u>1 764 779</u>	<u>1 600 871</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ou la ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour autres dépenses en capital.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994
						(Reclassé)
Alma:						
Hôtel-Dieu d'Alma 1964	1 270		1 270		1 270	1 270
Foyer Normandie d'Alma				1 586	1 586	1 567
Amos:						
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos		8 439	8 439		8 439	8 816
Clair-Foyer Inc.		1 405	1 405		1 405	1 488
Amqui: Centre hospitalier d'Amqui				3 813	3 813	
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos		1 965	1 965		1 965	2 017
Baie-Comeau:						
Centre d'accueil N.A. Labrie		2 700	2 700		2 700	2 700
Centre hospitalier régional Baie-Comeau		6 975	6 975	21 854	28 829	7 284
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord				7 707	7 707	7 785
Baie-St-Paul: Centre hospitalier de Charlevoix		1 094	1 094		1 094	1 142
Beaconsfield: Promotions sociales Taylor-Thibodeau (Les)				520	520	533
Beauharnois: Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or				327	327	347
Beauport:						
Centre hospitalier Robert-Giffard		20 603	20 603	2 278	22 881	23 563
Clinique Roy-Rousseau		1 007	1 007		1 007	1 051
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		2 331	2 331		2 331	2 434
Bernierville: Hôpital St-Julien		3 184	3 184	48	3 232	3 293
Bromptonville: Foyer de Bromptonville Inc.				1 232	1 232	
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham		2 236	2 236		2 236	2 346
Cap-aux-Meules: Centre hospitalier de l'Archipel		38 479	38 479	562	39 041	40 953
Cap-Chat: Centre d'accueil de Cap-Chat				3 445	3 445	3 417
Cap-de-la-Madeleine:						
Foyer Père-Frédéric Inc.		829	829	4 998	5 827	6 300
Hôpital Cloutier		8 812	8 812	65	8 877	9 059
Chambly: Les Centres jeunesse de la Montérégie		1 338	1 338		1 338	1 394
Chandler: Centre hospitalier de Chandler		4 591	4 591		4 591	4 806
Charlesbourg:						
Foyer de Charlesbourg Inc.		1 703	1 703		1 703	1 920
Institut des sounds de Charlesbourg Inc.		1 282	1 282	610	1 892	1 945
Centre de réadaptation la Triade		274	274		274	287
Charmy: Centre hospitalier Paul-Gilbert		9 940	9 940		9 940	10 397
Chibougamau: Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nord-du-Québec				1 253	1 253	967

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994 (Reclassé)
Chicoutimi:						
Beaunoir de Chicoutimi Inc.		879	879		879	925
Hôpital de Chicoutimi Inc.		11 988	11 988	10 134	22 122	22 682
Institut Roland-Saucier		2 167	2 167		2 167	2 212
Institut St-Georges Inc.				1 408	1 408	1 505
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-St-Jean				10 824	10 824	15 845
Chisasibi: Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James		1 200	1 200	4 974	6 174	6 862
Coaticook: Centre hospitalier de Coaticook		903	903	3 575	4 478	4 514
Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent: Centre de santé de la Basse-Côte-Nord		24 332	24 332		24 332	26 419
Côte-Saint-Luc: Centre hospitalier gériatrique Maimonides		5 012	5 012		5 012	5 245
Cowansville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins		2 675	2 675	6 821	9 496	3 057
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		3 176	3 176		3 176	3 324
Drummondville:						
Centre hospitalier Georges-Frédéric		3 720	3 720	13	3 733	3 885
Hôpital Ste-Croix		6 029	6 029		6 029	6 303
Pavillon Laforest Inc.		6 518	6 518		6 518	6 860
Fleurimont: Centre hospitalier Universitaire de Sherbrooke		7 483	7 483	13 782	21 265	10 215
Forestville: CLSC de Forestville		749	749		749	782
Fort-Coulonge:						
Manoir du Sacré-Coeur				1 768	1 768	1 761
CLSC Pontiac				1 499	1 499	106
Gaspé:						
Centre hospitalier Mgr-Ross		2 143	2 143	2 661	4 804	5 025
Centre local de services communautaires de la Pointe		1 210	1 210		1 210	1 210
Hôtel-Dieu de Gaspé		4 361	4 361		4 361	4 541
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				4 234	4 234	3 597
Gatineau:						
Centre hospitalier de Gatineau		36 514	36 514	10 201	46 715	48 909
Centre hospitalier de Gatineau Memorial				7 221	7 221	7 201
Gracefield: Foyer d'accueil de Gracefield				1 573	1 573	1 251
Granby:						
Centre Butters Inc.		1 486	1 486		1 486	1 553
Centre hospitalier de Granby		4 743	4 743	5 512	10 255	4 856
Villa Bonheur				837	837	875
Grandes-Bergeronnes: Foyer Monseigneur-Gendron Inc.		323	323	241	564	4 888
Grand-Mère: Centre hospitalier Laflèche-Grand-Mère		2 303	2 303	3 067	5 370	5 466
Greenfield Park: Hôpital Charles-Lemoyne		7 797	7 797		7 797	8 158
Havre-St-Pierre:						
Centre de santé Saint-Jean-Eudes		1 600	1 600		1 600	1 673
Foyer de Havre-St-Pierre Inc.				1 693	1 693	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994 (Reclassé)
Huberdeau: Accueil Vert-Pré d'Huberdeau		309	309		309	330
Hull:						
Centre de réadaptation Les jeunes de l'Outaouais				1 330	1 330	1 343
Centre hospitalier régional de l'Outaouais		14 909	14 909		14 909	15 577
Centre hospitalier Pierre-Janet (La corporation du)		2 400	2 400		2 400	2 400
Centre local de services communautaires de Hull		1 382	1 382		1 382	1 444
Hôpital de la Piéta						8 016
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais				7 983	7 983	8 706
Iberville: Résidence Champagnat d'Iberville Inc.		1 806	1 806	607	2 413	2 498
Joliette: Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière				6 901	6 901	5 539
Jonquière:						
Centre hospitalier Jonquière		3 456	3 456		3 456	3 568
Centre gériatrique Jonquière				2 040	2 040	
Kingsey Falls: Foyer Kingsey Falls Inc.		332	332		332	332
Kuujuaq:						
Centre de santé Tulattavik de l'Ungava				1 041	1 041	
Hôpital Ungava		7 070	7 070	3 883	10 953	11 418
Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik				3 660	3 660	3 658
La Baie:						
Centrant				647	647	663
Hôpital de la Baie-des-Ha!-Ha! Inc.		1 655	1 655	5 036	6 691	7 022
Lac-Échemin: Sanatorium Bégin		1 015	1 015		1 015	1 066
Lachine:						
Centre d'accueil de Lachine (Corporation du)				4 911	4 911	5 637
Centre hospitalier de Lachine		15 823	15 823	98	15 921	17 305
Hôpital général de Lachine				1 351	1 351	1 283
Lachute: Hôpital d'Argenteuil		10 000	10 000	383	10 383	9 777
Lac-Mégantic:						
Centre hospitalier Lac-Mégantic				2 510	2 510	2 360
La Maison Paternelle				326	326	331
La Malbaie:						
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie		7 774	7 774	487	8 261	8 602
C.H.S.L.D. de la MRC de Charlevoix-Est				7 213	7 213	
L'Annonciation: Centre hospitalier des Laurentides et Centre d'accueil et de réadaptation des Hautes-Vallées		1 331	1 331	2 185	3 516	3 481
L'Assomption: Les Centres d'accueil du Chemin du Roy		572	572		572	665
La Pocatière: Hôpital Notre-Dame-de-Fatima		413	413		413	432
LaSalle: Hôpital Général LaSalle		6 382	6 382	26 077	32 459	31 720
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise de La Sarre		850	850		850	895
La Tuque:						
C.L.S.C. du Haut St-Maurice				259	259	265
Hôpital St-Joseph de La Tuque		1 144	1 144		1 144	1 196

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994 (Reclassé)
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		861	861		861	902
Laval:						
Centre de réadaptation Cartier		1 699	1 699	31	1 730	2 579
Centre de séjour Laval Inc.				1 341	1 341	1 276
Centre local de services communautaires du Marigot		1 265	1 265		1 265	1 320
Centre local de services communautaires de Ste-Rose-de-Laval		1 531	1 531		1 531	1 598
Cité de la santé de Laval		11 687	11 687	45 534	57 221	55 703
Hôpital Juif de réadaptation		1 094	1 094	1 052	2 146	2 190
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval				8 865	8 865	3 734
Les Escoumins: Centre de santé de la Haute Côte-Nord		3 391	3 391		3 391	3 460
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis		8 010	8 010	10 067	18 077	19 158
L'Islet-sur-Mer: Foyer Bon secours Inc.				469	469	471
Longueuil:						
Centre d'accueil Le Manoir Trinité		1 685	1 685	294	1 979	2 061
Centre hospitalier Pierre Boucher		35 074	35 074		35 074	36 638
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie				25 345	25 345	28 851
Loretteville: Foyer de Loretteville Inc.				3 095	3 095	3 080
Louiseville: C.H.S.L.D. de la MRC de Maskinongé		400	400	2 372	2 772	2 790
Magog: Hôpital La Providence de Magog				1 436	1 436	
Malartic: Villa St-Martin Inc.				3 004	3 004	2 920
Maniwaki:						
Centre hospitalier de Maniwaki (La Corporation du)		951	951	10 059	11 010	10 981
Foyer Père Guinard				2 626	2 626	2 297
Maria:						
Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs		4 790	4 790	6 710	11 500	11 660
Résidence St-Joseph				677	677	671
Marieville: Centre d'accueil de Rouville				4 965	4 965	4 964
Matagami: Centre de santé Isle-Dieu		800	800		800	840
Matane:						
Centre hospitalier de Matane		7 774	7 774	18 228	26 002	8 063
C.L.S.C. de Matane		358	358		358	375
Matapédia: C.L.S.C. Malauze				3 677	3 677	3 659
Mont-Joli: Hôpital de Mont-Joli Inc.		1 360	1 360		1 360	1 422
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix		2 940	2 940	6 907	9 847	10 591
Montmagny:						
Foyer d'Youville		1 795	1 795		1 795	1 880
Hôtel-Dieu de Montmagny		4 534	4 534	4 913	9 447	9 474
Montréal:						
Boscoville		1 181	1 181		1 181	1 232
Centre d'accueil Charleroi				19	19	103
Centre d'accueil Juif				14 385	14 385	14 846
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau		1 617	1 617		1 617	1 694

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994 (Reclassé)
Montréal: (suite)						
Centre de santé St-Henri Inc.		3 039	3 039		3 039	3 178
Centre de soins prolongés de Montréal (Le)				585	585	596
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		4 206	4 206	2 148	6 354	6 223
Centre hospitalier Fleury		6 747	6 747	12 786	19 533	18 593
Centre hospitalier Jacques-Viger		5 651	5 651	963	6 614	6 730
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau		3 922	3 922	321	4 243	4 434
Centre hospitalier Juif de l'Espérance				2 487	2 487	2 328
Centre hospitalier de St-Mary's		4 671	4 671	3 941	8 612	6 495
Centre hospitalier St-Michel (Corporation du)		5 623	5 623		5 623	5 870
Centres jeunesse de Montréal-Centre de la Cité des Prairies (Les)		3 295	3 295	960	4 255	3 538
Centre local de services communautaires Rivière-des-Prairies		1 434	1 434		1 434	1 497
Centre local de services communautaires St-Henri		1 398	1 398		1 398	1 459
Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		2 198	2 198		2 198	2 298
Centre Mackay						500
École Mont St-Antoine Inc.		2 398	2 398		2 398	2 786
Foyer Presbytérien St-Andrew Inc.				4 867	4 867	4 842
Foyer Rousselot				582	582	556
Hôpital Chinois de Montréal (1963)		2 330	2 330		2 330	2 440
Hôpital Douglas				3 163	3 163	2 971
Hôpital Général de Montréal		12 403	12 403	4 718	17 121	17 956
Hôpital Général Juif Sir-Mortimer-B.-Davis		11 720	11 720	11 006	22 726	18 363
Hôpital Jean-Talon		13 825	13 825	7 408	21 233	21 818
Hôpital Louis-H. Lafontaine		4 714	4 714	981	5 695	5 169
Hôpital Maisonneuve-Rosemont		7 682	7 682	35 827	43 509	42 825
Hôpital Marie-Clarac		1 320	1 320		1 320	1 380
Hôpital Marie-Enfant		1 364	1 364		1 364	1 423
Hôpital de Montréal pour Enfants		4 086	4 086		4 086	4 328
Hôpital Mont-Sinaï	939	1 710	2 649	15 580	18 229	17 122
Hôpital neurologique de Montréal		4 238	4 238		4 238	5 420
Hôpital Notre-Dame	1 000	19 499	20 499	50 183	70 682	69 373
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.		2 633	2 633	19 975	22 608	22 764
Hôpital Rivière-des-Prairies		2 613	2 613	7 095	9 708	9 668
Hôpital Royal Victoria		4 017	4 017		4 017	4 200
Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal		17 822	17 822	15 215	33 037	21 838
Hôpital St-Charles Borromée		5 856	5 856	9 605	15 461	15 710
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc		3 417	3 417		3 417	3 461
Hôpital Ste-Justine		17 202	17 202	6 581	23 783	24 217
Hôpital St-Luc		14 435	14 435	1 174	15 609	15 379
Hôpital Santa-Cabrini		1 880	1 880	10 503	12 383	11 853
Hôtel-Dieu de Montréal		15 898	15 898	108	16 006	16 662
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être Inc.		1 462	1 462	1 765	3 227	3 365
Institut de cardiologie de Montréal		5 506	5 506	2 881	8 387	8 760
Institut Philippe-Pinel de Montréal		2 680	2 680		2 680	2 752
Institut de réadaptation de Montréal				5 046	5 046	
Institut de recherches cliniques de Montréal				16 397	16 397	12 967
Manoir de l'Âge d'Or				5 800	5 800	5 481
Régie régionale de la santé et des services sociaux Montréal-Centre		7 745	7 745	99 837	107 582	114 440
Résidence Jean-de-la-Lande Inc.		4 547	4 547	2 173	6 720	6 951
Villa Notre-Dame-de-Grâce		767	767		767	762
Nicolet:						
Hôpital du Christ-Roi		2 637	2 637	8 916	11 553	2 736
Foyer de Nicolet				798	798	805
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac				6 756	6 756	
Paspébiac: Centre local de services commu- nautaires Chaleurs		2 050	2 050	27	2 077	2 092

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994 (Reclassé)
Pierrefonds:						
Centre Rose-Virginie Pelletier		1 558	1 558	63	1 621	1 601
Centre Ste-Hélène	169		169		169	
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable		2 180	2 180		2 180	2 284
Pohénégamook: Centre local de services communautaires des Frontières		1 972	1 972		1 972	2 057
Pointe-Claire: Hôpital Général du Lakeshore		1 589	1 589	32 987	34 576	34 411
Princeville: Foyer St-Eusèbe Inc.						26
Puvirnituq: Centre hospitalier de la Baie-d'Hudson		5 864	5 864	5 898	11 762	11 945
Québec:						
Centre d'hébergement Notre-Dame-de-Lourdes et St-Charles				5 327	5 327	5 286
Hôpital de l'Enfant-Jésus	27 726		27 726	57 585	85 311	80 138
Hôpital Général de Québec	2 069		2 069		2 069	2 159
Hôpital Jeffery Hale				4 177	4 177	4 077
Hôpital St-François-d'Assise	20 816		20 816	5 661	26 477	26 465
Hôpital du St-Sacrement	5 119		5 119	19 822	24 941	24 753
Hôtel-Dieu de Québec (L')	18 868		18 868	318	19 186	19 129
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec	942		942		942	985
Pavillon St-Charles de Limoilou	1 260		1 260		1 260	1 323
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec				44 227	44 227	43 448
Repentigny: Centre hospitalier Le Gardeur		33 032	33 032	2 746	35 778	37 368
Richmond: Foyer Richmond Inc.				2 477	2 477	2 484
Rigaud: Foyer de Rigaud Inc.				399	399	410
Rimouski:						
Centre d'accueil Relais Jeune Est				1 775	1 775	1 684
Centre hospitalier régional de Rimouski		7 826	7 826	38 611	46 437	8 188
Foyer de Rimouski Inc.		608	608		608	633
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-St-Laurent				11 111	11 111	13 166
Rivière-du-Loup:						
Centre hospitalier régional du Grand-Portage	1 000	3 648	4 648		4 648	4 800
Hôpital St-Joseph de Rivière-du-Loup				455	455	470
Rivière-ouelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin		304	304		304	317
Roberval:						
Hôtel-Dieu de Roberval		2 612	2 612		2 612	2 726
Institut Lachenaie Inc.				6 179	6 179	6 231
Rock Forest: Institut Val-du-Lac Inc.		222	222	4	226	259
Rouyn-Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda		14 121	14 121	3 085	17 206	17 556
Maison Pie-XII		86	86		86	90
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue				6 538	6 538	7 192
Ste-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		5 432	5 432	884	6 316	6 597
St-Alexandre: Foyer Villa Maria Inc.		336	336		336	351

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994 (Reclassé)
St-André: Foyer Desjardins				30	30	30
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation		1 656	1 656		1 656	1 428
St-Anne-des-Monts:						
Hôpital des Monts		3 102	3 102		3 102	3 247
Centre de réadaptation de la Gaspésie		440	440		440	552
St-Anselme: Pavillon de l'Âge d'Or St-Anselme Inc.				2 157	2 157	2 154
St-Apollinaire: La Lignée Lotbinière				1 668	1 668	1 814
St-Célestin: Foyer St-Célestin				5 694	5 694	5 909
St-Charles-Borromée: Centre hospitalier régional Delanaudière	1 760	23 571	25 331		25 331	26 435
St-Claire: Villa Prévost Inc.		402	402		402	418
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		1 464	1 464	38 144	39 608	37 475
St-Félicien: Foyer de la Paix Inc.				283	283	265
St-Foy:						
Centre Cardinal-Villeneuve Inc.		1 419	1 419	15	1 434	1 492
Centre hospitalier de l'Université Laval		18 044	18 044	13 010	31 054	31 688
Corporation d'hébergement du Québec	74 973	1 397 433	1 472 406	236 961	1 709 367	1 518 645
Hôpital Laval		8 915	8 915	5 337	14 252	11 516
St-Hyacinthe:						
Les Pavillons Bois-Joly Inc.		363	363		363	367
Réseau santé Richelieu-Yamaska		13 711	13 711	8 584	22 295	22 934
St-Jacques: C.H.S.L.D. Montcalm		386	386		386	403
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu		11 569	11 569		11 569	12 077
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires Trois-Saumons		1 216	1 216	1 592	2 808	1 280
St-Jérôme:						
Hôtel-Dieu de St-Jérôme		31 610	31 610	266	31 876	32 593
Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides				13 238	13 238	20 273
St-Jovite: L'Accueil St-Jovite Inc.				2 941	2 941	2 888
St-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent		3 864	3 864		3 864	4 069
St-Liguori: Foyer St-Liguori				825	825	822
St-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir de la Pointe-Bleue (1978)		1 515	1 515	69	1 584	1 626
St-Marie:						
C.H.S.L.D. Nouvelle-Beauce		393	393		393	411
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches				10 927	10 927	10 626
St-Raphaël: Foyer St-Raphaël Inc.				1 650	1 650	1 627
St-Raymond:						
Centre régional d'hébergement et de santé de Portneuf		1 150	1 150	12 607	13 757	13 232

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994
						(Reclassé)
St-Romuald: Foyer Chanoine Audet Inc.				3 586	3 586	3 573
Ste-Thècle: Foyer de St-Thècle Inc.				2 666	2 666	2 654
St-Tite: Foyer Mgr-Paquin Inc.				301	301	281
Salaberry-de-Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield		33 134	33 134	955	34 089	36 089
Senneterre: Centre de santé Le Minordet				1 485	1 485	
Sept-Îles: Foyer d'hébergement de Sept-Îles Inc. Hôpital de Sept-Îles		377 14 925	377 14 925	4 286	4 663 14 925	4 682 15 370
Shawinigan: C.H.S.L.D. du Centre-de-la-Mauricie Foyer Dehauffe		857	857	275	857 275	890 277
Shawinigan-Sud: Centre hospitalier régional de la Mauricie		6 063	6 063	2 458	8 521	8 779
Shawville: L'Hôpital communautaire du Pontiac Inc.		14 357	14 357	19	14 376	15 112
Sherbrooke: Centre de réadaptation Estrie Inc. Centre hospitalier de Sherbrooke Foyer St-Joseph de Sherbrooke Hôpital d'Youville de Sherbrooke (Corporation de L') Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke Hôtel-Dieu de Sherbrooke Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie Relais St-François Inc. Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.		411	411	1 107 520 4 406 2 501 6 685	411 1 107 520 7 468 2 501 18 604	428 489 7 535 2 610 18 787
				9 795	9 795	13 895
		408	408		408	416
		542	542	2 438	2 980	967
Sillery: Saint-Brigid's Home Inc.				2 347	2 347	
Sorel: Foyer Richelieu Hôpital général de Sorel Hôtel-Dieu de Sorel				490 3 211	490 3 211	515 3 159
		4 857	4 857		4 857	5 078
Témiscaming: Centre de santé de Témiscaming		1 035	1 035		1 035	1 080
Thetford Mines: Hôpital Général de la Région de l'Amiante Inc. Résidence Denis Marcotte		7 755	7 755	5 273 2 641	13 028 2 641	13 561 2 481
Trois-Pistoles: Centre hospitalier Trois-Pistoles		1 204	1 204		1 204	1 321
Trois-Rivières: Centre hospitalier Cooke Centre hospitalier Ste-Marie Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières Foyer Joseph-Denys Inc. Régie régionale de la santé et des services sociaux de Mauricie-Bois-Francs Ville Joie St-Dominique				440 17 864 4 249	440 19 779 19 347	390 17 455 18 982
		1 915 15 098 274	1 915 15 098 274		274	287
				17 548 1 948	17 548 1 948	18 329 2 014
Val-d'Or: Centre hospitalier de Val-d'Or Centre d'orientation l'Étape Inc. Foyer de Val-d'Or Inc.		6 015	6 015	941 6 898	6 015 941 6 898	6 095 890 6 855

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1995	1994 (Reclassé)
Vanier: Hôpital Christ-Roi		1 967	1 967	3 471	5 438	2 053
Verdun:						
Centre hospitalier de Verdun		7 319	7 319		7 319	7 670
Hôpital Champlain de Verdun		2 019	2 019	13 372	15 391	15 479
Hôpital Douglas		7 880	7 880	204	8 084	8 452
Société d'habitation de Verdun				14 602	14 602	14 603
Victoriaville-Arthabaska:						
Centre hospitalier des Bois-Francs		4 117	4 117		4 117	4 138
Centre d'accueil l'Ermitage				1 272	1 272	1 279
Hôtel-Dieu d'Arthabaska		3 108	3 108		3 108	3 245
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille		4 363	4 363	142	4 505	4 695
Warwick: Foyer Étoile d'Or Inc.				1 341	1 341	1 307
Weedon: Foyer de Weedon Inc.				3 965	3 965	3 808
Westmount:						
Centre d'accueil Horizons de la jeunesse		811	811	33	844	1 347
Hôpital Reddy Memorial (Corporation de L')		2 685	2 685	2 147	4 832	2 796
Windsor: C.H.S.L.D. du Val St-François		700	700	2 878	3 578	3 602
Wotton: Centre d'accueil de Wotton				1 233	1 233	1 229
	81 111	2 511 415	2 592 526	1 537 546	4 130 072	3 817 136
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec		62	62		62	15 441
	81 111	2 511 353	2 592 464	1 537 546	4 130 010	3 801 695

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1995	1994
					(Redressé)
Municipalités					
Montréal Métropolitain					
Beaconsfield	151		105	256	268
Beauharnois	8 640			8 640	8 826
Beloeil	1 617		1 024	2 641	2 330
Blainville	3 247		372	3 619	3 720
Boisbriand	13 493		817	14 310	14 081
Bois-des-Filions	633		264	897	905
Boucherville	32 376			32 376	31 679
Brossard	30 175			30 175	29 545
Cardiac	13 036			13 036	13 503
Carignan	851			851	225
Chambly	18 426		113	18 539	18 141
Charlemagne	620			620	194
Châteauguay	43 387			43 387	43 438
Côte-Saint-Luc			995	995	1 037
Delson	6 722			6 722	6 941
Deux-Montagnes	4 192			4 192	3 391
Dollard-des-Ormeaux			928	928	950
Dorion	6 140			6 140	5 959
Greenfield Park	10 783			10 783	10 563
Lachenaie	2 982		780	3 762	1 501
Lachine			88	88	92
La Plaine	1 275			1 275	1 089
La Prairie	11 874		985	12 859	13 323
LaSalle	1 984		80	2 064	2 098
Laval	155 887		3 259	159 146	161 330
Le Gardeur	1 521			1 521	759
LeMoyne	2 690			2 690	2 644
L'Île-Perrot	12 667			12 667	12 180
Longueuil	106 785		13 667	120 452	119 464
Lorraine	786			786	788
Maple Grove	2 966			2 966	2 916
Mascouche	3 921			3 921	1 459
McMasterville	313			313	243
Melocheville	4 121			4 121	4 103
Mercier	665			665	637
Mirabel	8 267			8 267	6 028
Montréal			10 254	10 254	10 820
Montréal-Est			277	277	284
Mont-Saint-Hilaire	811			811	554
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	7 747			7 747	7 551
Oka	2 550			2 550	2 490
Otterburn Park	409			409	265
Pincourt	11 948			11 948	11 798
Pointe-des-Cascades	111			111	112
Repentigny	13 343		2 424	15 767	15 857
Richelieu	2 136			2 136	2 073
Rosemère	1 429			1 429	1 278
Sainte-Anne-des-Plaines	4 511			4 511	581
Saint-Basile-Le-Grand	497		751	1 248	1 094
Saint-Bruno-de-Montarville	1 650			1 650	1 119
Sainte-Catherine	6 929			6 929	7 172
Saint-Constant	9 162			9 162	9 296
Saint-Eustache	31 326			31 326	27 523
Saint-Hubert	45 248			45 248	44 200
Saint-Isidore	41			41	28
Saint-Joseph-du-Lac	164			164	55

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sment des eaux	Infra- structures	Autres	1995	1994
					(Redressé)
Sainte-Julie	2 977			2 977	2 977
Saint-Lambert	11 353			11 353	11 109
Saint-Lazare	1 006			1 006	350
Saint-Mathias-sur-Richelieu	255			255	259
Saint-Mathieu-de-Beloeil	37			37	37
Saint-Philippe	507			507	83
Saint-Placide	275			275	276
Saint-Sulpice	3 420			3 420	3 390
Sainte-Thérèse	4 008		977	4 985	5 052
Terrasse-Vaudreuil	3 387			3 387	3 351
Terrebonne	25 098			25 098	10 690
Varenes	6 920			6 920	6 917
Vaudreuil	6 126			6 126	5 923
Québec Métropolitain					
Beauport	3 900		442	4 342	4 361
Bernières	2 014			2 014	333
Boischatel	320			320	260
Cap-Rouge	1 258			1 258	1 255
Charlesbourg	4 509		1 091	5 600	5 668
Charny	857			857	760
Château-Richer	179			179	145
Fossambault-sur-le-Lac	2 726			2 726	2 704
Lac-Beauport	14		435	449	14
Lac-Delage	2 208			2 208	2 187
Lac-Saint-Charles	589			589	607
L'Ancienne-Lorette	1 020		1 075	2 095	2 121
L'Ange-Gardien	274			274	223
Lévis	45 158		365	45 523	44 896
Loretteville	2 081			2 081	2 020
Pintendre	2 817			2 817	2 800
Québec	5 247		7 663	12 910	9 570
Saint-Augustin-de-Desmaures	2 438		721	3 159	3 161
Sainte-Brigitte-de-Laval	3 368			3 368	3 363
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	2 902			2 902	2 897
Saint-Émile	362			362	363
Saint-Étienne-de-Beaumont	1 332			1 332	1 268
Saint-Étienne-de-Lauzon	1 412			1 412	1 412
Sainte-Foy	10 058			10 058	10 013
Saint-Jean-Chrysostome	4 292			4 292	4 292
Saint-Lambert-de-Lauzon	182			182	97
Saint-Nicolas	581		254	835	665
Saint-Pierre	73			73	17
Saint-Rédempteur	513			513	460
Saint-Romuald	13 485		626	14 111	8 060
Sillery			904	904	940
Stoneham-et-Tewkesbury	4 329			4 329	4 333
Val-Bélair	961		534	1 495	1 525
Vanier	1 681			1 681	1 619
Diverses circonscriptions électorales					
Abitibi-Est	24 804		2 615	27 419	22 022
Abitibi-Ouest	23 393		2 986	26 379	14 652
Argenteuil	5 963		554	6 517	6 097
Arthabaska	32 684		1 752	34 436	32 917
Beauce-Nord	37 309		1 592	38 901	36 445
Beauce-Sud	40 343			40 343	40 223
Beauharnois-Huntingdon	27 349			27 349	16 156
Bellechasse	21 938		356	22 294	19 867

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1995	1994
					(Redressé)
Berthier	24 220			24 220	15 418
Bertrand	25 523		86	25 609	24 234
Bonaventure	48 746		2 484	51 230	39 019
Borduas	4 062			4 062	4 063
Brome-Missisquoi	34 317		982	35 299	33 684
Champlain	20 751		1 645	22 396	21 098
Chapleau	1 710		6 029	7 739	7 493
Charlevoix	22 030		361	22 391	20 336
Chauveau			484	484	499
Chicoutimi	37 985		828	38 813	36 830
Chutes-de-La-Chaudière			847	847	870
Deux-Montagnes			473	473	485
Drummond	26 239		768	27 007	21 347
Dubuc	31 864		1 263	33 127	32 763
Duplessis	8 836		33 474	42 310	35 734
Frontenac	37 353		321	37 674	37 722
Gaspé	19 626			19 626	15 753
Gatineau	8 822			8 822	8 776
Hull	1 271		49	1 320	1 366
Iberville	43 890		311	44 201	39 618
Îles-de-La-Madeleine	6 106			6 106	3 748
Johnson	35 336		742	36 078	31 930
Joliette	22 434			22 434	20 847
Jonquière	29 572			29 572	29 556
Kamouraska-Témiscouata	22 546			22 546	22 277
Labelle	36 761		405	37 166	35 598
Lac-Saint-Jean	44 114		1 736	45 850	43 539
L'Assomption	6 761			6 761	6 754
Laviolette	27 056			27 056	26 264
Lévis	5 759		663	6 422	6 116
Lotbinière	8 539		260	8 799	8 382
Maskinongé	31 490		405	31 895	27 257
Masson			390	390	422
Matane	21 284			21 284	17 504
Matapédia	30 060		492	30 552	23 482
Mégantic-Compton	47 425		76	47 501	35 303
Montmagny-L'Islet	28 470		248	28 718	22 701
Montmorency			255	255	266
Nelligan			425	425	457
Nicolet-Yamaska	21 130		791	21 921	14 122
Orford	32 266		3 263	35 529	35 958
Papineau	8 859		809	9 668	8 808
Pontiac	7 544			7 544	7 283
Portneuf	24 938		925	25 863	22 124
Prévost	9 422		3 863	13 285	12 458
Richelieu	42 835			42 835	41 953
Richmond	28 620			28 620	26 132
Rimouski	48 812		2 953	51 765	49 309
Rivière-du-Loup	24 464		1 167	25 631	24 903
Roberval	42 959		551	43 510	41 729
Rousseau	16 760		1 173	17 933	17 795
Rouyn-Noranda - Témiscamingue	38 627		3 339	41 966	39 395
Saguenay	37 720			37 720	35 910
Saint-François	21 024			21 024	20 908
Saint-Hyacinthe	49 362		1 123	50 485	50 223
Saint-Jean	24 761		432	25 193	13 650
Saint-Maurice	11 810		2 159	13 969	9 087
Salaberry-Soulanges	49 039		763	49 802	41 570
Shefford	33 349		4 806	38 155	38 311
Sherbrooke	64 697		3 740	68 437	68 789
Terrebonne			276	276	287

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1995	1994
					(Redressé)
Trois-Rivières	59 579		3 206	62 785	62 509
Ungava	11 720		657	12 377	12 024
Vaudreuil	4 996			4 996	5 003
Verchères	14 710		459	15 169	13 870
	2 586 458		155 082	2 741 540	2 508 323
Moins: montant inscrit au passif - "Provision pour financer l'assainissement des eaux"	130 816			130 816	88 364
	2 455 642		155 082	2 610 724	2 419 959
Organismes municipaux					
Communauté urbaine de Montréal	806 485		719 417	1 525 902	1 503 124
Communauté urbaine de l'Outaouais	56 992			56 992	58 131
Communauté urbaine de Québec	307 079			307 079	315 907
Corporation intermunicipale de transports des Forges			1 785	1 785	1 833
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec			2 735	2 735	3 173
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay			4 969	4 969	3 878
Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke			2 780	2 780	2 966
Régie intermunicipale de transport en commun du Centre de la Mauricie			258	258	343
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal			234 883	234 883	225 025
Société de transport de la Communauté urbaine de Québec			29 122	29 122	24 769
Société de transport de l'Outaouais			18 770	18 770	16 513
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal			55 899	55 899	58 283
Société de transport de Ville de Laval			20 156	20 156	20 672
	1 170 556		1 090 774	2 261 330	2 234 617
Moins: montant inscrit au passif - "Provision pour financer l'assainissement des eaux"	31			31	24
	1 170 525		1 090 774	2 261 299	2 234 593
	3 626 167		1 245 856	4 872 023	4 654 552

DÉTAIL DES ENGAGEMENT (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1995	1994
		(Redressé)
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	11 610	11 610
Musée d'Art contemporain de Montréal	12 115	4 944
Musée de la Civilisation	30 039	34 494
Musée du Québec	33 926	34 059
Radio-Québec	13 486	10 650
Société générale des industries culturelles	8 493	
Société du Grand Théâtre de Québec	9 359	6 290
Société de la Place des Arts de Montréal	109 168	115 571
Société québécoise d'assainissement des eaux	8	8
	<u>228 204</u>	<u>217 626</u>
Divers autres organismes	117 818	101 963
	<u><u>346 022</u></u>	<u><u>319 589</u></u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1995	1994
					(Redressé)
Municipalités					
Montréal Métropolitain					
Anjou		5 361		5 361	
Baie-d'Urfé		156		156	
Beaconsfield	29	618		647	29
Beauharnois	95	370		465	102
Beloeil	16 680	1 062		17 742	168
Blainville	6 808	802		7 610	6 841
Boisbriand	1 928	513		2 441	2 348
Bois-des-Filion	2 771	359		3 130	2 788
Boucherville	1 880	148		2 028	1 519
Brossard	2 296	5 352		7 648	1 911
Candiac	1	709	2 473	3 183	1
Carignan	151	284	527	962	1 305
Chambly	301	2 383		2 684	771
Charlemagne	6 557	262		6 819	6 935
Châteauguay	415			415	3 072
Delson		428		428	35
Deux-Montagnes	780	747		1 527	1 698
Dollard-des-Ormeaux		1 935		1 935	
Dorion	846			846	1 033
Dorval		896		896	
Greenfield Park	1 101	1 012		2 113	964
Hampstead		414		414	
Hudson		230		230	
Kirkland		1 003		1 003	
Lachenaie	14 815	864		15 679	14 821
Lachine		2 022		2 022	13
La Plaine	173	606		779	366
La Prairie	2	1 126		1 128	2
LaSalle	398	6 618		7 016	485
Laval	100 164	21 254		121 418	11 306
Le Gardeur	7 320	789		8 109	8 013
LeMoyne	112	62		174	85
Léry		47		47	
L'Île-Perrot	413			413	953
Longueuil	14 327			14 327	12 573
Lorraine	3 048	365		3 413	3 073
Maple Grove	1 219			1 219	1 271
Mascouche	10 134	204		10 338	12 610
McMasterville	3 671	300		3 971	36
Melocheville	37			37	57
Mercier	36			36	88
Mirabel	3 092	1 030		4 122	5 477
Montréal		64 112	1 792	65 904	4 418
Montréal-Est		1 500		1 500	
Montréal-Nord		1 719		1 719	
Montréal-Ouest		315		315	
Mont-Royal		898		898	
Mont-Saint-Hilaire	14 114	703		14 817	81
Notre-Dame-de-Bon-Secours		66		66	
Notre-Dame-de-L'Île-Perrot	1 896	76	141	2 113	2 317
Oka	274	147		421	392
Otterburn Park	8 027	347		8 374	39
Outremont		3 679	800	4 479	
Pierrefonds		850		850	
Pincourt	1 126		62	1 188	1 412
Pointe-Calumet		214	241	455	441
Pointe-Claire		1 585		1 585	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainissement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1995	1994 (Redressé)
Pointe-des-Cascades	67	183		250	71
Repentigny	13 297	21		13 318	13 403
Richelieu	60			60	116
Rosemère	5 160	1 029		6 189	5 340
Roxboro		937		937	
Saint-Amable		333	74	407	843
Sainte-Anne-de-Bellevue		192		192	
Sainte-Anne-des-Plaines	4 260	618		4 878	8 223
Saint-Basile-le-Grand	64	581		645	237
Saint-Bruno-de-Montarville	199	3 291		3 490	734
Sainte-Catherine	99	224		323	99
Saint-Constant	6	30		36	58
Saint-Eustache	3 413	1 797		5 210	8 157
Saint-Hubert	2 982	4 600		7 582	2 376
Saint-Isidore	11			11	29
Saint-Joseph-du-Lac	44	173	499	716	504
Sainte-Julie	1 019	1 183		2 202	1 020
Saint-Lambert	651	8 585		9 236	526
Saint-Laurent		5 151		5 151	
Saint-Lazare	6 418	519	16	6 953	125
Saint-Léonard		2 629		2 629	
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	285	425		710	716
Saint-Mathias-sur-Richelieu	57	34		91	57
Saint-Mathieu		84		84	
Saint-Mathieu-de-Beloeil	41	55		96	54
Saint-Philippe	4 287	15	1 500	5 802	1 716
Saint-Pierre		199	100	299	100
Saint-Placide	25	11	141	177	166
Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard		594		594	
Saint-Sulpice	551	34		585	653
Sainte-Thérèse	10 666	1 228		11 894	10 694
Senneville		45		45	
Terrasse-Vaudreuil	236	83	44	363	348
Terrebonne	16 068	1 680		17 748	30 631
Varenes	136	846		982	139
Vaudreuil	1 064	911		1 975	1 275
Vaudreuil-sur-le-Lac		12		12	
Verdun		980		980	
Westmount		1 610		1 610	
Québec Métropolitain					
Beauport	809	2 173		2 982	810
Bernières	4 396	827		5 223	146
Boischatel	175			175	554
Cap-Rouge	420	809		1 229	426
Charlesbourg	839	4 030		4 869	879
Charny	9 081	587		9 668	350
Château-Richer	98	49		147	139
Fossambault-sur-le-Lac	89	39	109	237	225
Lac-Beauport	37		617	654	1 088
Lac-Delage	117	16		133	141
Lac-Saint-Charles	294	431	566	1 291	1 008
Lac-Saint-Joseph		7		7	
L'Ancienne-Lorette	299			299	299
L'Ange-Gardien	150			150	213
Lévis	2 041	2 762	435	5 238	2 162
Loretteville	1 162			1 162	1 227
Pintendre	37			37	44
Québec	943	13 264	4 192	18 399	16 103
Saint-Augustin-de-Desmaures	310	4 084	180	4 574	1 312

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1995	1994
					(Redressé)
Sainte-Brigitte-de-Laval	485	135		620	492
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	288			288	290
Saint-Émile	115	397		512	115
Saint-Étienne-de-Beaumont	660			660	779
Saint-Étienne-de-Lauzon	311	416	184	911	588
Sainte-Foy	1 362	1 736		3 098	1 418
Sainte-Hélène-de-Breakerville					168
Saint-Jean-Chrysostome	25	729	369	1 123	558
Saint-Lambert-de-Lauzon	6	198	933	1 137	1 009
Saint-Nicolas	11 729			11 729	632
Sainte-Pétronille		48		48	
Saint-Pierre	138			138	196
Saint-Rédempteur	4 709			4 709	200
Saint-Romuald	6 910	875		7 785	13 680
Shannon		49		49	
Sillery		718		718	
Stoneham-et-Tewkesbury	387	209		596	400
Val-Bélair	441	1 985		2 426	434
Vanier	12	621		633	19
Diverses circonscriptions électorales					
Abitibi-Est	2 943	1 200	100	4 243	8 612
Abitibi-Ouest	19 277	2 576	496	22 349	32 648
Argenteuil	3 729	4 414	1 004	9 147	5 726
Arthabaska	1 627	1 910	156	3 693	3 484
Beauce-Nord	7 428	1 683	4 555	13 666	16 221
Beauce-Sud	2 088	2 279	550	4 917	3 734
Beauharnois-Huntingdon	11 794	1 677	237	13 708	24 254
Bellechasse	7 538	1 738	3 344	12 620	14 179
Berthier	16 125	2 064	1 622	19 811	23 709
Bertrand	18 989	1 600	676	21 265	3 342
Bonaventure	7 607	842	1 335	9 784	22 934
Borduas	113	363		476	113
Brome-Missisquoi	3 927	2 471	1 676	8 074	9 342
Chambly		137		137	273
Champlain	1 553	3 487	115	5 155	2 790
Chapleau	1 384	112		1 496	1 958
Charlevoix	6 600	3 811	245	10 656	9 380
Châteauguay		590		590	1 039
Chauveau			369	369	
Chicoutimi	15 663	3 585	3 100	22 348	18 650
Chutes-de-la-Chaudière		198	160	358	
Deux-Montagnes		113		113	
Drummond	33 182	3 039	983	37 204	37 426
Dubuc	3 631	2 164	49	5 844	5 325
Duplessis	28 973	3 361	18 337	50 671	28 889
Frontenac	3 957	2 831	2 147	8 935	7 344
Gaspé	31 592	4 101	5 584	41 277	22 026
Gatineau	1 406	2 450	1 197	5 053	3 539
Hull	811	8 534		9 345	841
Iberville	20 787	2 337	2 701	25 825	21 449
Îles-de-la-Madeleine	482	1 209	5 515	7 206	5 869
Jacques-Cartier		8 500	1 250	9 750	6 500
Johnson	5 986	904	1 046	7 936	10 921
Joliette	19 703	3 117	1 012	23 832	25 056
Jonquière	510	2 127		2 637	544
Kamouraska-Témiscouata	6 638	3 514	2 540	12 692	11 534
Labelle	5 377	1 248	732	7 357	7 631
Lac-Saint-Jean	5 519	1 915	231	7 665	3 875
L'Assomption	1 186	640		1 826	1 196

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1995	1994
					(Redressé)
Laviolette	2 375	2 458	775	5 608	5 024
Lévis	338	30		368	1 123
Lotbinière	1 799	1 690	465	3 954	2 889
Maskinongé	17 419	3 272	6 686	27 377	25 915
Masson		500	846	1 346	1 329
Matane	2 804	1 605	3 444	7 853	8 592
Matapédia	14 181	2 931	1 576	18 688	22 951
Mégantic-Compton	10 152	1 313	1 756	13 221	24 951
Montmagny-L'Islet	15 587	1 958	2 829	20 374	18 086
Montmorency		157		157	51
Nelligan					181
Nicolet-Yamaska	19 600	1 356	1 474	22 430	16 349
Orford	2 724	2 838	2 337	7 899	5 304
Papineau	19 865	2 307	1 345	23 517	5 039
Pontiac	1 109	2 988		4 097	3 733
Portneuf	10 626	2 475	3 878	16 979	17 153
Prévost	2 248	1 804	5 746	9 798	5 292
Richelieu	13 349	2 114	104	15 567	14 970
Richmond	5 420	2 162	860	8 442	9 140
Rimouski	5 442	2 176	777	8 395	10 633
Rivière-du-Loup	6 995	956	1 827	9 778	8 651
Roberval	6 392	7 353	3 860	17 605	11 913
Rousseau	964	1 922	763	3 649	5 490
Rouyn-Noranda - Témiscamingue	3 521	3 332	2 800	9 653	9 715
Saguenay	5 431	4 410	2 927	12 768	13 623
Saint-François	1 591	2 604	219	4 414	2 326
Saint-Hyacinthe	3 027	1 322	1 052	5 401	5 499
Saint-Jean	54 747	4 145	126	59 018	64 955
Saint-Maurice	5 140	2 427	662	8 229	10 705
Salaberry-Soulanges	16 930	4 801	1 955	23 686	26 049
Shefford	4 594	3 557	88	8 239	4 905
Sherbrooke	2 855	3 134		5 989	4 323
Terrebonne		66	658	724	287
Trois-Rivières	1 391	238	130	1 759	1 999
Ungava	1 028	881	88 956	90 865	82 852
Vachon		15		15	29
Vaudreuil	104	111	1 300	1 515	110
Verchères	1 846	612	1 968	4 426	4 904
	906 797	381 519	223 248	1 511 564	1 107 756

Organismes municipaux

Communauté urbaine de Montréal	81 361		10 400	91 761	112 991
Communauté urbaine de l'Outaouais	1 077			1 077	1 349
Corporation intermunicipale de transports des Forges			638	638	1 067
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec					287
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay					716
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke			1 021	1 021	272
Municipalités régionales de comté d'Autray			94	94	
Municipalités régionales de comté de Beauharnois-Salaberry			282	282	
Municipalités régionales de comté de la Minganie					46
Municipalités régionales de comté de Mékinac			50	50	
Municipalités régionales de comté de Rouyn-Noranda			200	200	
Régie d'assainissement des eaux usées de Piedmont - St-Sauveur		310		310	
Régie intermunicipale d'approvisionnement en eau potable de Henryville - Venise		72		72	
Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, St-Joseph et St-Roch		756		756	
Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Mauricie			35	35	
Régie intermunicipale de Parc des Chutes de Shawinigan-Sud		167		167	4

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1995	1994
					(Redressé)
Régie intermunicipale du Parc régional des chutes Mont-à-Pied et des Dalles			157	157	
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal			93 592	93 592	99 626
Société de transport de la Communauté urbaine de Québec			16 092	16 092	9 453
Société de transport de l'Outaouais			3 960	3 960	4 448
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal			8 381	8 381	6 506
Société de transport de Ville de Laval					1 433
	82 438	1 305	134 902	218 645	238 198
	<u>989 235</u>	<u>382 824</u>	<u>358 150</u>	<u>1 730 209</u>	<u>1 345 954</u>

ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1995	1994
		(Redressé)
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Bibliothèque nationale du Québec	235	85
Musée d'Art contemporain de Montréal	111	6 911
Musée de la Civilisation	329	229
Musée du Québec	1 425	1 875
Radio-Québec		7 900
Société du Centre des congrès de Québec	54 300	
Société des établissements de plein air du Québec	135	612
Société générale des industries culturelles		10 300
Société du Grand Théâtre de Québec	1 442	4 066
Société de la Place des Arts de Montréal	3 712	2 327
	<u>61 689</u>	<u>34 305</u>
Divers autres organismes		
Aide à l'industrie:		
Aide au développement régional	14 775	3 298
Aide au développement technologique	34 498	43 519
Aide à la production et à la commercialisation des produits agro-alimentaires	11 768	10 892
Assistance à l'industrie minière	9 579	
Assistance financière à une industrie de pointe relative aux hélicoptères		659
Développement des économies d'énergie		50
Développement des pêches maritimes	761	
Aide aux loisirs et à la culture	29 392	36 017
Infrastructures	80 396	
Autres	3 663	3 997
	<u>184 832</u>	<u>98 432</u>
	<u>246 521</u>	<u>132 737</u>

EMPRUNTS GARANTIS

(en milliers de dollars)

SommaireDétail
page

	1995	1994
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT		
3-81 Commission municipale du Québec	24 413	27 238
3-82 Hydro-Québec	37 911 795 (2)	36 060 973 (2)
3-88 Régie de l'assurance-maladie du Québec	12 400	13 000
3-89 Sidbec	126 574	139 428
3-90 Société de développement de la Baie James	3 431	5 580
3-91 Société de développement industriel du Québec	406 411	403 411
3-93 Société du Palais des congrès de Montréal	80 788	83 788
3-93 Société immobilière du Québec	455 235	631 080
3-96 Société nationale de l'amiante	15 000	1 668
3-96 Société québécoise d'assainissement des eaux	278 326	185 463
	<u>39 314 373 (1)</u>	<u>37 551 629 (1)</u>
PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS		
3-101 Étudiants	2 446 939 (3)	2 110 204 (3)
3-102 Fonds d'aide à l'entreprise	35 366	9 451
3-102 Pêcheurs	53 703	54 097
3-103 Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	11 444	12 142
3-103 Travailleurs (formation professionnelle)	17 015	7 470
	<u>2 564 467</u>	<u>2 193 364</u>
	<u><u>41 878 840</u></u>	<u><u>39 744 993</u></u>

(1) Les emprunts en monnaies étrangères apparaissent en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1995 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollars canadiens:

En monnaie des États-Unis, Dollar (\$US)	= 1,3990
En monnaie de la France, Franc français (FF)	= 0,2909
En monnaie du Japon, Yen (¥)	= 0,01612
En monnaie des Pays-Bas, Florin Néerlandais (FL)	= 0,9053
En monnaie de l'Allemagne, Deutsche Mark (DM)	= 1,0163
En monnaie de la Grande-Bretagne, Livre Sterling (£)	= 2,2668
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse (FS)	= 1,2353
En unité de compte européen, ECU	= 1,86333
En monnaie de la Belgique, Franc belge (FB)	= 0,04975

(2) Obligations détenues par le gouvernement du Québec aux Fonds d'amortissement, Hydro-Québec 173 124 en monnaie du Canada incluant 29 540 en monnaie des États-Unis (142 272 en monnaie du Canada en 1994 incluant 29 540 en monnaie des États-Unis).

(3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Commission municipale du Québec

L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Loi sur les dettes, les emprunts municipaux et scolaires.		
Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	24 413 (*)	27 238

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement (A.C. 2206-64).

(*) Détail

Montréal métropolitain: 13 839

Blainville, 103; Boisbriand, 119; Boucherville, 146; Brossard, 3; Chambly, 11; Châteauguay, 18; Côte-St-Luc, 379; Dollard-des-Ormeaux, 10; Dorval, 64; Hudson, 18; Lachenaie, 3; Laval, 61; L'Île-Perrot, 42; Longueuil, 873; Mascouche, 15; McMasterville, 13; Montréal, 10 897; Mont-St-Hilaire, 13; Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, 8; Otterburn Park, 13; Pierrefonds, 56; Pincoirt, 16; Pointe-Claire, 104; Rosemère, 63; St-Basile-le-Grand, 37; St-Bruno-de-Montarville, 27; Ste-Catherine, 11; St-Constant, 1; St-Eustache, 10; St-Hubert, 44; St-Laurent, 89; Ste-Thérèse, 151; Terrasse-Vaudreuil, 15; Terrebonne, 223; Verdun, 158; Westmount, 25.

Québec métropolitain: 3 479

Beauport, 549; Boischatel, 14; Cap-Rouge, 151; Charlesbourg, 748; Charny, 509; L'Ancienne-Lorette, 57; Lévis, 194; Québec, 487; Ste-Foy, 141; St-Jean-Christophe, 135; Sillery, 54; Val-Bélair, 440.

Diverses circonscriptions électorales: 7 095

Abitibi-Est, 22; Abitibi-Ouest, 50; Argenteuil, 44; Arthabaska, 133; Beauce-Nord, 202; Beauharnois-Huntingdon, 46; Bellechasse, 779; Berthier, 6; Bertrand, 271; Bonaventure, 205; Brome-Missisquoi, 59; Champlain, 114; Chapleau, 96; Charlevoix, 753; Chicoutimi, 22; Dubuc, 64; Duplessis, 119; Gaspé, 245; Gatineau, 11; Hull, 240; Iberville, 30; Îles-de-la-Madeleine, 190; Johnson, 177; Joliette, 5; Jonquière, 5; Labelle, 4; Lac-St-Jean, 15; L'Assomption, 161; Lavolette, 144; Lotbinière, 425; Maskinongé, 85; Matane, 84; Matapédia, 1; Mégantic-Compton, 3; Montmagny-L'Islet, 124; Montmorency, 75; Orford, 81; Papineau, 122; Pontiac, 16; Portneuf, 164; Richelieu, 112; Richmond, 40; Rimouski, 121; Rivière-du-Loup, 93; Roberval, 37; Rousseau, 44; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 50; Saguenay, 103; St-Jean, 109; St-Maurice, 318; Salaberry-Soulages, 12; Shefford, 219; Sherbrooke, 350; Verchères, 95.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28

Sommaire des emprunts garantis

(en milliers de dollars)

	1995		1994	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (*)	Montant en équivalent canadien (*)	Valeur nominale en monnaie étrangère	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		16 325 108		16 867 153
En monnaie des États-Unis	10 236 001 \$US	14 211 196	9 058 072 \$US	12 437 392
En monnaie de la Suisse	907 000 FS	730 196	1 121 200 FS	840 497
En monnaie de l'Allemagne	1 810 585 DM	1 338 991	1 909 135 DM	1 360 772
En monnaie du Japon	28 450 000 ¥	304 700	43 450 000 ¥	406 153
En monnaie de la Grande-Bretagne	675 000 £	1 473 586	675 000 £	1 424 770
En unité de compte européen	125 000 ECU	156 897	125 000 ECU	156 897
En monnaie des Pays-Bas	45 000 FL	28 199	60 000 FL	37 599
En monnaie de la France	1 000 000 FF	209 188	1 000 000 FF	209 188
		34 778 061		33 740 421
Autres emprunts				
En monnaie du Canada		31 169		130 355
En monnaie des États-Unis	1 953 175 \$US	2 732 492	1 988 675 \$US	2 751 730
En monnaie de l'Allemagne	15 000 D.M.	12 680		
En monnaie de la Belgique	1 000 000 FrB	44 523		
En monnaie du Japon	53 000 000 ¥	716 253		
		3 537 117		2 882 085
Total avant fonds d'amortissement		38 315 178		36 622 506
Moins: Fonds d'amortissement		403 383		561 533
Total		37 911 795		36 060 973

(*) Les montants par monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant la capitalisation des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	45 539
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR-2	100 000
" " "	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	3 912
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 1/4	DG	120 000
" " "	1979-05-15	1200-79	10 1/4	DGA	140 000
" " "	1979-07-24	1932-79	10 1/4	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
" " "	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 3/4	DM-2	135 000
" " "	1979-12-20	3284-79	10 3/4	DMA	135 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
" " "	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 3/4	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 1/4	EA	185 000
2000-12-14	1980-12-14	3776-80	13 1/4	ED-1	84 500
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15 3/4	EH-1	158 446
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17 1/2	EL-1	127 762
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 3/4	EZ-2	46 000
2003-02-10	1983-02-10	110-83	13	FF-2	67 000
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13 1/4	EA-1	125 000
" " "	1984-03-30	654-84	13 1/4	EA-2	50 000
" " "	" " "	655-84	"	EA-3	50 000
" " "	" " "	939-84	"	EA-4	50 000
2006-02-06	1985-02-06	126-85	12 1/4	FT-2	153 000
1995-09-25	1985-09-25	1884-85	10 3/4	GC-1	170 000
" " "	1987-09-25	1982-87	"	GC-1	50 000
2008-09-25	1985-09-25	1884-85	11 1/4	GC-2	100 000
2001-05-01	1986-05-01	476-86	9 1/2	GG	150 000
1996-07-31	1986-07-31	1070-86	9 1/4	GI	150 000
1996-12-02	1986-12-02	1723-86	9 1/4	GP	565 000
" " "	" " "	1890-86	"	GP	
" " "	" " "	88-87	"	GP	
" " "	" " "	246-87	"	GP	
1997-02-18	1987-02-18	1638-86	9 1/2	GN	7 000
2007-02-18	" " "	" "	9 3/4	GO	36 000
1997-04-21	1987-04-21	420-87	9	GS	150 000
1997-07-16	1987-07-16	1098-87	9 3/4	GU-1	120 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-1	158 000
2012-07-16	1987-07-16	1098-87	10 1/4	GU-2	205 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-2	192 000
2006-02-06	1988-05-25	733-88	12 1/4	FT-2	50 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada (suite)					
1995-05-11	1988-05-11	596-88	10 1/4	GX	125 000
2008-06-01	1988-06-08	834-88	11 1/4	GZ	100 000
1999-02-01	1988-09-27	1390-88	10 3/4	HA	365 000
2012-07-16	1989-01-16	118-89	10 1/4	GU-2	380 000
1999-02-09	1989-02-09	43-89	11	HC	500 000
2012-07-16	1989-01-16	577-89	10 1/4	GU-2	240 000
" " "	1990-01-16	137-90	10 1/4	GU-2	100 000
1999-02-01	1989-02-01	577-89	10 3/4	HA	235 000
2011-09-26	1989-09-26	1523-89	10	HF	450 000
2019-11-22	1989-11-22	1755-89	10	HG	100 000
2020-08-15	1990-08-15	1142-90	11	HL	675 000
" " "	" " "	1382-90	"	"	
" " "	" " "	1782-90	"	"	
" " "	1991-02-15	138-91	"	"	235 000
" " "	1990-08-15	1143-90	nul	HM	123 570 (A)
" " "	" " "	280-91	"	"	
2010-08-16	1990-08-16	1144-90	"	HN	54 849 (B)
2000-10-10	1990-10-10	1382-90	11 1/4	HO	475 000
" " "	" " "	138-91	"	"	
2000-10-30	1990-10-30	1555-90	7,125	HP	71 694 (C)
2001-03-08	1991-03-08	187-91	10,625	HU	300 000
2020-08-15	1991-08-15	1109-91	11	HL	200 000
2001-07-25	1991-07-25	933-91	10 7/8	HW	
" " "	" " "	934-91	"	"	1 100 000
2021-10-15	1991-10-15	933-91	10,5	HX	
" " "	" " "	1321-91	"	"	1 100 000
2022-07-15	1992-07-15	1522-91	9,625	IC	
" " "	" " "	937-92	"	"	1 200 000
" " "	" " "	1857-92	"	"	
" " "	" " "	155-93	"	"	500 000
" " "	" " "	156-93	"	IC	200 000
1998-04-01	1992-12-16	1781-92	8,5	ID	150 000
2003-02-01	" " "	1782-92	9	IE	100 000
1996-09-15	1993-07-20	1011-93	6,75	IG	225 000
2031-02-26	1993-07-27	1047-93	"	IH	231 574 (D)
2020-01-10	1993-07-27	1048-93	10,25	II	169 262 (E)
2000-10-15	1993-12-22	1851-93	7	IL	200 000
2004-06-01	1994-01-25	1857-92	7	IM	1 000 000
" " "	" " "	157-94	"	"	
					<hr/> 16 325 108 <hr/>

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

- (A) 1 729 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 10,587 % à 10,964 %.
 (B) 282 500 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 10,97 %.
 (C) 89 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 11,824 %.
 (D) 190 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 8,959 %.
 (E) 150 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 8,959 %.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$US	
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 1/4	CX	109 374	
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 3/4	DC	5 600	
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 1/4	DF	63 247	
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 3/4	DY	235 200	
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 1/4	EC-2	29 094	
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13 3/8	FG-2	17 614	
" " "	1983-12-15	1843-83	13 1/4	FL-2	30 351	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-2		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-2		
2012-02-01	1985-02-01	1843-83	11 3/4	FU	200 000	
" " "	" " "	2580-83	"	FU		
" " "	" " "	158-85	"	FU		
2002-07-19	1985-07-19	1260-85	Flottant	FY	200 000	
1995-07-17	1985-10-17	1885-85	8	GB-U	119 482 (F)	
2026-03-01	1986-03-01	251-86	8 7/8	GF	250 000	
" " "	" " "	252-86	"	GF		
2026-04-15	1986-04-15	251-86	8 1/4	GH	250 000	
" " "	" " "	498-86	"	GH		
1996-08-21	1986-08-21	1255-86	8,175	GJ	72 000	
2027-01-15	1987-01-15	1889-86	8 1/4	GQ	250 000	
" " "	" " "	73-87	"	GQ		
" " "	" " "	90-87	"	GQ		
2007-10-15	1987-10-15	1427-87	10,7	GV	79 039	
" " "	" " "	1573-87	"	GV		
2018-01-15	1988-01-15	1427-87	9 3/4	GW	250 000	
" " "	" " "	110-88	"	GW		
1998-09-29	1988-09-29	1391-88	9 3/4	HB	150 000	
2029-06-15	1989-06-15	44-89	8,625	HE	250 000	
" " "	" " "	913-89	"			
2029-12-01	1989-12-01	44-89	8 1/2	HH	500 000	
" " "	" " "	1819-89	"			
2030-04-15	1990-04-15	485-90	9,375	HK	500 000	
" " "	" " "	486-90	"			
2000-04-27	1990-04-27	488-90	Flottant	HJ	200 000	
2030-11-15	1990-11-15	1381-90	9,5	HQ	500 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HQ		
" " "	" " "	1586-90	"	HQ		
2021-02-01	1991-02-01	1381-90	9,4	HS	900 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HS		
" " "	" " "	139-91	"	HS		
2001-03-07	1991-03-07	186-91	9	HT	300 000	
2022-01-15	1992-01-30	1522-91	8,4	HY		
" " "	" " "	53-92	"		1 000 000	
2001-11-15	1992-04-15	561-92	8,35	IA	100 000	
2002-05-20	1992-05-20	679-92	8,625	IB	500 000	
2003-02-01	1993-02-03	1522-91	7,375	IF	500 000	
" " "	" " "	1857-92	"	"		
" " "	" " "	45-93	"	"		
2013-02-01	1993-02-03	1522-91	8	"	1 000 000	
" " "	" " "	1857-92	"	"		
" " "	" " "	45-93	"	"		
2005-10-01	1993-10-01	1344-93	Flottant	IJ	200 000	
1999-04-15	1994-04-15	484-94	Flottant	IN	475 000	
2024-07-07	1994-07-07	265-94	8,05	IO	1 000 000	
" " "	" " "	991-94	"	"		
" " "	1995-03-10	275-95	"	"		
					10 236 001 (1)	14 211 196 (1)

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

(F) 120 192 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 8,356 %.

(1) Y compris des contrats d'échange de devises de 969 482 en monnaie des États-Unis pour un équivalent de 1 247 337 en monnaie du Canada.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale en monnaie étrangère	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				FS	
2002-05-25	1987-05-25	667-87	5	185 000	
1997-10-23	1987-10-23	1527-87	5,125	90 000	
1998-03-24	1988-03-24	175-88	4,625	85 000	
2008-03-24	1988-03-24	175-88	5	97 000	
2000-02-06	1990-02-26	155-90	7 1/4	200 000	
2000-04-27	1990-04-27	484-90	7 1/2	100 000	
2001-05-21	1991-05-21	638-91	6 3/4	150 000	
				907 000 (2)	730 196 (2)

(2) Y compris des contrats d'échange de devises de 847 975 en monnaie de la Suisse pour un équivalent de 657 283 en monnaie du Canada.

En monnaie de l'Allemagne				DM	
1995-06-20	1985-06-20	972-85	7 1/8	197 200	
1996-05-01	1986-05-01	475-86	5 1/2	103 000	
2016-05-01	1986-05-01	475-86	6	122 385	
1999-03-30	1989-03-30	370-89	6 3/4	288 000	
2000-04-25	1990-04-25	487-90	Flottant	500 000	
2001-05-07	1991-05-07	563-91	8,625	600 000	
				1 810 585 (3)	1 338 991 (3)

(3) Y compris divers contrats d'échange de devises de 1 305 321 en monnaie de l'Allemagne, pour un équivalent de 907 772 en monnaie du Canada. De plus, le solde de la dette est couvert par des contrats d'achat de devises de 675 000 en monnaie de la France, pour un équivalent de 133 364 en monnaie du Canada à déboursier avec une couverture à recevoir de 196 358 en monnaie du Canada ainsi que de 67 300 en monnaie de la Grande-Bretagne pour un équivalent de 133 268 en monnaie du Canada à déboursier avec une couverture à recevoir de 152 556 en monnaie du Canada.

En monnaie du Japon				¥	
1997-06-19	1987-06-19	901-87	5,2	10 450 000	
1998-05-25	1988-05-25	730-88	5 1/2	10 000 000	
2001-01-31	1991-01-31	71-91	6	8 000 000	
				28 450 000 (4)	304 700 (4)

(4) Y compris des contrats d'échange de devises de 28 450 000 en monnaie du Japon pour un équivalent de 304 700 en monnaie du Canada.

En monnaie de la Grande-Bretagne				£	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12 3/4	50 000	
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	
1995-06-16	1988-06-16	597-88	9 5/8	75 000	
2015-03-08	1990-03-08	247-90	12 5/8	150 000	
2001-04-17	1991-04-17	479-91	11,25	100 000	
1998-12-09	1993-12-09	1586-93	6,5	200 000	
				675 000 (5)	1 473 586 (5)

(5) Y compris des contrats d'échange de devises de 375 000 en monnaie de la Grande-Bretagne pour un équivalent de 777 031 en monnaie du Canada, plus un contrat d'échange de devises de 150 000 en monnaie de la Grande-Bretagne pour un équivalent de 254 850 en monnaie des États-Unis pour un équivalent de 356 535 en monnaie du Canada au 31 mars.

En unité de compte européen				ECU	
1999-07-06	1989-07-06	840-89	9 1/4	125 000 (6)	156 897 (6)

(6) Y compris des contrats d'échange de devises de 125 000 en unité de compte européen pour un équivalent de 156 897 en monnaie du Canada.

En monnaie des Pays-Bas				FL	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11 1/8	45 000 (7)	28 199 (7)

(7) Y compris des contrats d'échange de devises de 45 000 en monnaie des Pays-Bas pour un équivalent de 28 199 en monnaie du Canada.

En monnaie de la France				FF	
2002-04-02	1992-04-02	368-92	9	1 000 000 (8)	209 188 (8)

(8) Y compris des contrats d'échanges de devises de 1 000 000 en monnaie de la France pour un équivalent de 209 188 en monnaie du Canada.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis et autres monnaies	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
En monnaie du Canada et des États-Unis et autres monnaies				
Autres emprunts				
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:				
a) En vertu des décrets 2361-81, 1501-83, 1841-83, 1128-87 et 1425-87 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou du taux, majoré de 1,75 %, des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le "prime rate" de la Chase Manhattan Bank de New York, pour des termes ne dépassant pas un (1) an au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 en monnaie du Canada.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			25 032	25 032
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêts à des taux variant de 7 3/16 % à 7 15/16 %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 25 mars 1975.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			6 137	6 137
c) En vertu des décrets 3461-81, 932-85, 1889-86, 1426-87, 1554-90, 1781-90, 1110-91, 1062-92 et 990-94 autorisant l'émission de billets à moyen terme ne dépassant pas 3 000 000 en monnaie des États-Unis ou l'équivalent en dollars canadiens pour des billets payables en autres monnaies ou monnaies composées. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable et viennent à échéance à neuf mois ou plus de leur date d'émission.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	\$US 1 543 175	2 158 902		2 158 902
En vertu des décrets 1850-93 et 1763-94 autorisant l'émission de billets à moyen terme, en Europe ou ailleurs, ne dépassant pas 2 000 000 en monnaie des États-Unis ou l'équivalent en autres monnaies. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable et viennent à échéance à un mois ou plus de leur date d'émission.				
Au 31 mars, les emprunts utilisés sont les suivants y compris des contrats de devises s'y rapportant:				
	\$US 10 000	13 990		13 990
	D.M. 15 000	12 680		12 680
	FrB 1 000 000	44 523		44 523
	Yen 53 000 000	716 253		716 253
Montants à reporter		2 946 348	31 169	2 977 517

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis et autres monnaies	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
En monnaie du Canada et des États-Unis et autres monnaies (suite)				
Autres emprunts (suite)				
Montants reportés		2 946 348	31 169	2 977 517
d) En vertu du décret 1256-86 approuvant le règlement #415 concernant l'émission et la vente de billets d'Hydro-Québec de 400 000 en monnaie des États-Unis. Ces billets sont sans échéance fixe (à perpétuité), à taux variable, de série "GL", l'intérêt est payable semestriellement. À compter de septembre 1991, Hydro-Québec pourra racheter les billets à leur valeur nominale.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	\$US 400 000	559 600		559 600
		3 505 948	31 169	3 537 117
Total avant fonds d'amortissement				38 315 178
Moins: Fonds d'amortissement				403 383 (1)
				<u>37 911 795</u>

(1) Comprenant 397 094 en monnaie du Canada, 112 en monnaie du Canada représentant l'équivalent d'un montant de 80 en monnaie des États-Unis et 6 177 en monnaie du Canada représentant l'équivalent canadien d'un montant de 5 000 en monnaie de la Suisse.

Régie de l'assurance-maladie du Québec
L.R.Q., c. R-5, a. 28

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement, en capital et intérêts, de tout emprunt de la Régie.		
En vertu du décret 1427-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission d'obligations, pour une valeur nominale de 16 000 en monnaie du Canada au taux de 10,875 % échéant le 30 septembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u>12 400</u>	<u>13 000</u>

Sidbec

L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Sidbec a émis et vendu six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 en monnaie du Canada.

Le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1995	1994
1995-06-15	1971-06-15	2222-71	8 3/4	B	7 250	7 250
1997-09-01	1979-09-01	2996-71	9	C	7 250	7 250
1997-05-15	1975-05-15	1710-75	10 1/4	E	10 000	22 000
1998-02-16	1976-02-16	384-76	10 3/4	F	18 000	21 000
					42 500	57 500

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit de 18 500 en monnaie des États-Unis au taux annuel de 11,00 % échéant le 30 août 1997.

Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt, au taux d'intérêt de 8,82 %, d'une valeur nominale de 29 412 en monnaie du Canada, au taux effectif de 11,15 %.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

27 994

27 517

En vertu du décret 2181-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'émission et la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur de 150 000 en monnaie de la Suisse dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 1^{er} novembre 1985, portent intérêts au taux annuel de 7,597 % et viennent à échéance le 1^{er} novembre 1995.

Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt au taux d'intérêt de 7,6 %, d'une valeur nominale de 84 500 en monnaie des États-Unis, au taux effectif de 11,042 %.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 83 en monnaie des États-Unis.

115 916

111 235

Sidbec (suite)
L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu du décret 172-92, le gouvernement du Québec a approuvé deux (2) emprunts à terme au montant de 12 500 en monnaie du Canada chacun, à taux flottant et venant à échéance le 14 février 1997. Ces prêts sont remboursables par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
	168 910	163 752
	211 410	221 252
Moins: Montant inscrit au passif - "Provision pour perte sur placements en actions".	84 836	81 824
	<u>126 574</u>	<u>139 428</u>

Société de développement de la Baie James
L.R.Q., c. D-8, a. 26

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1454-92, 1783-92, 1408-93 et 438-95 le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt en monnaie du Canada, venant à échéance le 31 mars 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	43 490	39 140
Moins: Montant inscrit aux Crédoiteurs pour la Construction de la Route du Nord - (en 1994 : inscrit comme "Provision pour perte sur placements en actions").	40 059	33 560
	<u>3 431</u>	<u>5 580</u>

Société de développement industriel du Québec
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "D" d'une valeur nominale globale de 30 000 en monnaie du Canada, coupon zéro, à la valeur escomptée au taux de 11,05 %, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	29 413	26 413
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt de 1 190 000 en monnaie du Japon auprès de "The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd." et de "Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd." au taux de 6 % l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 500	10 500
En vertu du décret 371-89, la Société a contracté un emprunt de 3 810 000 en monnaie du Japon auprès de "The Taiyo Mutual Life Insurance Company", au taux de 5,5 % l'an payable semestriellement les 22 mars et septembre de chaque année et échéant le 22 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 10,92 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 586	35 586
En vertu du décret 1821-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "G", d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie du Canada, datées du 1 ^{er} décembre 1989 et portant intérêts au taux de 10 % l'an et échéant le 1 ^{er} décembre 1999.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1046-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "H", d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie du Canada, datées du 27 juillet 1990, portant intérêts au taux de 11,50 % l'an et échéant le 27 juillet 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société de développement industriel du Québec (suite)
 L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu du décret 1284-90, la Société a contracté un emprunt de 50 000 en monnaie des États-Unis auprès de la "Westdeutsche Landesbank" au taux Libor plus 0,625 % (8,0625 %) daté du 13 septembre 1990 et échéant le 13 septembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux effectif A.B. plus 0,1425 % (13,1225 %) l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 450	57 450
En vertu des décrets 1339-90, 1340-90, 1341-90 et 1342-90, la Société a contracté un emprunt de 7 000 000 en monnaie du Japon de la "Norinchukin Bank" au taux de 8,35 % l'an daté du 28 septembre 1990 et échéant le 28 septembre 1995.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 50 725 en monnaie des États-Unis au taux libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux A.B. plus 3 points de base soit un taux effectif de 12,60 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	59 170	59 170
En vertu des décrets 322-91 et 323-91, la Société a contracté un emprunt de 40 000 en monnaie des États-Unis auprès de la "Norinchukin Bank" au taux Libor à 6 mois plus 20 points de base, daté du 25 mars 1991 et échéant le 25 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux A.B. à 3 mois plus 0,34 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 991	45 991
En vertu du décret 533-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "I", d'une valeur nominale globale de 35 000 en monnaie du Canada, datées du 25 avril 1991, portant intérêt au taux préférentiel moyen majoré de 0,625 % et venant à échéance le 25 avril 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000
En vertu des décrets 661-91 et 662-91, la Société a contracté un emprunt de 4 000 000 en monnaie du Japon auprès de "The Chiyoda Mutual Life Insurance Co." au taux de 7,25 % l'an, daté du 24 mai 1991 et échéant le 24 mai 1996.		
Deux contrats d'échange de devises et de taux sont rattachés à cet emprunt. L'un pour un montant global de 28 800 en monnaie des États-Unis au taux Libor (6 mois) plus 8 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux AB (3 mois) plus 16 points de base, soit un taux effectif de 9,69 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	33 301	33 301
	406 411	403 411

Société du Palais des congrès de Montréal
L.R.Q., c. S-14.1, a. 23

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 en monnaie des États-Unis auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited". Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13 % l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux de 9,96 % est rattaché à cet emprunt au montant de 32 500 en monnaie du Canada au taux effectif de 13,35 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 12 000 en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "C" portant intérêts au taux de 13,20 % payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	9 000	12 000
En vertu du décret 281-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie de l'Allemagne, au taux Libor à 3 mois plus 12,5 points de base, datés du 14 mars 1991 et échéant le 14 mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un au montant global de 34 083 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 21,5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,5 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	39 288	39 288
	80 788	83 788

Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu des articles 32 et 33 du chapitre S-17.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
En vertu du décret 800-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "B" d'une valeur nominale de 50 000 en monnaie du Canada. Les obligations datées du 12 juin 1986, échéant le 12 juin 2006, portent intérêts au taux de 8,50 % l'an jusqu'au 12 juin 1990 et par la suite, au taux de 9,15 % jusqu'à l'échéance.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 245	10 245

Société immobilière du Québec (suite)
 L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu du décret 1882-86, la Société a contracté un emprunt de 5 800 000 en monnaie du Japon auprès de "Sumitomo Life Insurance Company" et de "The Sumitomo Bank Limited", échéant le 8 janvier 1997 et portant intérêts au taux de 6,40 % l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt dont le taux effectif d'intérêt est de 9,72 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 801-86 complété par le décret 119-89, la Société a contracté des emprunts		
<ul style="list-style-type: none"> par l'émission et la vente d'obligations de série "A" pour une valeur nominale de 40 800 en monnaie du Canada. Ces obligations, datées du 27 août 1985, échéant le 27 août 1995, portent intérêts au taux de 10,3025 % payables annuellement. par l'émission d'un billet de 7 440 000 en monnaie du Japon auprès de "Nippon Life Insurance Company" et de "The Sanwa Bank Limited" en date du 27 août 1985 au taux de 7,40 % l'an et remboursable en (5) cinq versements égaux à compter de 1991. 		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises pour un montant de 40 800 en monnaie du Canada dont le taux effectif d'intérêt est de 12,31 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	48 960	57 120
En vertu du décret 1130-87, la Société a contracté un emprunt de 4 350 000 en monnaie du Japon auprès de "Daihyaku Mutual Life Insurance Company" et "The Mitsui Bank Limited" échéant le 27 juillet 1994 et portant intérêts au taux de 5,35 % l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises de 40 000 en monnaie du Canada et dont le taux effectif d'intérêt est de 10,04 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		40 000
En vertu du décret 176-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "D" d'une valeur nominale de 50 000 en monnaie du Canada. Les obligations datées du 17 février 1988, échéant le 17 février 2000 portent intérêts au taux de 10,625 % l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu du décret 406-88 complété par le décret 736-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "E" d'une valeur nominale de 75 000 en monnaie du Canada. Les obligations datées du 28 mars 1988, échéant le 28 mars 2013 portent intérêts au taux de 10,10 % l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	59 428	59 428
En vertu du décret 576-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'un billet de 40 000 en monnaie du Canada remboursable en partie en monnaie de l'Allemagne et partie en monnaie du Canada, au taux de 7,50 % l'an et échéant le 27 avril 1994.		
Ce billet est assujéti à un contrat de couverture de risque en monnaie du Canada selon l'évolution d'un indice boursier allemand et de l'indice boursier TSE-35, donnant un taux effectif d'intérêt de 11,50 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		40 000
En vertu du décret 841-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'obligations de série "F" d'une valeur nominale de 150 000 en monnaie du Canada. Les obligations du 16 juin 1989, échéant le 16 juin 2014, portent intérêts au taux de 10,50 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1556-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "G" pour une valeur nominale globale, actualisée au taux effectif moyen de 11,86 % de 121 500 en monnaie du Canada (capital et intérêts) datées du 15 novembre 1990 et échéant à différentes dates entre le 1 ^{er} décembre 1991 et le 7 mars 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		87 685
En vertu du décret 282-91 complété par les décrets 283-91 et 284-91, la Société a contracté un emprunt par la vente et l'émission d'obligations pour une valeur globale de 200 000 en monnaie de la France au taux de 9,9 %, datées du 11 mars 1991 et échéant le 11 mars 1998.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 40 404 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 11 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,63 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 602	46 602
En vertu du décret 1492-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "H" d'une valeur nominale de 45 000 en monnaie du Canada, au taux effectif de 9,26 % et venant à échéance le 25 mars 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000
	<u>455 235</u>	<u>631 080</u>

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, a. 15

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "B" d'une valeur nominale globale de 23 500 en monnaie du Canada, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625 %, rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	15 000	15 000
	15 000	15 000
Moins: Montant inscrit au passif - "Provision pour perte sur placements en actions". (Provision totale en 1994 de 29 581 en monnaie du Canada).		13 332
	15 000	1 668

Société québécoise d'assainissement des eaux
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 en monnaie des États-Unis au taux de 9,2 % l'an venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 12,58 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 37 500 en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 370	34 479

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
 L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu du décret 2349-85, la Société a contracté le 29 novembre 1985 un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 5 330 000 en monnaie du Japon, intérêts payables semestriellement au taux de 7,2 % et venant à échéance le 29 novembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,71 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 45 301 en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	43 578	42 026
En vertu du décret 260-86, la Société a contracté un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 4 550 000 en monnaie du Japon, intérêts de 7,2 % payables semestriellement à compter du 14 avril 1986 et venant à échéance le 13 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,65 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 500 en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	37 939	37 451
En vertu du décret 355-86, la Société a contracté le 27 mars 1986 un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 25 492 en monnaie des États-Unis, intérêts payables annuellement au taux de 8,8653 % et venant à échéance le 27 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,57 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 800 en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	38 200	37 657
En vertu du décret 1435-86, la Société a contracté le 2 octobre 1986 un emprunt sous forme de prêt, d'une somme de 2 800 000 en monnaie du Japon, portant intérêts au taux de 6,6 % payables semestriellement et venant à échéance le 2 octobre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,48 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
En vertu du décret 89-87, la Société a contracté le 6 février 1987 un emprunt sous forme de prêt, d'une somme de 2 210 000 en monnaie du Japon, portant intérêts au taux de 6 % payables semestriellement et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 8,73 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	19 500	19 500
En vertu du décret 1190-88, la Société a contracté, le 15 août 1988, un emprunt par billet série "U", d'un montant de 37 200 en monnaie des États-Unis, au taux de 9,50 % l'an, échéant le 15 août 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,26 % l'an est rattaché à cet emprunt non remboursable par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
 L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu du décret 1210-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "X" d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie du Canada, datées du 31 juillet 1989, portant intérêts au taux de 10,20 % payable semi-annuellement et venant à échéance le 31 juillet 2014.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1459-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "Y" d'une valeur nominale globale de 150 000 en monnaie du Canada, datés du 19 septembre 1989, portant intérêts au taux de 10,25 % payable annuellement et venant à échéance le 19 septembre 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 717-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "Z" d'une valeur nominale globale de 125 000 en monnaie de la Suisse au taux de 7,5 % l'an, datées du 15 juin 1990 et échéant le 15 juin 2000.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 87 399 en monnaie des États-Unis au taux Libor moins 0,105, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 12,68 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 327	102 327
En vertu du décret 1545-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "AA" d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 12 % l'an, datées du 8 novembre 1990 et échéant le 8 novembre 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 1719-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AB" d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 11,625 % l'an datés du 28 décembre 1990 et échéant le 28 décembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 33-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AC" d'une valeur nominale globale de 40 000 en monnaie des États-Unis, au taux Libor plus 0,125 % l'an échéant le 23 janvier 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,45 % est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 540	46 482

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
 L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu des décrets 69-91 et 70-91, la Société a contracté un emprunt auprès de la "Taiyo Mutual Life Insurance Co." par l'émission et la vente d'un billet série "AD" de 3 000 000 en monnaie du Japon au taux de 8 % l'an, daté du 31 janvier 1991 et échéant le 31 janvier 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 22 091 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,98 % semi-annuel.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 604	25 604
En vertu des décrets 189-91, 190-91 et 191-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AE" d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie de la Suisse au taux de 7,25 % l'an, datés du 1 ^{er} mars 1991 et échéant le 1 ^{er} mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 79 043 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 0,25, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 11,388 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	91 911	91 911
En vertu des décrets 192-91, 193-91 et 194-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AF" au montant global de 150 000 en monnaie de l'Allemagne au taux Libor à 6 mois plus 30 points de base (9,13 %) datés du 6 mars 1991 et échéant le 6 mars 2001.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 102 810 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 38 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,795 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	119 054	119 054
En vertu du décret 361-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AG" d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 10,70 % l'an, datées du 28 mars 1991 et échéant le 28 mars 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 424-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en deux tranches pour une valeur globale de 50 000 en monnaie des États-Unis au taux inter-banques de l'Eurodollar américain sur le marché de Londres (Libor) majoré de 0,22 % l'an et en deux séries comme suit:		
série "AH" du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998 - 30 000 en monnaie des États-Unis		
série "AI" du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998 - 20 000 en monnaie des États-Unis		
Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt pour un montant global de 57 780 en monnaie du Canada et faisant l'objet du décret 425-91.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 780	57 780
En vertu du décret 1342-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AJ" d'une valeur nominale globale de 160 000 en monnaie du Canada, au taux de 10,6 % l'an, datées du 10 octobre 1991 et échéant le 10 octobre 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	80 000	80 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
 L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu du décret 1061-92, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AK" d'une valeur nominale globale de 150 000 en monnaie du Canada, au taux de 9 % l'an, daté du 23 juillet 1992 et échéant le 23 juillet 2002.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1737-92, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AL" d'un montant de 10 000 000 en monnaie du Japon, au taux de 5,59 % l'an, daté du 15 décembre 1992 et échéant le 16 décembre 2002.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux effectif de 9,40 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 501	102 501
En vertu du décret 111-88, la Société a prorogé un emprunt contracté, par l'émission et la vente d'obligations série "SS" d'une valeur nominale globale de 148 836 en monnaie du Canada, au taux de 10,25 % l'an, datées du 11 février 1993 et échéant le 11 février 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	148 836	148 836
En vertu du décret 1046-93, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligation Série "AN" d'une valeur nominale globale de 125 000 en monnaie du Canada au taux de 8,125 % l'an, datées du 11 août 1993 et échéant le 11 août 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	125 000	123 068
En vertu du décret 1220-94, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AP" d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 10,00 % l'an, datés du 25 août 1994 et échéant le 25 août 2004.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	100 000	
En vertu du décret 1235-94, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AQ" d'un montant de 3 500 000 en monnaie du Japon, au taux de 4,60 % l'an, datés du 31 août 1994 et échéant le 31 août 2001. Un contrat d'échanges de devises en monnaie du Canada, au taux de 9,925 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	49 176	
En vertu du décret 1725-94, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AR" d'un montant de 5 000 000 en monnaie du Japon, au taux de 4,90 % l'an, daté du 15 décembre 1994 et échéant le 15 décembre 2004. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 9,878 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	69 832	

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
 L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1995	1994
En vertu du décret 100-95, la Société a contacté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AS" d'un montant de 3 500 000 en monnaie du Japon, au taux de 4,85 % l'an, datés du 2 février 1995 et échéant le 2 février 2002. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, ramenant le taux à 10,292 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	49 926	
En vertu du décret 225-95, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AT" d'un montant de 71 500 en monnaie des États-Unis, daté du 1 ^{er} mars 1995 et échéant le 1 ^{er} mars 2005. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, ramenant le taux à 9,6688 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	100 000	
Moins: montant inclus dans les engagements financiers et dans la provision inscrite à cette fin dans l'état de l'actif et du passif dans le cadre du programme de l'assainissement des eaux.	2 163 074	1 788 676
	1 884 748	1 603 213
	<u>278 326</u>	<u>185 463</u>

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

Étudiants

L.R.Q., c. A-13.3, a. 65

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Conformément au chapitre A-13.3 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts est de	<u>2 446 939</u>	<u>2 110 204</u>

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS (suite)**Fonds d'aide à l'entreprise**

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Conformément au chapitre M-30, a.3.24 des Lois refondues du Québec, le ministre délégué aux Affaires régionales doit entr'autres élaborer et proposer au Gouvernement, une politique en matière de développement régional et mettre en oeuvre cette politique.		
Cette politique doit viser à favoriser l'amélioration des conditions économiques, sociales et culturelles des diverses régions du Québec.		
En vertu du décret 1448-92, le ministre délégué aux Affaires régionales est autorisé à garantir, au nom du Gouvernement, les prêts consentis, en exécution de la convention de services bancaires avec les institutions financières participantes aux entreprises répondants aux conditions et exigences requises.		
Au 31 mars, les prêts garantis sont de	<u>35 366</u>	<u>9 451</u>

Pêcheurs

L.R.Q., c. C-76

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Conformément à l'article 5 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 30 000 en monnaie du Canada, pour consentir à des pêcheurs, à des personnes, à des sociétés, à des organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.		
En vertu du décret 1458-87, le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à garantir le principal des prêts et 50 % des intérêts, selon les modifications apportées au règlement sur les prêts pour la construction, l'achat ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche commerciale.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u>53 703</u>	<u>54 097</u>

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20 et 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 en monnaie du Canada, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires et conformément aux articles 6.1 et 6.2 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 4 000 en monnaie du Canada pour garantir le remboursement des prêts consentis aux pêcheurs ou personnes, sociétés ou organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	Décret ou A.C.	Taux %	1995	1994
Corporations exerçant des activités similaires						
Société des Pêches de Newport Inc.	2005	1985-06-01	285-85	13,5 Flottant	3 772	4 133
" " " " " " "	1994	1993-08-09	1548-89			
" " " " " " "	1995	1992-05-05	520-93			
			623-92	"		474
Société d'agriculture du district de Mégantic, Thetford Mines	1996	1986-07-25	862-86	"	17	26
Complexe Serricole Drummond Inc.	1997	1992-09-17	1605-91	"	640	640
Les Serres du St-Laurent Inc. (2542-4383 Québec Inc.)	1994	1989-06-29	1133-88	"		1 600
SOQUIA (Cofranca Import-Export Inc.)	1993	1992-06-03	419-92	8,53 Flottant	250	250
			777-92			
La Société de Promotion de l'Industrie des Courses de Chevaux (SPICC) Inc.	2001	1993-12-20	1736-93			
" " " " " " "	1995	1995-03-20	51-95	"	3 415	3 289
					3 200	
Les Pêcheries Marinard Ltée	1997	1994-01-19	799-93	"	150	1 530
					<u>11 444</u>	<u>12 142</u>

Travailleurs (Formation professionnelle)

(en milliers de dollars)

	1995	1994
Conformément au chapitre M-19-1, a.3 des Lois refondues du Québec, le ministre de la main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle doit, entr'autres, élaborer et proposer au Gouvernement des programmes relatif à la protection et au développement de l'emploi.		
En vertu du décret 798-92, le Gouvernement a autorisé le Ministre à se porter caution des prêts consentis, en exécution de la convention de services bancaires avec la Caisse Centrale Desjardins, aux candidats admissibles au programme d'aide financière à la formation professionnelle des Travailleurs (ses) (SPRINT) et au programme d'aide de Soutien à l'Emploi Autonome (SEA).		
Au 31 mars, la garantie de prêt maximale à utiliser est de 18 850 en monnaie du Canada (9 588 en monnaie du Canada en 1994)	<u>17 015</u>	<u>7 470</u>



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances



Ministère des Finances



QMDF A 003972